



Alexander IETT
Département d'Agronomie
Grèce



CIHEAM - Institut Agronomique
Méditerranéen de Montpellier
France



Institut National de la Recherche
Agronomique
France

**FONCIMED
RESEAU CIHEAM-INRA**

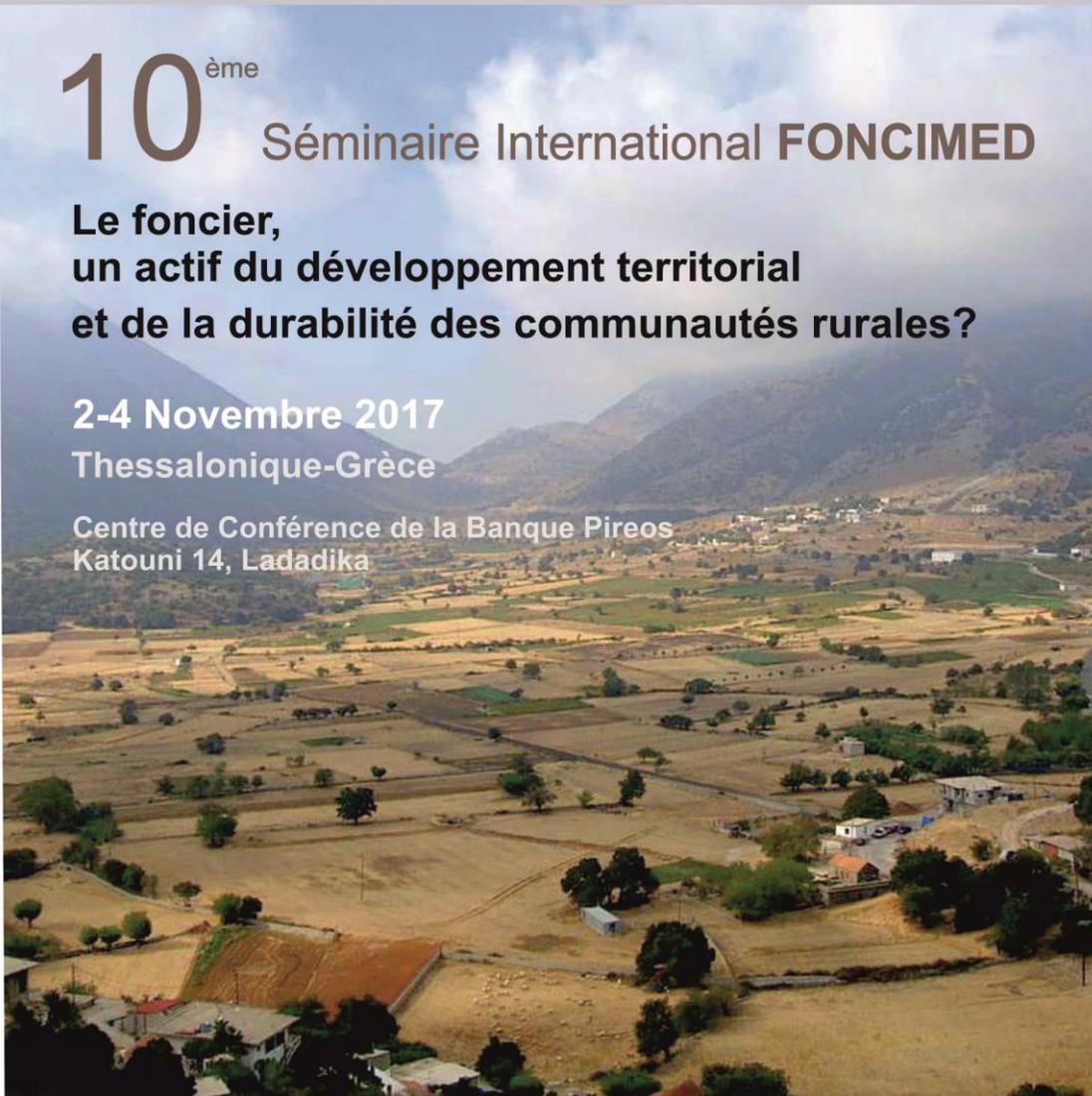
Actes du FONCIMED2017 Résumés étendus

10^{ème} Séminaire International **FONCIMED**

**Le foncier,
un actif du développement territorial
et de la durabilité des communautés rurales?**

2-4 Novembre 2017
Thessalonique-Grèce

Centre de Conférence de la Banque Pireos
Katouni 14, Ladadika



CONTENU

LE RESEAU FONCIMED	6
Anne-Marie Jouve:	
<i>Historique des recherches sur le foncier méditerranéen: Les dix ans du réseau Foncimed.....</i>	<i>7</i>
FONCIMED2017 APPEL A COMMUNICATIONS	18
<i>Plan du Programme.....</i>	<i>21</i>
<i>Comité Scientifique du Foncimed2017</i>	<i>29</i>
<i>Comité d'Organisation Localdu Foncimed2017</i>	<i>29</i>
ACTES DU SEMINAIRE FONCIMED2017: RESUMES ETENDUS.....	30
Michel Mouléry, Leonith Hinojosa, Claude Napoléone, Johanna Fusco:	
<i>Une base de données sur l'étendue de la Méditerranée pour évaluer les systèmes fonciers et leurs relations avec l'évolution des espaces</i>	<i>31</i>
Mikaël Akimowicz, Harry Cummings, Charilaos Képhaliacos, Karen Landman:	
<i>Foncier et coordination agricoles : des actifs inséparables pour la construction territoriale dans les espaces péri-urbains</i>	<i>35</i>
Eleni Panagouli:	
<i>Les cartes forestières et les transformations du foncier en Grèce</i>	<i>39</i>
Inès Gharbi, Mohamed Mohamed Elloumi, Jean-Yves Jamin:	
<i>La location des terres: adaptation aux disponibilités foncières et dynamique des périmètres irrigués.....</i>	<i>43</i>
Johanna Fusco, Marta Debolini:	
<i>Analyse des systèmes territoriaux méditerranéens et de leurs déterminants socio-spatiaux.....</i>	<i>48</i>
Abdelmajid Saidi:	
<i>Le Plan Maroc Vert : force ou menace à la territorialisation de l'agriculture marocaine</i>	<i>52</i>

Romain Melot, Brigitte Nougarèdes:	
<i>Planification communale, concertation locale et préservation des espaces naturels et agricoles dans deux départements méditerranéens en France</i>	57
Ismahen Kahouli, Mohamed Elloumi, Chedli Gharbi:	
<i>Déterritorialisation et Reterritorialisation de l'agriculture à Sidi Bouzid et conflits autour de l'appropriation du foncier agricole</i>	61
Slimane Bencherif:	
<i>La gestion et la gouvernance des terres pastorales collectives dans la région d'El Bayadh (Algérie)</i>	65
Claire Bernard, Valter Hoxha, François Lerin:	
<i>From total State to Anarchical Market?</i>	70
Heval Yildirim, Mélanie Requier-Desjardins, Hélène Rey-Valette:	
<i>How to integrate ecosystem services approach into territorial development: the basket of ecosystem services of the Karaburun Peninsula (Turkey)</i>	73
Florjan Bombaj, Dominique Barjolle, François Casabianca, Theodosia Anthopoulou:	
<i>In which way the governmental and institutional changes in the resource use of a common good affect the local communities? Evolution and perspectives from Southeast Albania</i>	77
Luca Bartoli, Silvia Chiappini, Marcello De Rosa, Elisa Maini, Raffaella Zucaro:	
<i>Territorial anchoring of rural development policies for land preservation</i>	84
Fatma Nil Doner:	
<i>The Spatial Politics of Land in Turkey: An example from Karacabey District</i>	88
Evangelos Pavlis, Theodosia Anthopoulou:	
<i>Social entrepreneurship, local action and territorial branding on Lesvos Island. Towards a re-territorialisation process of small olive farming</i>	92
Elissar El Sayed Ahmad, Laurent Rieutort, Salem Darwich:	
<i>Développement territorial durable par l'oléiculture périurbaine, cas de Koura</i>	96
Salah Bouchemal, Imed Ghezal, Abdelkader Khiari:	
<i>Avatars et renouveau agricole d'une ancienne huerta aux portes de Constantine</i> ...	101
Mathieu Bonnefond, Marie Fournier:	
<i>Mise en œuvre des politiques d'environnement dans les fonds de vallée : les transactions foncières comme processus de gouvernance territoriale</i>	106

Chrysafo-Anna Chatzipetrou:	
<i>Farming under social policies: the case study of east Thessalian plateau.....</i>	110
Lahcen Ahouate, Raymond Loussert:	
<i>Rôle des ONG dans la revitalisation des Oasis de TataCas de l'Association de Lutte contre l'Erosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc (ALCESDAM) dans l'Oasis de Taldnount.....</i>	114
Leonith Hinojosa, Claude Napoléone, Dominique Ami:	
<i>Scenarios of land use change and food availability in the Mediterranean Region</i>	118
Fatmir Guri, Elena Kokthi, Eneida Topulli	
<i>Is land taxation an alternative way to reduce fallow land in agriculture? Evidences from Albania</i>	121
Jean Christophe Paoli:	
<i>Trajectoires et différenciations territoriales des exploitations agricoles en circuits courts de commercialisation. Une analyse à partir des contextes fonciers</i>	125
Marian Simón Rojo, Inés Bernardos Morales, Jon Sanz Landaluze:	
<i>Access to land itineraries in the urban-rural transect. The case of Madrid region ...</i>	129
Sofia Nikolaidou:	
<i>Exploring the role of alternative food systems in the revitalization of peri-urban agriculture in Athens Metropolitan Region</i>	133
Wissal Ouchraa, Aissam Zine-Dine:	
<i>Pour une gouvernance des réserves foncières au Maroc : état actuel et perspectives d'avenir</i>	137
Athanasios Ragkos, Maria Karatassiou, Stavriani Koutsou, Zoi Parissi, Vasiliki Lagka:	
<i>Scenarios of optimal organization of sheep and goat transhumance in a Greek mountainous area under different land use, climate change and market conditions</i>	141
Orlando Rodrigues, Carlos Aguiar, Sílvia Nobre:	
<i>Innovative contractual arrangement for land management of the commons</i>	145
Tarik Ghodbani:	
<i>La maîtrise du foncier, une problématique de taille dans le mise en réserve des zones humides à caractère rural, les plaines littorales d'El Habra, Sig et La Macta en Algérie.....</i>	149
Abdelrani Bouyad, Aissam Zine-Dine:	

*Le remembrement rural au Maroc : D'un outil de promotion de la productivité agricole à une mesure de développement du territoire.....*153

Mustapha Jouili, Mohamed Elloumi:

*Les terres domaniales peuvent-elle constituer un outil de développement territorial?
Le cas des oasis du Sud tunisien*158

Francesco Guerra, Claude Napoléone, Jean-Christophe Paoli

The impact of agriculture on forest fire occurrence and spread in Southern France 162

Hamza Ayari:

*Diversité des status fonciers et dynamique de la population et des écosystèmes forestiers telliens : étude du cas des défrichements et des clairières au nord de Dyr et Kef (Tunisie du Nord).....*166

LE RESEAU FONCIMED

FONCIMED (Foncier en Méditerranée) est un réseau méditerranéen pluridisciplinaire et interinstitutionnel d'échanges et de comparaisons d'expériences sur la question foncière, qui a été créé en 2007 à l'initiative du CIHEAM (de son Institut de Montpellier) et de l'INRA France.

Il a pour vocation de devenir un lieu d'échange entre chercheurs et praticiens, sur les expériences, les études, les méthodes et les résultats de recherches portant sur l'analyse de la question foncière en Méditerranée. Ces chercheurs relèvent de plusieurs disciplines, essentiellement dans le domaine des sciences humaines (économie, sociologie, géographie, anthropologie, etc.) et agronomiques.

Il regroupe une trentaine de chercheurs de pays méditerranéens : Portugal, Espagne, France, Italie, Grèce, Albanie, Turquie, Liban, Tunisie, Algérie et Maroc.

La vie du réseau s'est structurée autour d'un séminaire annuel, organisé en septembre/octobre, par roulement, dans une des implantations géographiques des participants (2007 : Montpellier, France; 2008 : Antalya, Turquie ; 2009 : Gabès et Tataouine, Tunisie ; 2010 : Montpellier, France ; 2011 : Cargèse, France ; 2013 : Montpellier, France; 2014 : Athènes, Grèce ; 2015 : Tunis, Tunisie ; 2016 : Braganca, Portugal ; 2017 : Thessalonique, Grèce).

Cette année (2017) Foncimed fête son 10ème anniversaire à Thessalonique, Grèce.

Le comité d'organisation

Historique des recherches sur le foncier méditerranéen

Les dix ans du réseau Foncimed

Anne-Marie JOUVE

Co-fondatrice du réseau FONCIMED

Introduction

Foncimed est un réseau méditerranéen pluridisciplinaire et interinstitutionnel d'échanges sur la question foncière, créé en septembre 2007 à l'initiative de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier du CIHEAM et de l'INRA France.

Il regroupe une trentaine de chercheurs de pays méditerranéens : Albanie, Algérie, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie.

Il a pour vocation de devenir un lieu de dialogue entre chercheurs et praticiens, sur les expériences, les méthodes et les résultats de recherche portant sur l'analyse de la question foncière en Méditerranée.

Le réseau Foncimed s'inscrit dans le prolongement des recherches entreprises sur le foncier méditerranéen dès les années 1990 par l'IAMM sous l'impulsion de Pierre Coulomb, Directeur de recherche INRA, spécialiste des politiques foncières et agricoles. À cette période charnière entre la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle, la question du foncier est devenue particulièrement vive sur le pourtour méditerranéen et reste relativement peu étudiée. Une équipe de chercheurs du CIHEAM-IAMM s'est mobilisée sur cette question stratégique sous la direction de Pierre Coulomb et a créé en septembre 1995 le réseau MODAM.

Cette communication présente dans ce qui suit l'historique des recherches sur le foncier méditerranéen en deux périodes :

Première période 1993-2006 Activités du réseau MODAM

Deuxième période 2007-2017 Activités du réseau FONCIMED

Première période 1993-2006

Les activités de recherche-formation-coopération du réseau MODAM

- **Le rôle décisif de Pierre Coulomb**

Avant même la création du réseau MODAM, Pierre Coulomb a organisé en Turquie deux séminaires fondateurs des recherches sur le foncier méditerranéen.

- En 1993, le séminaire international sur « Problèmes et politiques structurels dans le développement agricole des pays méditerranéens », réalisé en collaboration avec YavuzTékélioglu à l'Université Akdeniz d'Antalya, du 23 au 25 septembre ;
- En 1994, le cours international spécialisé sur les « Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens », réalisé en collaboration avec OguzYurdakul, à l'Université Çukurova d'Adana, du 9 mai au 5 juin. Ce cours, organisé en 4 séminaires d'une semaine chacun, avec l'appui financier du CIHEAM et de l'Union européenne, a été une grande réussite et a fait l'objet d'une publication.

- **La création du réseau Modam en septembre 1995.**

En 1995, Pierre Coulomb et Anne-Marie Jouve organisent un séminaire international sur la modernisation des agricultures méditerranéennes à l'IAMM, les 28 et 29 septembre.

L'objectif est d'analyser les structures de production et la persistance du microfundium méditerranéen non comme le signe d'un retard général de développement mais comme la manifestation diversifiée d'itinéraires de développement spécifiques.

A l'issue du séminaire, les participants décident de créer le réseau Modam, mais Pierre Coulomb meurt malheureusement en décembre.

Les contributions ont été valorisées par une publication collective à sa mémoire.

- **Le programme d'action régionale sur les politiques agricoles et agroalimentaires (PAR/PAA)**

Le réseau Modama participé au programme PAR/PAA coordonné par l'IAMM et l'IRESA de Tunisie. Il a bénéficié d'un soutien financier qui a

permis la réalisation d'enquêtes de terrain et de rencontres mais surtout la publication de deux livres collectifs, édités par Karthala-Ciheam.

- Les publications du réseau Modam

Cinq publications collectives ont paru entre 1997 et 2003, portant principalement sur l'analyse des structures agricoles méditerranéennes, le processus de leur morcellement versus concentration foncière, et les transformations des agricultures méditerranéennes induites par les bouleversements fonciers liés à l'urbanisation et à la privatisation des terres.

- Elloumi M. et Jouve A.-M. (dir.), 2003. *Bouleversements fonciers en Méditerranée. Des agricultures sous le choc de l'urbanisation et des privatisations*, Karthala-Ciheam, (programme de coopération CIHEAM-Union européenne, programme PAR-PAA)
- Elloumi M. et Jouve A.-M., 2003. Restructuration territoriale et réorganisations foncières, in Bachtta M. S. et Gherzi G. (coords.) *Agriculture et alimentation en Méditerranée. Les défis de la mondialisation*, Ciheam-Iresa-Karthala, pp 243-275.
- Jouve A.-M. (dir.), 2001. *Terres méditerranéennes. Le morcellement, richesse ou danger ?* Préface de Bertrand Hervieu , Karthala-Ciheam, (programme de coopération CIHEAM-Union européenne, programme PAR-PAA).
- Jouve A.-M. et Bouderbala N. (éds), 1999. *Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens*, à la mémoire de Pierre Coulomb, Cahiers Options méditerranéennes, 36 Ciheam, (valorisation des conférences du cours spécialisé d'Adana (9 mai-5 juin 1994).
- Jouve A.-M. (éd.), 1997. *La modernisation des agricultures méditerranéennes*, à la mémoire de Pierre Coulomb, Options méditerranéenne A/29, Ciheam.

- Les Masters sur le foncier

L'activité de formation du réseau Modam a également été importante puisque dix Masters of Science ont été soutenus pendant ces 13 ans, encadrés par des chercheurs du sud et du nord de la Méditerranée.

- Nikolaïdou Sofia (2007). *Les transformations sociospatiales et l'avenir de l'agriculture en zones périurbaines : étude de la viticulture de Messogheia (Attiki, Grèce).*

- Ben SoltanImen (2005). Dynamiques agraires et gestion intrafamiliale du foncier dans le périmètre public irrigué de Medjez el Bab (Tunisie).
- François Damien (2005). Les transformations du système agro-territorial de l'Eparchie de Farsala (Thessalien, Grèce) : analyse des stratégies économiques et foncières des familles rurales.
- Coëffé Tessa (2005). L'enfrichement des terres agricoles sur Loupian et Montbazin (Hérault) : analyse des stratégies des propriétaires fonciers et formulation de pistes d'action, CIHEAM-IAMM, Montpellier (France).
- Doussin Nicolas (2003). Analyse socio spatiale, périurbanisation et politiques publiques communales dans les Bouches du Rhône.
- Bouraoui Karima (2002). Réorganisation foncière et recomposition sociale en zones périurbaines au lendemain de la décentralisation. Cas de l'agglomération aixoise.
- Guri Fatmir (2002). Transformation des exploitations agricoles et réorganisation foncière sur la côte albanaise. Cas des districts de Durres et Kavaja, Albanie.
- Felk Mohammed (2001). Les structures foncières au Maroc. Etude des mécanismes du morcellement résultant des partages successoraux dans la commune rurale de Ben Mansour (Gharb, Maroc).
- Hernandez MontesinosMaribel (2000). Etude des dynamiques agraires et stratégies des acteurs en milieu périurbain aixois.
- Perier Forence (1999). Bilan-évaluation de la politique foncière mise en œuvre par le CNASEA à Mayotte (Mastère Spécialisé Conférence des Grandes Ecoles).

Deuxième période 2007-2017

Les dix ans du réseau Foncimed

- Création du réseau Foncimed au séminaire de Montpellier, les 10-11 septembre 2007

En 2007, à l'initiative de Claude Napoleone et Jean-Christophe Paoli de l'INRA et d'Anne-Marie Jouve du CIHEAM/IAMM, un séminaire est organisé les 10 et 11 septembre à Montpellier pour décider du renouvellement et du renforcement du réseau Modam. Le nouveau réseau baptisé Foncimed(*réseau d'échanges, de formation et de recherches sur la question foncière en Méditerranée*) bénéficie de la complémentarité des

institutions qui le soutiennent, le CIHEAM/IAMM et l'INRA France. Les 22 chercheurs présents, venant de 10 pays méditerranéens, discutent des objectifs, de la structuration, de l'animation et du financement du réseau et élaborent un programme de travail de 3 ans. Considérant la force des tensions sur la terre en Méditerranée (cf. note d'alerte du CIHEAM n° 33), une enquête est lancée sur les modes de régulation foncière en Méditerranée.

- Les rencontres annuelles de Foncimed

Le nouveau réseau a fait preuve d'une grande vitalité, organisant un séminaire tous les ans (à l'exception de 2012), orienté sur les questions de recherche et le transfert envers les décideurs publics, localisé à tour de rôle dans un des pays méditerranéens d'origine de chercheurs de Foncimed. Les communications présentées en ateliers, complétées par des sorties de terrain, ont permis une production scientifique d'une grande richesse qui a été notamment valorisée par 7 publications collectives que nous présentons plus loin.

Dix rencontres ont été organisées entre 2007 et 2017.

- 2007 Montpellier France
- 2008 Antalya Turquie
- 2009 Gabès & Tataouine Tunisie
- 2010 Montpellier France
- 2011 Corte France
- 2012 *annulation projet séminaire Algérie*
- 2013 Montpellier France
- 2014 Athènes Grèce
- 2015 Tunis Tunisie
- 2016 Bragança Portugal
- 2017 Thessalonique Grèce

➤ La seconde rencontre, organisée à Antalya du 9 au 11 octobre 2008, à laquelle ont participé 20 chercheurs dont beaucoup de jeunes doctorants, a pérennisé le réseau Foncimed. Le relevé de conclusions du séminaire fait acte de fondation et de fonctionnement du réseau pour la période 2007-2010.

Les résultats de l'enquête menée sur les modes de régulation des usages du sol dans huit pays méditerranéens (Albanie, Algérie, France, Grèce, Italie, Maroc, Portugal, Tunisie) sont analysés. Il est décidé de rédiger une note d'alerte du CIHEAM (cf. la note n° 56), de préparer une publication collective et une formation en Tunisie en 2009.

- La troisième rencontre, en 2009, a été dédiée à des activités importantes de formation en Tunisie sur le thème « gouvernance foncière et usage des ressources naturelles ». Ont été organisés successivement :
 - Une école-chercheurs délocalisée de l'INRA France à Gabès du 16 au 20 novembre suivie par 26 participants ;
 - Un cours spécialisé à Tataouine, avec 19 participants.
 Ces formations ont été marquées par une forte implication des intervenants et des participants et une grande diversité du public. Elles ont été valorisées par l'élaboration d'un manuel pédagogique et une publication collective (Revue des Régions Arides, Numéro spécial 30, 2013).

- La quatrième rencontre, tenue à Montpellier les 2-3 décembre 2010, a été une réunion restreinte du réseau, avec seulement 10 participants (les coordinateurs CIHEAM et INRA et des représentants des trois pays du Maghreb).
 Elle a marqué la fin de la première période de Foncimed et le départ à la retraite d'Anne-Marie Jouve, remplacée par Omar Bessaoud et Mélanie Réquier-Desjardins à l'IAMM pour la co-animation du réseau avec Claude Napoleone et Jean-Christophe Paoli de l'INRA. Un nouveau thème de recherche a été proposé « gestion durable des ressources naturelles et du foncier pastoral ».

- La cinquième rencontre a eu lieu à Cargèse (Corse) du 13 au 15 octobre 2011, consacrée à « l'accaparement du foncier agricole et pastoral : un défi pour les communautés locales et les agro-systèmes ». Elle a réuni 20 participants. Les communications ont porté sur quatre thèmes : Causes de l'accaparement des terres ; résilience des agricultures familiales ; la « tragédie du privé » ; protection de l'environnement. Elles ont été valorisées par une publication collective (Options méditerranéennes B 72, Ciheam, 2015).

- Il n'y a pas eu de rencontre en 2012 ; le séminaire projeté en Algérie a dû être annulé.

- La sixième rencontre, organisée à Montpellier du 1 au 4 juillet 2013, a réuni une trentaine de participants. Le séminaire a porté sur l'étude des « configurations foncières contractuelles et actions publiques en Méditerranée » et a été structuré en 5 sessions : Rétrospective politique et figures contractuelles du foncier au Maghreb ; foncier et gestion des ressources naturelles ; crises et conflits ; doctorants et jeunes

chercheurs ; foncier et relations à la ville. Les communications ont été valorisées avec celles du séminaire de Cargèse dans la même publication collective (Options méditerranéennes B 72, Ciheam, 2015).

- La septième rencontre, tenue à Athènes du 16 au 18 octobre 2014, a réuni un nombre important de participants (45). L'appel à communications portait sur « La gouvernance des crises économiques et la dynamique d'utilisation des terres dans les zones agricoles et périurbaines (*investissements à grande échelle, pressions foncières et conflits sociaux et environnementaux*) ». Le séminaire a été structuré en 2 sessions :

- Dynamiques territoriales et perspectives de l'agriculture face à la crise : le rôle du foncier.

- Conflits d'usages, régulation et gouvernance foncière. Le foncier comme bien public.

Les communications ont fait l'objet d'une publication collective (Options méditerranéennes A 117, Ciheam, 2017).

- La huitième rencontre a eu lieu à Tunis, du 15 au 17 octobre 2015, consacrée à la question de recherche « Le dualisme foncier agricole en Méditerranée : concurrence ou coopération ? ». Elle a rassemblé 28 participants et bénéficié du soutien de la FAO. Le séminaire a été organisé en trois sessions :

- Les politiques foncières et les politiques de structure dans les pays méditerranéens ;

- Les processus de fragmentation et de constitution de grandes exploitations agricoles ;

- Le marché foncier et ses effets sur la transformation des structures agraires.

Les communications ont été valorisées dans la même publication collective que celles du séminaire d'Athènes (Options méditerranéennes A 117, Ciheam, 2017).

Un article collectif a également été publié dans la *Watch Letter* du Ciheam (n° 36, avril 2016).

- La neuvième rencontre, organisée au Portugal, à Bragança du 29 septembre au 1^{er} octobre 2016, a réuni 30 participants, sur la question de la « Gouvernance responsable des régimes fonciers en Méditerranée : conflits et innovations ».

Le séminaire a été structuré en 3 sessions :

- Gouvernance des territoires indivis et à statut incertain ;
- Zones sous pression urbanistique et grands projets ;
- Gouvernance sociale et responsable des conflits sociaux et environnementaux.

Un article collectif a été publié dans la Revue foncière (n°16, mars avril 2017).

- La rencontre de Thessalonique en Grèce, du 2 au 4 novembre 2017, marque les 10 ans du réseau Foncimed. La question de recherche de l'appel à communication porte sur « Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales ? ». Quatre axes sont proposés :
 - Nouvelles formes d'appropriation du foncier ;
 - Reterritorialisation de l'agriculture ;
 - Liens entre reterritorialisation et environnement ;
 - Foncier comme bien commun.

Une sélection des communications sera proposée pour un numéro spécial de la revue *Regional Environmental Change*.

- Bilan des publications collectives de Foncimed

Les communications originales présentées dans les rencontres annuelles du réseau Foncimed ont été bien valorisées. Sept publications collectives ont paru entre 2010 et 2017.

- Paoli J.-C. (coord), Anthopoulou T., Ben Saad A., Bergeret P., Elloumi M., Napoleone C., Vianey G., 2017. *La petite exploitation agricole méditerranéenne, une réponse en temps de crise*, Ciheam, Options méditerranéennes A 117, (valorisation des séminaires d'Athènes et de Tunis).
- Koutsous S., Melot R., Paoli J.-C., Requier-Desjardins M., Rodriguez O., Vianey G., 2017. *La gouvernance des régimes fonciers ruraux autour de la Méditerranée*, La Revue foncière N°16.
- Jouve A.-M. (coord), Ben Saad A., Elloumi M., Napoleone C., Paoli J.-C., Vianey G., 2016. *Le dualisme agraire méditerranéen : disparition ou résilience de l'agriculture familiale ?* Watch Letter du Ciheam 36.
- Vianey G., Requier Desjardins M., Paoli J.-C. (eds), 2015. *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles: regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contexte méditerranéen*, Ciheam, Options méditerranéennes B 72, 368 p.

- Ben Saad A., Sghaier M., Jouve A.-M., Napoleone C., Paoli J.-C., Elloumi M. (eds), 2013. *Gouvernance foncière et usage des ressources naturelles*, actes des travaux de l'école-chercheur de Gabès et du cours spécialisé de Tataouine (novembre 2009), Revue des Régions Arides, Numéro spécial 30, 266 p.
- Elloumi M. (coord), Jouve A.-M., Napoleone C., Paoli J.-C. (eds), 2011. *Régulation foncière et protection des terres agricoles en Méditerranée*, Ciheam, Options méditerranéennes B 66, 172 p, (valorisation du séminaire d'Antalya).
- Jouve A.-M. (coord), Ben Saad A., Napoleone C., Paoli J.-C., 2010. *Manuel sur Gouvernance foncière et usages des ressources naturelles*, 392 p.(valorisation des communications de l'école-chercheurs de Gabès et du cours spécialisé de Tataouine, novembre 2009).

Les 10 ans de Foncimed (2007-2017)

Enseignements et résultats de recherche

Pour conclure, il faut souligner d'abord la longévité, la vitalité et la productivité du réseau Foncimed qui fête ses dix ans mais s'inscrit dans une plus longue période, vingt-quatre ans, de recherches sur le foncier en Méditerranée.

Les nombreuses rencontres organisées par les réseaux Modam et Foncimed entre chercheurs et praticiens, du nord et du sud de la Méditerranée ont certainement eu, au-delà de la production scientifique, des effets positifs, difficiles à mesurer, pour les recherches de chaque participant et notamment pour les doctorants.

La production scientifique (12 publications collectives) couvre plusieurs axes de recherche :

1. Importance du foncier pour le développement agricole ; aménagement des structures de production et processus du morcellement versus concentration foncière (dualisme), notamment pendant la période Modam mais aussi au séminaire de Tunis en 2015.
2. Gouvernance foncière et régulation des usages du sol (séminaires 2008, 2009, 2014, 2016).
3. Gestion des ressources naturelles et environnement (séminaires 2011, 2013, 2017) ;
4. Le foncier comme actif du développement territorial ; crise et conflits (séminaires 2014, 2016, 2017).

Les enseignements que l'on peut tirer à partir des résultats de recherche - particulièrement pour les deux premiers axes - peuvent se résumer comme suit :

- Le dualisme agraire reste prégnant dans les pays méditerranéens ;
- Les politiques publiques restent favorables au productivisme agricole et à l'étalement urbain :
- La petite agriculture familiale est résiliente et souvent performante.

Il apparaît donc nécessaire de réorienter les politiques agricoles en faveur des petites exploitations innovantes et en interactions positives avec le territoire et l'environnement.

Liste des membres de Foncimed (2007-2017)

Animateurs du réseau

- Claude Napoleone Economiste, INRA, France
- Jean Christophe Paoli Economiste, INRA, France
- Anne Marie Jouve Agroéconomiste, IAMM, France (avant 2010)
- Omar Bessaoud Economiste, IAMM, France (depuis 2010)
- Réquier-Desjardins Mélanie Economiste, IAMM, France (Depuis 2010)

Equipe de coordination

- Théodosia Anthopoulou Géographe, U. du Panthéon, Grèce
- Abdallah Ben Saad Agroéconomiste, IRAT, Médenine, Tunisie
- Mohamed Elloumi Agroéconomiste, INRAT, Tunisie
- Pascal Bergeret Agroéconomiste, CIHEAM, IAMM, France
- Thierry Kirat Sociologue CNRS, Paris France
- Straviani Koutsou Géographe., AIET de Thessalonique, Grèce
- Romain Melot Sociologue, INRA, France
- Orlando Rodrigues Agroéconomiste, ISA,

- Yavuz Tékélioglu
- Gisèle Vianey

Lisbonne, Portugal
Economiste, Université,
d'Antalya, Turquie
Géographe, France

FONCIMED2017
APPEL A COMMUNICATIONS



Alexander Institut
d'Enseignement
Technologique de
Thessalonique
Grèce



CIHEAM - Institut
International de Recherche
Méditerranéenne
de Montpellier
France



Institut National de la
Recherche Agronomique
France

FONCIMED
Réseau CIHEAM-INRA
de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen

10^{ème} Séminaire annuel
2 - 4 Novembre 2017
Thessalonique
Grèce

**«Le foncier, un actif du développement territorial
et de la durabilité des communautés rurales?»**

Les espaces ruraux sont confrontés à un vaste ensemble de défis. D'une part ils subissent la déconnexion croissante entre la société agricole et le milieu rural, dans le cadre de la mondialisation de l'économie et du progrès technologique. Outre la délocalisation croissante de la production agricole, il en découle une diminution de la participation de l'agriculture à la création de valeurs et d'emplois locaux ainsi que l'aggravation des inégalités entre producteurs et entre régions, voire même au sein des régions. Il en découle également un changement de la société rurale qui devient de moins en moins agricole et de plus en plus résidentielle ou récréative, ce qui soumet l'espace, devenu multi-usages, à des tensions difficiles à arbitrer entre des catégories d'acteurs parfois très différentes.

D'autre part, les problèmes environnementaux accentués par le changement climatique, ainsi que les risques sanitaires liés au modèle productiviste, ont généré de nouvelles demandes de citoyens mettant l'accent sur les bonnes pratiques agroenvironnementales, la qualité spécifique des produits alimentaires, la référence au terroir biophysique et culturel, l'équité tout au long de la chaîne de valeur, et enfin, sur la relocalisation des systèmes agroalimentaires.

Dans ce contexte, le foncier devient un enjeu de développement territorial : à la fois objet de conflits et élément fédérateur de cohérence territoriale et de mobilisation de la communauté locale et des collectivités territoriales.

Afin de confronter les points de vue et faire l'état des controverses sur le sujet, nous proposons de reconsidérer le rôle du foncier dans les processus de développement rural/local et d'en actualiser le spectre d'analyse à partir des différents volets qui se cristallisent sur la dévolution foncière (exclusion- insertion sociale ; circuits courts- initiatives de la société civile ; nouveaux partenariats ville - campagne ; privatisation des collectifs ; conflits...). Dans les pays du Nord de la Méditerranée, nous observons ces dernières années une tendance à la reterritorialisation des systèmes de production agricole ; ces changements opèrent comme une réponse « par le bas » aux différents problèmes consécutifs à la crise (sortie forcée de la course au productivisme, dérégulation des marchés agricoles, crise financière et de dette publique, etc.). Dans les pays de la rive Sud du bassin, ces processus de reterritorialisation sont présentés comme une voie alternative pour faire face à la subordination des agricultures aux différentes contraintes technico-économiques et aux décisions extérieures, qu'elles soient économiques ou politiques, afin d'accroître la souveraineté alimentaire des populations et des régions, en particulier les plus vulnérables. Dans les pays méditerranéens de l'ex-bloc socialiste, les réorganisations en cours d'inspiration libérales s'inscrivent dans la continuité de la grande maille agraire des périodes pré-collectiviste et collectiviste. La remise à jour des droits locaux tout comme le questionnement sur une muséification d'un passé jugé révolu peuvent opérer autant comme moyen de relocaliser des productions que de gérer durablement les ressources naturelles.

L'ensemble de ces évolutions peuvent être interprétées comme un «retour vers le territoire», possiblement générateur d'une revalorisation du foncier à travers une redécouverte de ressources territoriales encore sous-exploitées et générer des modes nouveaux de régulation de l'usage des sols. Dans ce cadre, les présentations devront être focalisées sur les nouvelles valeurs et modes d'usage ou de régulation du foncier, inhérents aux attentes nouvelles (l'alimentation locale, l'environnement), aux dynamiques contemporaines dans l'espace rural ou

périurbain, aux nouveaux partenariats ou relations qui se forment dans les espaces ruraux ou périurbains, aux conflits sociaux et environnementaux.

Quatre axes structureront le Séminaire et les propositions de communication devront se situer dans un de ces axes.

1. Les nouvelles formes d'appropriation du foncier, appréhendées dans une dimension de résilience/développement (coopération, multi-partenariat...) et dans une logique de valorisation efficiente des ressources territoriales.
2. La reterritorialisation de l'agriculture considérée à l'échelle: a) de l'action locale, s'agissant de discuter la viabilité et la localisation de la petite exploitation agricole, au regard des systèmes agroalimentaires localisés et des synergies territoriales émergentes, et (b) des politiques publiques (nationales, régionales, communales...), s'agissant de discuter leurs capacités d'accompagnement de la reterritorialisation de l'agriculture.
3. Les liens entre la reterritorialisation de l'agriculture et la prise en compte de l'environnement aux échelles des exploitations et des territoires. Les notions de capital environnemental, de services écosystémiques, d'impact sur l'environnement etc. pourront être mobilisées pour proposer des cadres d'analyse renouvelés ou des études inédites.
4. Le foncier comme bien commun, considéré en regard des questions de gouvernance territoriale responsable (zones pastorales, indivis, oasis, etc...).

Le comité scientifique du Foncimed2017

FONCIMED

Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen

10ème Séminaire Annuel

**"Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité
des communautés rurales?"**

Thessalonique, 2-4 Novembre 2017

Centre de Conférence – Banque Pireos, Katouni 14 (Ladadika)

PLAN DU PROGRAMME

1^{er} Jour: Jeudi, 2 Novembre 2017

9.00 – 10.00 : Inscriptions et accueil

10.00 – 11.30: Ouverture du Séminaire

11.00 – 11.30: Pause café

11.30 – 12.30: Conférenciers principaux

12.30 – 13.30: Repas

13.30 – 15.00: Séance 1 - Amphithéâtre

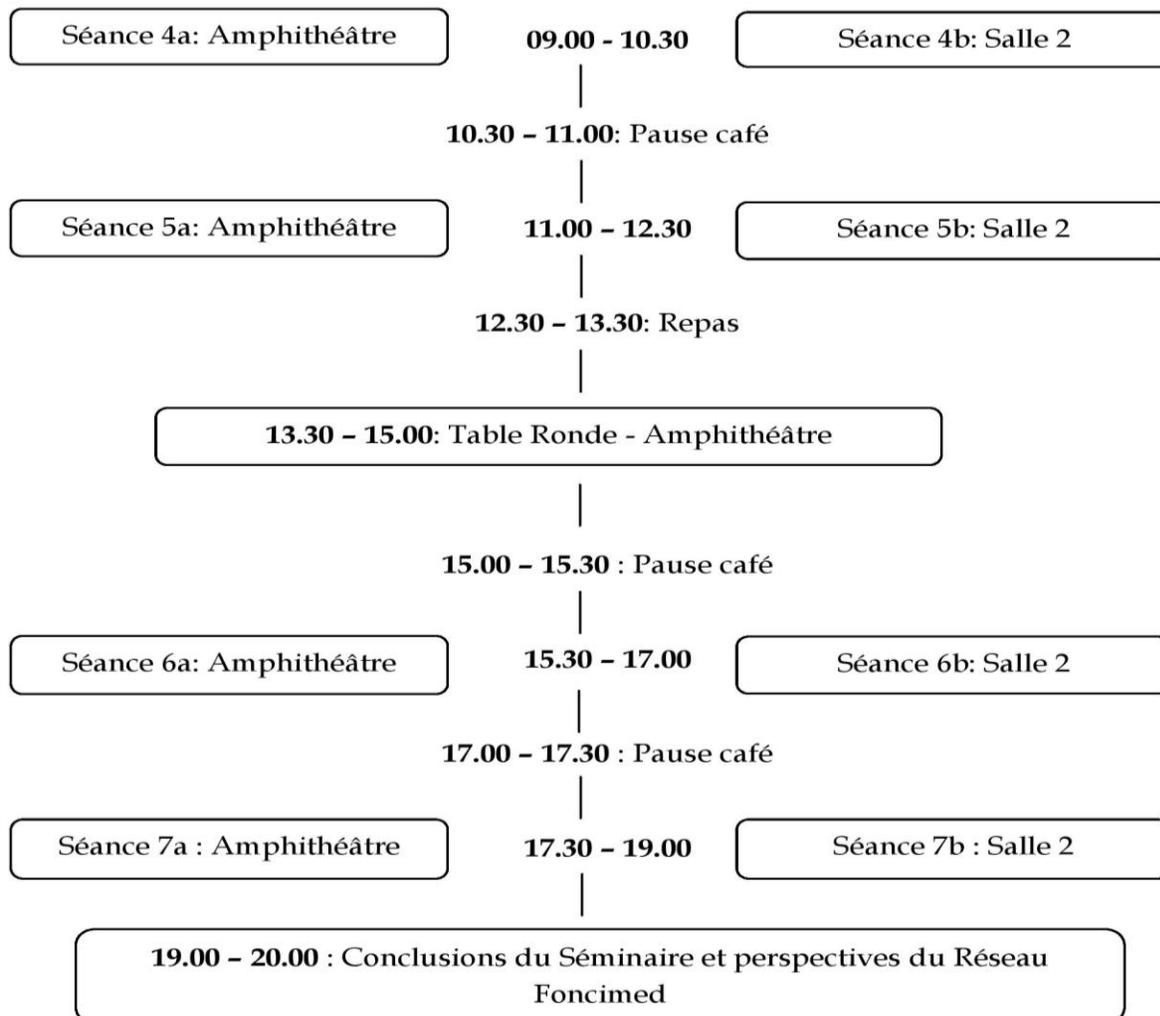
15.00 – 15.30: Pause café

15.30 – 17.00 : Séance 2 - Amphithéâtre

17.00 – 17.30: Pause café

17.30 – 19.00: Séance 3 - Amphithéâtre

2eme Jour: Vendredi, 3 Novembre 2017



3eme Jour : Samedi, 4 Novembre

12.00 - 21.00 : visite au terrain et soirée à la cave «Hatzivariti»

JEUDI 2 NOVEMBRE

9.00 h - 10.00 h	Inscriptions et accueil
10.00 h - 11.00 h	Ouverture du Séminaire
<p><u>Salutations:</u></p> <p>Panagiotis Tzionas, Recteur de l'AIETT Stamatis Aggelopoulos, Président du Département d'Agronomie de l'AIETT Philippe Rey, Consul Général de France et Directeur de l'Institut Français de Thessalonique Francois Lerin, Représentant du Réseau Foncimed, IAMM Claude Napoléone, Représentant du Réseau Foncimed, INRA Stavriani Koutsou, Comité d'organisation du Foncimed2017, AIETT : <i>La problématique du Foncimed2017</i></p> <p><u>Présentation du Réseau Foncimed :</u></p> <p>Anne-Marie Jouve, Chercheure associée au Pôle foncier de Montpellier: <i>L'historique du Réseau Foncimed</i></p>	
11.00 h - 11.30 h	<i>Pause Café</i>
11.30 h - 12.30 h	Conférenciers principaux
<p>Eleftheria Vounouki, Analyste économique et politique, Commission Européenne, DG Agriculture et Développement Rural</p> <p><i>– La Politique Agricole Commune et la question du foncier</i></p> <p>Marie-Claude Maurel, Directrice d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) - Paris</p> <p><i>– Relations de propriété et modes d'exploitation : actualité de la question agraire en Europe médiane</i></p>	
12.30 h - 13.30 h	<i>Repas</i>
13.30 h - 15.00 h	Séance 1 –Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales Président: Stavriani Koutsou
<p>– Une base de données sur l'étendue de la Méditerranée pour évaluer les systèmes fonciers et leurs relations avec l'évolution des espaces</p> <p>– Foncier et coordination agricoles : des actifs inséparables pour la construction territoriale dans les espaces péri-urbains</p> <p>– Les cartes forestières et les transformations du foncier en Grèce</p> <p>– La location des terres : adaptation aux disponibilités foncières et dynamique des périmètres irrigués</p>	
<p>Michel Mouléry, Leonith Hinojosa, Claude Napoléone, Johanna Fusco</p> <p>Mikaël Akimowicz, Harry Cummings, Charilaos Képhaliacos, Karen Landman</p> <p>Eleni Panagouli</p> <p>Inès Gharbi, Mohamed Elloumi et Jean-Yves Jamin</p>	
15.00 h - 15.30 h	<i>Pause Café</i>

JEUDI 2 NOVEMBRE

15.30 h - 17.00 h	Séance 2 - La reterritorialisation de l'agriculture <i>Président : Dominique Barjolle</i>	
	- Analyse des systèmes territoriaux méditerranéens et de leurs déterminants socio-spatiaux	Johanna Fusco, Marta Debolini
	- Le Plan Maroc Vert : force ou menace à la territorialisation de l'agriculture marocaine	Abdelmajid Saidi
	- Planification communale, concertation locale et préservation des espaces naturels et agricoles dans deux départements méditerranéens en France	Romain Melot, Brigitte Nougarèdes
	- Déterritorialisation et Reterritorialisation de l'agriculture à Sidi Bouzid et conflits autour de l'appropriation du foncier agricole	Ismahen Kahouli, Mohamed Elloumi, Chedli Gharbi
17.00 h - 17.30 h	<i>Pause Café</i>	
17.30 h - 19.00 h	Séance 3 - Le foncier comme bien commun <i>Président : Theodosia Anthopoulou</i>	
	- La gestion et la gouvernance des terres pastorales collectives dans la région d'El Bayadh (Algérie)	Slimane Bencherif
	- From Total State to Anarchical Market	Claire Bernard, Valter Hoxha, François Lerin
	- How to integrate ecosystem services approach into territorial development: the basket of ecosystem services of the Karaburun Peninsula (Turkey)	Heval Yildirim, Mélanie Requier-Desjardins, Hélène Rey-Valette
	- In which way the governmental and institutional changes in the resource use of a common good affect the local communities? Evolution and perspectives from Southeast Albania	Florjan Bombaj, Dominique Barjolle, François Casabianca, Theodosia Anthopoulou
19.30 h - 22.00 h	<i>Dîner</i>	

VENDREDI 3 NOVEMBRE

9.00 h - 10.30 h	Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture <i>Président : Romain Melot</i>	
	– Territorial anchoring of rural development policies for land preservation	Luca Bartoli, Silvia Chiappini, Marcello De Rosa, Elisa Maini, Raffaella Zucaro
	– The Spatial Politics of Land in Turkey: An example from Karacabey District	Fatma Nil Doner
	– Social entrepreneurship, local action and territorial branding on Lesvos Island. Towards a re-territorialisation process of small olive farming.	Evangelos Pavlis, Theodosia Anthopoulou
	– Développement territorial durable par l'oléiculture périurbaine, cas de Koura	Elissar El Sayed Ahmad, Laurent Rieutort, Salem Darwich
9.00 h - 10.30 h	Séance 4b - Gouvernance territoriale et environnement <i>Président : Mohamed Elloumi</i>	
	– Avatars et renouveau agricole d'une ancienne huerta aux portes de Constantine	Salah Bouchemal, Imed Ghezal, Abdelkader Khiari
	– Mise en œuvre des politiques d'environnement dans les fonds de vallée: les transactions foncières comme processus de gouvernance territoriale.	Mathieu Bonnefond, Marie Fournier
	– Farming under social policies: the case study of east Thessalian plateau	Chrysafo-Anna Chatzipetrou
	– Rôle des ONG dans la revitalisation des Oasis de Tata. Cas de l'Association de Lutte contre l'Erosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc (ALCESDAM) dans l'Oasis de Taldnount	LahcenAhouate, Raymond Lousert
10.30 h - 11.00 h	<i>Pause Café</i>	

VENDREDI 3 NOVEMBRE

11.00 h - 12.30 h	Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture <i>Président : Orlando Rodrigues</i>	
	– Scenarios of land use change and food availability in the Mediterranean Region	Leonith Hinojosa, Claude Napoléone, Dominique Ami
	– Is land taxation an alternative way to reduce fallow land in agriculture? Evidences from Albania	Fatmir Guri, Elena Kokthi, Eneida Topulli
	– Trajectoires et différenciations territoriales des exploitations agricoles en circuits courts de commercialisation. Une analyse à partir des contextes fonciers.	Jean Christophe Paoli
	– Nouvelles formes d'organisation et nouveaux outils de territorialisation dans les régions rurales	Dimitris Goussios, Dimitra Gaki, Giannis Faraslis
11.00 h - 12.30 h	Special Session 5b - Information and Communication Technologies as Tools for Efficient Land Uses and Rural Development <i>President: Athanassios Rangos</i>	
	– Applications of Precision Agriculture technologies and methodologies for sustainable agricultural land use	Athanasios Gertsis
	– Land use changes and shrubs encroachment: The ecological impact	Eleni Abraham
	– RE.CAP - Reinforcing CAP through automated checks and self-assessment	Nicholas Petalidis
	– Smart Farming, Smart Farmers, or Smart Citizens? A question with multiple recipients towards efficient land uses and rural development	Avraam Mavridis
12.30 h - 13.30 h	<i>Repas</i>	
13.30 h - 15.00 h	<u>Table Ronde:</u> François Lerin , IAMM-France, Président Dimitris Goussios , Université de Thessalie-Grèce Dominique Barjolle , ETH Zurich-Suisse Mohamed Elloumi , INRA-Tunisie Charilaos Kefaliakos , ENSFEA-France	
15.00 h - 15.30 h	<i>Pause Café</i>	

VENDREDI 3 NOVEMBRE

15.30 h - 17.00 h	Séance 6a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales <i>Président : Claude Napoléone</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Access to land itineraries in the urban -rural transect. The case of Madrid region. 	Marian Simon - Rojo, Ines Morales - Bernardos
	<ul style="list-style-type: none"> - Exploring the role of alternative food systems in the revitalization of peri-urban agriculture in Athens Metropolitan Region 	Sofia Nikolaidou
	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une gouvernance des réserves foncières au Maroc : état actuel et perspectives d'avenir 	Wissal Ouchraa, Aissam Zine-Dine
	<ul style="list-style-type: none"> - Scenarios of optimal organization of sheep and goat transhumance in a Greek mountainous area under different land use, climate change and market conditions 	Athanasios Ragkos, Maria Karatassiou, Stavriani Koutsou, Zoi Parissi, Vasiliki Lagka
15.30 h - 17.00 h	Séance 6b - Le foncier comme bien commun <i>Président : Anne-Marie Jouve</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Innovative contractual arrangement for land management of the commons 	Orlando Rodrigues, Silnia Nobre
	<ul style="list-style-type: none"> - La territorialisation des espaces pastoraux collectifs basée sur une organisation ethnolignagère : Les Unités socio-territoriales (UST). Cas de l'UST des Ouled Chéhida-Tataouine, Sud tunisien 	Abdallah Ben Saad, Mohamed Elloumi
17.30 h - 19.00 h	Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales <i>Président : Marie-Claude Maurel</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Le foncier agricole et son impact sur le développement des espaces ruraux en Algérie (Cas de la commune de Ferdjioua) 	Ahmed Bousmaha
	<ul style="list-style-type: none"> - La maîtrise du foncier, une problématique de taille dans le mise en réserve des zones humides à caractère rural, les plaines littorales d'El Habra, Sig et La Macta en Algérie 	Tarik Ghodbani
	<ul style="list-style-type: none"> - Le remembrement rural au Maroc : D'un outil de promotion de la productivité agricole à une mesure de développement du territoire 	Abdelrani Bouyad, Aissam Zine-Dine
17.00 h - 17.30 h	<i>Pause Café</i>	

VENDREDI 3 NOVEMBRE

17.30 h - 19.00 h	Séance 7b - Le foncier comme bien commun <i>Président : Sofia Nikolaidou</i>	
- Les terres domaniales peuvent-elle constituer un outil de développement territorial? Le cas des oasis du Sud tunisien		Mustapha Jouili, Mohamed Elloumi
- The impact of agriculture on forest fire occurrence and spread in Southern France		Francesco Guerra, Claude Napoléone, Jean-Christophe Paoli
- Diversité des status fonciers et dynamique de la population et des écosystèmes forestiers telliens : étude du cas des défrichements et des clairières au nord de Dyr et Kef (Tunisie du Nord)		Hamza Ayari
19.00 h - 20.00 h	Conclusion du Séminaire et perspectives du Réseau Foncimed	
20.00 h - 21.00 h	<i>Réception de clôture offerte par le Consul général de France à Thessalonique</i>	

SAMEDI 4 NOVEMBRE

12.00 h - 21.00 h	Visite au terrain et soirée à la cave « Hatzivariti »
-------------------	---

Comité Scientifique du Foncimed2017

- **Anthopoulou** Theodosia, Université de Panteion, Athènes - Grèce
- **Ben Saad** Abdalah, Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie (INRAT), Tunis.
- **Bergeret** Pascal, CIHEAM-Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), France
- **Elloumi** Mohamed, Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie (INRAT), Tunis.
- **Kirat** Thierry, Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), Paris - France
- **Koutsou** Stavriani, Alexander Institut d'Enseignement Technologique de Thessalonique, Grèce
- **Melot** Romain, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) AgroParisTech, France
- **Napoleone** Claude, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), Avignon - France
- **Nikolaidou** Sofia, Université de Panteion, Athènes - Grèce
- **Paoli** Jean-Christophe, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), Corte - France
- **Rodrigues** Orlando, Institut Polytechnique de Braganca, Portugal
- **Requier-Desardins** Melanie, CIHEAM -IAMMM , France
- **Vianey** Gisèle, Université de Tour, France

Comité d'Organisation Local du Foncimed2017

Président : **Koutsou** Stavriani, Alexander Institut d'Enseignement Technologique de Thessalonique, Thessalonique, Grèce

Membres :

- **Anthopoulou** Theodosia, Université de Panteion, Athènes, Grèce
- **Botsiou** Maria, Université de Macédoine, Thessalonique, Grèce
- **Chatzipetrou** Chrissafo-Anna, Université de Thessalie, Volos, Grèce
- **Notta** Ourania, Institut d'Enseignement Technologique de Thessalonique, Thessalonique, Grèce
- **Pavloudi** Alexandra, Institut d'Enseignement Technologique de Thessalonique, Thessalonique, Grèce
- **Rangos** Athanassios, Institut d'Economie et Sociologie Rurale, Athènes, Grèce

Secrétariat du Séminaire : foncimed2017@gmail.com

ACTES DU SEMINAIRE FONCIMED2017

RESUMES ETENDUS

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Une base de données sur l'étendue de la Méditerranée pour évaluer les systèmes fonciers et leurs relations avec l'évolution des espaces

Michel Mouléry (1), Leonith Hinojosa (2), Claude Napoléone (3), Johanna Fusco (4)

- (1) INRA, Unité Ecodéveloppement, CS 40509, Domaine Saint Paul - Site Agroparc, 84914 AVIGNON
Cedex 9. michel.moulery@inra.fr
- (2) Aix-Marseille Université et INRA Ecodéveloppement. leonith.HINOJOSA-VALENCIA@univ-amu.fr
- (3) INRA, Unité Ecodéveloppement, CS 40509, Domaine Saint Paul - Site Agroparc, 84914 AVIGNON
Cedex 9. claudenapoleone@inra.fr
- (4) INRA, Unité Ecodéveloppement, CS 40509, Domaine Saint Paul - Site Agroparc, 84914 AVIGNON
- (5) Cedex 9. lohanna.fusco@inra.fr

Mots clés: durabilité agriculture, changement climatique, sécurité alimentaire, territorialisation, changement occupation du sol.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

La région méditerranéenne est un biome d'une richesse spécifique d'importance mondiale (Underwood et al. 2009) où la population est en croissance (446 millions en 2000 et 570 millions attendus en 2025) et se concentre dans les villes littorales. Elle s'inscrit ainsi dans une tendance globale de consommation des sols agricoles, notamment proches des villes (Primdahl et al, 2013 ; Marraccini et al), qui remet en cause les équilibres anciens au sein desquels les zones urbaines assuraient une part de leurs approvisionnements alimentaires dans leurs ceintures vertes périphériques. Or, seulement 14 % (118 millions d'hectares) de la région méditerranéenne est

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

utilisable par l'agriculture (Zdruli, 2014). En outre, l'étendue de hétérogénéité des systèmes agricoles méditerranéens (des productions industrielles mono-spécifiques aux petites fermes traditionnelles), confrontée aux échelles nécessairement plus globales des éléments qui déterminent les évolutions du secteur d'agriculture (conjonctures de marchés, politiques nationales et internationales de régulation des usages ou de normes de production), rend plus difficile le consensus nécessaire à l'action publique (Smith, 2009; Lambin et Meyfroidt, 2011).

Il y a donc un besoin de constitution d'outils de représentation et d'analyse multi-scalaire des dynamiques socio-spatiales qui modifient la physionomie du bassin méditerranéen. Or, aucune source de données longitudinale intégrée sur l'étendue du bassin, c'est-à-dire rendant compte exhaustivement des usages des sols et des éléments socio-spatiaux qui leur sont liés, n'est disponible pour permettre l'étude des effets croisés entre les différentes tendances qui déterminent l'évolution des systèmes agricoles à l'échelle des territoires locaux.

Dans cette perspective, une base de données, exhaustive sur l'ensemble des pays bordant les rives de la Méditerranée et à une échelle de 5 minutes géographiques (environ 10 km), a été mise en place à l'Inra d'Avignon (Ecodéveloppement). Nous nous sommes reposés sur plusieurs programmes de recherche en cours (Arimnet/Divercrop¹ et Labex OtMed/LaserMed²) dont le but est de constituer des bases de données spatiales à haute résolution et sur l'étendue du bassin (pixels de 8 à 10 km²). Le but est de permettre la modélisation des relations inter-scalaires entre les différents types d'usages des sols (ville/agriculture/espaces naturels), entre les différentes classes d'usages à l'intérieur de chaque type (agriculture intensive versus traditionnelle, par exemple), mais de permettre également de caractériser les formes de relations entre l'agriculture et son contexte socio-spatial, à travers la caractérisation et la délimitation des systèmes territoriaux sur l'étendue du bassin méditerranéen (Verburg et al. 2013).

Notre présentation s'attachera à en détailler la structure et les possibilités méthodologiques qu'elle offre pour l'analyse multi-scalaire des tendances à l'œuvre, puis s'attachera à faire un état des types de modélisation pouvant permettre l'évaluation d'une gamme de scénarios liant dynamiques des usages des sols et alimentation. Notre présentation sera, en outre, plus axée sur les objectifs généraux de nos travaux que sur les détails techniques, dans le but de partager une information susceptible d'intéresser une gamme variée de participants au séminaire Foncimed.

Méthodologie et sources utilisées

¹ <http://www.arimnet2.net/index.php/researchprojects/projects-2nd-call-2/divercrop>

² <http://www.otmed.fr/research/integrated-modelling-mediterranean-systems>

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Pour constituer la base de données méditerranéenne, nous avons agrégé plusieurs sources:

- Les données d'utilisation agricole du sol SPAM (You et al. 2014) qui estiment les distributions des cultures, au sein de pixels d'une résolution de 5'. A chaque classe de culture (une quarantaine) sont attachés des indicateurs renseignant les pratiques (intensité de l'irrigation, utilisation des intrants), ainsi que des informations (notamment les dynamiques passées des usages agricoles) provenant des statistiques nationales agricoles issues des différents pays du pourtour méditerranéen (en cours).
- En ce qui concerne la ville et les espaces naturels, nous avons utilisé les informations de l'occupation de sol Modis³ de l'université de Louvain (300 mètres de résolution) et la cartographie des aires protégées proposée par l'IUCN⁴. Nous avons complété ces sources avec la base de données HYDE (Klein Goldewijk, 2011) qui permet de disposer d'informations sur la répartition de la population urbaine et rurale.

Les différentes sources d'informations sont disponibles, pour l'instant, uniquement pour l'année 2005. Elles ont été intégrées dans une base de données spatiale unifiée et homogénéisée (à 5' de résolution) sous le format postgres/postgis.

Conclusions

Les bases de données exhaustives constituées sur l'ensemble du bassin méditerranéen et d'une précision de 5' géographique, représentent un outil de travail homogénéisé qui permet tout autant des analyses globales des tendances à l'œuvre dans les différents usages des sols, que des comparaisons entre terrains différents. Elles permettent de développer des travaux de modélisation de fonctionnements et de déterminants des agencements spatiaux des usages, pour lesquels la nature multi-scalaires des influences nécessite de mettre en perspective des informations à l'échelle du bassin, des états ou des territoires locaux. Après la description des données, la présentation s'attachera à discuter (brièvement) de la nature des modélisations envisagées.

Au-delà de l'outil d'analyse des dynamiques en cours, l'enjeu de ces bases de données est de rapprocher les connaissances acquises de grandes questions sociales telles que l'alimentation ; par exemple, à travers des scénarios de reterritorialisation de la production alimentaire dans des zones peu éloignées des lieux de consommation ou des scénarios de croissance de la demande

³ © ESA 2010 and UCLouvain

⁴ UNEP-WCMC and IUCN (2015), Protected Planet: The World Database on Protected Areas (WDPA)/The Global Database on Protected Areas Management

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

(augmentation de la population) dans un contexte de croissance des contraintes (le changement climatique).

Références bibliographiques

- Klein Goldewijk, K., A. Beusen, M. de Vos and G. van Drecht (2011). The HYDE 3.1 spatially explicit database of human induced land use change over the past 12,000 years, *Global Ecology and Biogeography* 20(1): 73-86. DOI: 10.1111/j.1466-8238.2010.00587.x.
- Lambin, E.F., Meyfroidt, P., 2011. Global land use change, economic globalization, and the looming land scarcity. *Proceedings of the National Academy of Science* 108, 3465-3472.
- Marraccini, E. et al., 2015. Common features and different trajectories of land cover changes in six Western Mediterranean urban regions. *Applied Geography*, 62, 347-356.
- Primdahl, J., Andersen, E., Swaffield, S., Kristensen, L., (2013). "Intersecting Dynamics of Agricultural Structural Change and Urbanisation within European Rural Landscapes: Change Patterns and Policy Implications". *Landscape Research*, n° 38, 799-817.
- Smith, P.E., 2009. How economic growth becomes a cost: the scarcity multiplier. *Ecological Economics* 68, 710-718.
- Underwood EC, Viers JH, Klausmeyer KR, Cox RL, Shaw MR (2009) Threats and biodiversity in the mediterranean biome. *Divers Distrib* 15:188-197.
- Verburg PH, Erb K-H, Mertz O, Espindola G. (2013) Land System Science: between global challenges and local realities. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 5(5):433-437.
- You, L., U. Wood-Sichra, S. Fritz, Z. Guo, L. See, and J. Koo. 2014. Spatial Production Allocation Model (SPAM) 2005 v2.0. August 23, 2017. Available from <http://mapspam.info>.
- Zdruli P (2014) Land resources of the Mediterranean: status, pressures, trends and impacts on future regional development. *Land Degrad Dev* 25:373-384.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Foncier et coordination agricoles : des actifs inséparables pour la construction territoriale dans les espaces péri-urbains

Mikaël Akimowicz (1), Harry Cummings(2), Charilaos Képhaliacos (3) Karen Landman (4)

(1) *Postdoctoral researcher, LEREPS – IEP / Université Toulouse 1, mikael.akimowicz@gmail.com*

(2) *Professor, University of Guelph – SEDRD, cummings@uoguelph.ca*

(3) *Emeritus Professor, LEREPS – IEP / ENSFEA, charilaos.kephaliacos@educagri.fr*

(4) *Professor, University of Guelph – SEDRD, klandman@uoguelph.ca*

Mots clés: investissement agricole, foncier agricole, agriculture périurbaine, coordination des acteurs, futurité

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Sous la pression d'une croissance démographique rapide combinée à des préférences pour des modes d'habitat individuels et un usage généralisé du véhicule automobile, l'urbanisation s'accélère à travers le monde. Indissociable d'une conversion rapide et souvent peu ou mal contrôlée des espaces agricoles à proximité des centres urbains, l'urbanisation pose la question du statut du foncier agricole. Elle est également à l'origine de débats sur la durabilité et la souveraineté alimentaire des aires urbaines. Au cœur de ces débats, la question de la place de l'activité agricole a été abordée à travers la lentille de la gouvernance foncière des aires urbaines dont l'étalement spatial s'accélère (Boisson 2005, Guérin 2005, Jouve et Vianey 2012, Patti 2016). Aujourd'hui, cette gouvernance est envisagée comme une approche globale de l'espace qui définit de nouvelles formes de coordination (Gueringer 2008). Construits par les acteurs, les projets de territorialisation – i.e., la définition d'une zone géographique aux frontières délimitées au sein de laquelle les relations sont

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

organisées et pilotées par des groupes ou des populations particulières qui se reconnaissent dans des projets communs (Sack 1986) – se multiplient.

Les espaces périurbains, lieux de rencontre des influences urbaines et rurales (Berger 1989, Vianey et al. 2006, Berdegué et al. 2015), sont des espaces intermédiaires, ni vraiment urbains, ni

vraiment ruraux, dont la composante agricole a longtemps été perçue comme une réserve foncière pour résidents urbains en mal de ruralité. Aujourd'hui, cette dernière est plutôt considérée comme une ressource à protéger. A l'échelle de l'exploitation agricole, ces enjeux fonciers se traduisent par un ensemble d'opportunités, proximité des marchés urbains, et de contraintes, compétition pour le foncier, surcoûts de production et conflits d'usage, auxquelles doivent s'adapter les agriculteurs (Bryant et Johnston 1992, Bernard et al. 2006, Houdart et al. 2012). En mobilisant leurs représentations du monde, les agriculteurs peuvent construire des prédictions relatives aux évolutions de leur environnement et définir des projets afin de s'adapter à ces évolutions.

Par ailleurs, l'activité agricole revêt une importance particulière pour la durabilité des espaces périurbains. En tant que source d'aménités, l'activité agricole peut être considérée comme un actif territorial (Fleury et Moustier 1999, Jarrige et al. 2006). Par extension, le foncier agricole, support de l'activité agricole, peut donc également être considéré comme un actif territorial pour la construction de territoires périurbains. Toutefois, la diversité des acteurs des espaces périurbains nécessite une coordination de l'action collective qui n'est pas toujours évidente (Del Corso et Képhaliacos 2012, Crespo et al. 2014). Dans cette communication, nous proposons d'éclairer l'importance de la coordination des acteurs de l'activité agricole dans les espaces périurbains afin de préserver le foncier agricole dans les espaces périurbains et de maintenir un secteur agricole dynamique à proximité des espaces urbains

Méthodologie et sources utilisées

Centrée sur les interactions entre acteurs agricoles du territoire (agriculteurs et organismes ayant une compétence agricole), notre approche est méso-économique. Nous nous intéressons plus particulièrement aux projets développés par les agriculteurs, afin de comprendre les mécanismes de leur adaptation face aux évolutions de leur contexte productif, et par les organismes avec une compétence agricole, afin d'identifier les orientations portées par les organismes du territoire. Ces projets témoignent de la futurité, au sens de Commons, dans laquelle s'insèrent ces différents acteurs (Commons 1934, Gislain 2002). A travers le prisme des décisions d'investissement des agriculteurs qui, en fin de compte, rendent compte de leur perception de l'insertion de leur activité dans le projet territorial, nous analysons l'impact de deux politiques publiques dont un des objectifs est entre autre de préserver un secteur agricole dynamique à proximité des centres urbains. Il s'agit,

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

d'une part, de l'InterSCoT toulousain dans le Sud-Ouest de la France et, d'autre part, de la Ceinture de Verdure de l'Ontario au Canada. Notre démarche qualitative s'appuie sur la réalisation d'entretiens avec des agriculteurs sélectionnés en fonction de critères socio-économiques et géographiques, lors desquels nous avons recueilli les cartes mentales - des représentations graphiques en forme de réseau des facteurs influençant la décision d'investissement (Gray et al. 2012) - de leur décision d'investissement, et un focus group, avec des acteurs de la planification urbaine et de l'encadrement agricole, pour valider les conclusions des analyses des entretiens. Notre démarche s'inscrit dans la tradition institutionnaliste des sciences économiques en mettant en avant une approche qui éclaire les représentations des freins et leviers micro- et méso-économiques influençant l'action des agriculteurs (Wilber et Harrison 1978, Singh et al. 2016).

Conclusions

Les résultats montrent principalement que, d'une part, la préservation du foncier agricole périurbain n'est pas suffisante au maintien d'un secteur agricole dynamique et que, d'autre part, il existe un manque de coordination entre les différents acteurs des deux territoires examinés ; notamment, les outils de travail ne reflètent pas nécessairement les enjeux actuels de la question agricole. Porteurs de visions de l'activité agricole parfois divergentes, les actions respectives des acteurs manquent parfois de cohérence. La remise en question de pratiques et d'outils d'aide à la décision parfois anciens et la définition d'une vision commune pourraient annoncer une meilleure insertion de l'activité agricole dans sa relation ambiguë à la ville.

Références bibliographiques

- Berdegú, J. A., Carriazo, F., Jara, B., Modrego, F., Soloaga, I., 2015. Cities, Territories, and Inclusive Growth: Unraveling Urban-Rural Linkages in Chile, Colombia, and Mexico. *World Development* 73, 56-71.
- Berger, M., 1989. Vers de nouveaux types de rapports villes-campagnes. La production des espaces périurbains en France et dans les pays d'économie développée. *Strates* 4, 16.
- Bernard, C., Duvernoy, I., Dufour, A., Albaladejo, C., 2006. Les relations sociales des agriculteurs périurbains: quelles articulations au territoire? *Cahiers Agriculture* 15(6), 529-534.
- Boisson, J.-P., 2005. La maîtrise foncière clé du développement rural : pour une nouvelle politique foncière.
- Bryant, C. R., Johnston, T. R. R., 1992. *Agriculture in the city's countryside*. University of Toronto press, Toronto, ON.
- Commons, J. R., 1934. *Institutional economics: Its place in political economy*. Macmillan, New York, NY.
- Crespo, J., Requier-Desjardins, D., Vicente, J., 2014. Why can collective action fail in Local Agri-food Systems? A social network analysis of cheese producers in Aculco, Mexico. *Food Policy* 46, 165- 177.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

- Del Corso, J.-P., Képhaliacos, C., 2012. Améliorer la gouvernance territoriale de biens publics environnementaux au moyen d'institutions discursives. *Géographie Économie Société* 14(4), 393-409.
- Fleury, A., Moustier, P., 1999. L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable. *Cahiers Agriculture* 8(4), 281-287.
- Gislain, J.-J., 2002. Causalité institutionnelle : la futurité chez J. R. Commons. *Économie et Institutions* 1, 47-66.
- Gray, S., Chan, A., Clark, D., Jordan, R., 2012. Modeling the integration of stakeholder knowledge in social-ecological decision-making: Benefits and limitations to knowledge diversity. *Ecological Modelling* 229, 88-96.
- Guérin, M., 2005. Conflits d'usage à l'horizon 2020 - Quels nouveaux rôles pour l'Etat dans les espaces ruraux et périurbains ? La Documentation française.
- Gueringer, A., 2008. " Systèmes fonciers locaux " : une approche de la question foncière à partir d'études de cas en moyenne montagne française. *Géocarrefour* 83(4), 321-329.
- Houdart, M., Loudiyi, S., Gueringer, A., 2012. L'adaptation des agriculteurs au contexte périurbain. *Noréis* 224, 35-48.
- Jarrige, F., Thion, P., Nougaredes, B., 2006. La prise en compte de l'agriculture dans les nouveaux projets de territoires urbains. Exemple d'une recherche en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 3, 393-414.
- Jouve, A.-M., Vianey, G., 2012. Le foncier, une ressource territoriale difficile à construire en périurbain. *Économie rurale* 330-331, 27-41.
- Patti, D., 2016. Metropolitan Governance in the Peri-Urban Landscape: The Tower of Babel? The Case of the Vienna-Bratislava Metropolitan Region. *Planning Practice & Research* 32(1), 29-39.
- Sack, R. D., 1986. *Human Territoriality*. Cambridge University Press, Cambridge, U.K.
- Singh, C., Dorward, P., Osbahr, H., 2016. Developing a holistic approach to the analysis of farmer decision-making: Implications for adaptation policy and practice in developing countries. *Land Use Policy* 59, 329-343.
- Vianey, G., Bacconnier-Baylet, S., Duvernoy, I., 2006. L'aménagement communal périurbain: maintenir l'agriculture pour préserver quelle ruralité ? *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 3, 355-372.
- Wilber, C. K., Harrison, R. S., 1978. The Methodological Basis of Institutional Economics: Pattern Model, Storytelling, and Holism. *Journal of Economic Issues* 12(1), 61-89.

Les cartes forestières et les transformations du foncier en Grèce

Eleni Panagouli(1)

(1) Post-doctorante, EHESS, eleni.panagouli@ehess.fr

Mots clés: forêt, cadastre, foncier, bien commun, pâturage, agroforesterie, politique commune agricole

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Dans cette communication nous examinons les transformations véhiculées par la rédaction des cartes forestières qui est en cours actuellement. Nous nous concentrons sur deux axes : D'une part les mutations foncières des terres qui ont un statut incertain, souvent assimilé à un statut particulier de bien commun. D'autre part les transformations qui entraînent une reterriolisation de l'agriculture et notamment du pâturage en forêt.

Les cartes forestières sont les cartes qui délimitent les terrains forestiers. Elles représentent l'étape nécessaire préalable à la rédaction du cadastre. Le fait que jusqu'à aujourd'hui il n'y ait pas de cartes forestières et de cadastre en Grèce est la manifestation la plus patente d'un conflit social et politico-historique autour de l'application des droits de propriété et des usages du sol. Cette incertitude autour du statut du sol est majoritairement liée aux limites disputées des forêts.

Le projet de la rédaction des cartes forestières a été lancé et a commencé de nombreuses fois dans le passé (Maria, 1998 ; Stamatiou, 2010). Ce n'est pas une exagération d'affirmer qu'il s'agit d'un projet annoncé et inachevé depuis la constitution du nouvel État grec (Grispos, 1973). La difficulté que représente la rédaction des cartes forestières est l'exemple le plus frappant de la dissociation entre

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

le discours et la pratique dans la politique forestière et l'aménagement du territoire (Panagouli, 2016). Il y a deux points litigieux essentiels dans la procédure de délimitation des forêts.

Premièrement, les litiges concernent les limites des forêts avec l'urbain. Le phénomène est lié à l'absence de plans d'usage du sol et de zones de construction au niveau national. Même s'il existe des exceptions, la règle est que chaque terrain peut être construit s'il couvre une superficie minimum, à moins qu'il ne s'agisse d'une forêt (Getimis, 2000 ; Oikonomou, 1995). Ainsi, après les années 1970, la politique forestière remplace la politique des usages du sol et tente d'attribuer le caractère forestier aux plus grand nombre de terrains possible afin de les préserver de la construction (Sapountzaki&Pagkas, 1997). Le résultat est une politique forestière normative au point que la définition de la forêt et les modes de protection de la forêt sont institués par voie constitutionnelle (Dellis, 2005).

Secondement les litiges concernent le statut incertain des sols de pâturage en forêt. Selon les différents réglementations et registres, les terrains de pâturage sont considérés soit comme forêts et donc sous la régie de la protection forestière, soit comme prairies, alors des terrains de production agricole.

En outre, ces terres de pâturage ont souvent un statut de propriété mixte, publique-privé. Ils sont dans leur majorité des terres publiques ou communales avec des droits d'usage partagés entre plusieurs éleveurs (Nitsiakos, 1994). La persistance des usages extensives agroforestiers en Grèce (Beopoulos&Damianakos, 1997 ; Damianakos 2002) est liée à ce statut incertain d'usage et de propriété des sols forestiers (Panagouli, 2009). De ce sens, le résultat de la procédure de caractérisation et de registre cadastral des terrains forestiers influencera l'activité agricole.

Dans une approche large nous voulons lier le projet de cartes forestières aux mutations foncières de la crise économique actuelle (Chatzimichalis, 2013). Nous partons du constat que tandis que le projet est une obligation du pays dans le cadre du mémorandum, il est présenté dans le discours public comme un projet réformateur technique neutre.

Méthodologie et sources utilisées

Dans un premier temps nous nous penchons sur les techniques de la procédure de ce projet en interrogeant leur rapport avec les entreprises précédentes qui ont échouées. Dans un deuxième temps nous nous penchons sur l'application du projet jusqu'au moment actuel. Ainsi, nous analysons le discours public des agents sociaux et des professionnels du projet pour illuminer les réactions et les représentations sociales. Plus précisément, nous analysons les réactions publiques des collectivités territoriales, des agriculteurs, des forestiers et des notaires. Dans un troisième temps

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

nous analysons les données des cartes forestières qui sont réalisées jusqu'au maintenant. Plus particulièrement nous tentons sortir des résultats d'aux des terrains boisés et défrichés et le et les taux des objections des citoyens.

Conclusions

Les premiers résultats de la recherche montrent tandis que les « relevés pilotes » antérieurs commençaient par les régions urbaines ou périurbaines de grande valeur, aujourd'hui ces régions sont « d'abord exemptées » pour être examinées plus tard. Cette fois la cartographie vise le monde rural.

Dans le monde rural, le problème des forêts, publiques ou privées, défrichées après 1945 pour l'usage agricole est un des obstacles majeurs au projet, qui a suscité des réactions de la part des agriculteurs. La raison principale de ces réactions est le fait que les agriculteurs risquaient de perdre des aides européennes. En fait, une grande partie de ces terrains sont déclarés en tant que champs agricoles privés pour recevoir les aides agricoles européennes tandis que sur les cartes forestières, ils apparaissent comme forêts. Le projet tente de résoudre ce problème à travers la réactivation de la mesure du rachat des droits d'usage agricole et des droits de propriété absolue pour les cultivateurs à un prix réduit.

Ensuite, le refus de voir le projet bloqué par de longues procédures d'objections comme au cours des campagnes de cartographie précédentes est évident à travers les délais très courts alloués pour s'opposer aux cartes (deux mois avec un prolongement de trois mois). En mai 2017 déjà, 35% du territoire national a été relevé pour les cartes forestières (qui ne sont même pas définitives). Enfin, contrairement aux procédures précédentes, la formulation d'une objection est payante. Cela freine les objections où l'issue de la procédure n'est pas assurée, où l'intérêt économique est restreint, ou bien simplement quand il n'y a pas la capacité économique. Il est déjà évident que le nombre d'objections est beaucoup plus faible que pendant les relevés précédents. Cela s'explique par les transformations de la petite propriété agricole pendant la crise économique : La baisse des prix du foncier agricole, la charge fiscale et le coût d'une objection font que les propriétaires sont moins actifs dans la revendication de leurs droits de propriété.

De cette manière, un transfert massif de droits fonciers a lieu dans le monde rural à l'occasion de la réalisation des cartes forestières. Parce que même si les cartes forestières ne concernent pas la propriété des terrains, l'attribution du caractère forestier aux terrains a des conséquences sur la propriété. En effet, l'État a la présomption de propriété sur les terres forestières. Il prévaut ainsi sur des titres non bien définis comme ils sont les titres de propriété des forêts en Grèce.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Nous assistons ainsi à deux mouvements. D'un côté, des propriétés où des droits d'usage sont transférées définitivement à l'État parce que les propriétaires ou les usagers ne font pas d'objections. De l'autre côté, des terres publiques ou communales, soumises aux droits d'usage, surtout aux droits de pâturage en forêt, qui se transforment en propriétés privées absolues avec le rachat de la propriété par les cultivateurs. La politique européenne agricole, à travers le modèle foncier qui présuppose, joue un rôle crucial dans ces transformations qui éliminent le statut de bien commun des terres de pâturage.

Références bibliographiques

- Béopoulos, N. & Damianakos, S., 1997. Le cache-cache entre la modernité et la tradition. In M. Jollivet (Eds). *Vers un rural postindustriel*. L'Harmattan, Paris, pp. 175-232.
- Chatzimichalis, K., 2013. Crise de dette et escamotage de terre. Kapsimi, Athènes.
- Damianakos, S., 2002. Du paysan à l'agriculteur, L'économie rurale grecque face à la mondialisation. A. Vougiouka (Eds.). Exantas-Centre National des Recherches Sociales, Athènes
- Dellis, G., 2005. La constitution, la forêt et le conseil d'Etat. *Applications de droit public*. IH(1), pp.45-78.
- Getimis, P., 2000. La Politique de l'habitation en Grèce, Les limites de la réforme. Odysseas, Athènes.
- Grispos, P., 1973. Histoire forestière de la Grèce moderne. Ministère de l'Économie Nationale - Secteur de l'Agriculture - Direction Générale des Forêts, Athènes.
- Maria, E.-A., 1998. La protection législative des forêts. Sakkoula, Athènes-Komotini.
- Nitsiakos, V., 1995. Les communes montagnardes du Pinde du Nord - Dans l'écho de la longue durée. Plethron, Athènes.
- Oikonomou, D., 1995. Usages de terre et construction hors-la-ville, la version grecque de la soutenabilité, in : *Développement Régional, Aménagement du Territoire et Environnement*. pp. 40-63.
- Panagouli, Eleni, 2009, Les paysages des communs dans l'espace rural grec- Rapports entre la propriété et la gestion de la forêt, in : Manolidis K., Kanarelis Th. (Eds), *La revendication de la campagne-Nature et pratiques sociales dans la Grèce contemporaine*. Indiktos, Athènes, pp. 151-155.
- Panagouli, E. (2016). La rencontre de la ville et de la forêt. L'action publique et les territoires de la nature en Grèce. Thèse de doctorat non publiée, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Sapountzaki, K. & Pagkas, N., 1997. Des problèmes de protection de la terre forestière qui résultent du manque d'institutions pour la politique forestière et la planification urbaine. *TOPOS, Revue de développement territorial, de planification et d'environnement*, 12, pp.141-164.
- Stamatiou, E., 2010. Cadastre, cadre institutionnel, pathogénie administrative et pratique dans la Grèce, l'expérience internationale. *Environnement et droit*, 1/210, pp.43-95.

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

La location des terres: adaptation aux disponibilités foncières et dynamique des périmètres irrigués

Inès Gharbi (1), Mohamed Mohamed Elloumi (2), Jean-Yves Jamin (3)

(1) *Doctorante, INAT-Tunisie*

(2) *Directeur de recherche, INRAT- Tunisie*

(3) *Chercheur, CIRAD-Montpellier*

Mots clés: Foncier irrigué, faire-valoir indirect, arrangement contractuel, adaptation, dynamique

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

En Tunisie, depuis l'Indépendance, les politiques publiques ont été fortement orientées sur le développement du secteur agricole (Elloumi, 2006) afin d'augmenter et améliorer la production alimentaire, générer des revenus suffisants et stabiliser les populations rurales (Jouili, 2008). Les pouvoirs publics ont ainsi adopté une politique de mobilisation des ressources en eau, de développement de l'irrigation et de modernisation technique (Abaab et Elloumi, 2002). Cependant, l'agriculture irriguée est confrontée à nombreux problèmes et le niveau actuel d'intensification reste faible en regard des efforts engagés pour aménager des terres et mobiliser l'eau (Hamdane et Bachtà, 2014). Ceci est lié à différentes contraintes techniques, financières, et foncières. Ces dernières (surfaces, statut des terres, nature et durée des contrats, etc.) jouent sur la rentabilité de l'irrigation et l'intensification des productions, ainsi que sur la situation économique des exploitants.

Pour contourner ces problèmes, les exploitants développent de nouvelles stratégies telles que le recours au faire-valoir indirect (FVI), sous des formes variées, qui mobilisent une multiplicité de

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

facteurs (terre, eau, travail, trésorerie) et d'acteurs (privés, étatiques) (Bouchaib et al. 2011). Cette communication vise à montrer comment les exploitants s'adaptent aux contraintes foncières en irrigué par le recours officiel ou informel au FVI, et le rôle de ces arrangements dans la dynamique agricole irriguée.

Méthodologie et sources utilisées

Notre étude a été réalisée dans le périmètre public irrigué (PPI) de Gaâfour (gouvernorat de Siliana, Nord-ouest de la Tunisie). Le PPI couvre 1728 ha, mis en valeur par 300 exploitants. Il est irrigué à partir des eaux de surface du barrage de Siliana. 41% des exploitations sont de petite taille (inférieure à 3 ha). Les terres privées représentent 73 % des terres, les terres domaniales occupant le reste. Le choix de cette zone se justifie par l'importance des dynamiques foncières autour des terres irriguées, privées et domaniales, et la diversité des acteurs (Etat, agriculteurs privés, ruraux « sans terre », jeunes agriculteurs) qui interagissent par divers types de contrats agraires.

Notre démarche a reposé sur des entretiens ouverts avec l'administration (Commissariat régional de développement agricole, Cellule territoriale de vulgarisation, Groupements de développement agricole, Agence foncière agricole, Office des terres domaniales) et les exploitants, et sur des enquêtes détaillées auprès des agriculteurs.

Dans l'étape exploratoire, les agriculteurs ont été rencontrés de façon aléatoire dans leurs champs pour discuter l'historique et la situation actuelle de leur exploitation (superficie, mode de faire-valoir, etc.) et leurs projets futurs.

Des enquêtes détaillées ont ensuite été réalisées sur un échantillon raisonné, afin de dresser une typologie des exploitations en fonction de leurs caractéristiques foncières, et d'analyser les dynamiques foncières et les trajectoires d'évolution des exploitants, ainsi que les différents contrats agraires.

Nous avons enfin réalisé des enquêtes technico-économiques plus fines sur un sous-échantillon d'exploitations de chaque type, afin de quantifier l'impact des diverses stratégies sur leur situation économique.

Principales conclusions

Les résultats de cette étude montrent que de nombreux problèmes foncières jouent un rôle important pour les exploitations de ce PPI, aussi bien sur les terres privées et domaniales. Mais aussi que les exploitants, à travers divers arrangements, cherchent à contourner ces problèmes.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Sur les terres de l'Etat, les lots des jeunes agriculteurs présentent des superficies attribuées trop petites, ne dépassant pas 3 ha, ce qui ne leur permet pas d'atteindre le seuil de rentabilité, et avec un faible niveau de sécurisation foncière qui ne leur permet pas d'obtenir de crédit auprès de la banque nationale agricole et donc de faire des investissements (dans les cultures pérennes ou l'élevage par exemple).

Ainsi, 49 % des attributaires des lots jeunes agriculteurs ne les exploitent pas, essentiellement par manque de moyens financiers.

Sur les terres privées, les problèmes concernent d'une part la petitesse des superficies exploitées, avec 38 % des exploitations qui sont inférieures à 3 ha et 36 % entre 3 et 5 ha, et d'autre part la multiplicité des héritiers pour une même parcelle et le morcellement qui en résulte. Ces problèmes bloquent l'obtention des crédits, en l'absence d'un titre de propriété individuel mis à jour ; de plus, les faibles superficies n'encouragent pas les banques à accorder des crédits aux petits exploitants. Les problèmes fonciers jouent sur le fonctionnement des exploitations et vont parfois jusqu'à le bloquer.

Pour beaucoup d'exploitants, l'obtention de parcelles irriguées par le biais du FVI représente la seule voie pour atteindre une taille d'exploitation plus rentable, voire pour les « sans-terre », le seul moyen d'accéder à des terres irriguées.

Le FVI occupe ainsi une place importante au niveau de PPI de Gaâfour. Pour les lots attribués aux jeunes agriculteurs, 45 % sont cédés en location par leur attributaire, alors même que cette pratique est interdite par les contrats qui les lient à l'Etat ; 23 % des jeunes agriculteurs exploitent directement leur lot et en plus prennent d'autres parcelles, la superficie moyenne exploitée est de 11 ha. Pour les terres privées, sur lesquelles ces pratiques sont par contre légales, 29 % des lots irrigués sont cédés en location par leurs propriétaires ; 18 % des exploitants privés prennent, en plus de leur terre en propriété, d'autres parcelles, la plupart dans le PPI où l'irrigation permet une meilleure valorisation du foncier.

Il y a ainsi une réorganisation de l'exploitation des terres du PPI, en partie légale et formelle, en partie illégale et informelle – mais connue de tous -, qui garantit aux propriétaires, aux locataires, aux « sans terre » et aux attributaires de l'Etat, de pouvoir travailler et valoriser les terres irriguées pour satisfaire la demande du marché en produits agricoles et augmenter leur revenu.

Différentes formules de location et de métayage coexistent, basées sur des contrats formels écrits ou sur des accords verbaux.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Les types de métayage rencontrés sont le métayage à moitié ($\frac{1}{2}$; $\frac{1}{2}$) et à tiers ($\frac{1}{3}$; $\frac{2}{3}$). Pour le premier type, les deux membres partagent les charges et les produits à moitié. Pour le deuxième, le propriétaire participe avec la terre et les équipements d'irrigation et le métayer paye les autres charges.

Pour le métayage à moitié, les deux membres, cherchent un partenaire financier. Pour le métayage à tiers, le propriétaire de la terre est plutôt en recherche d'une maîtrise technique de certaines cultures et de force de travail, alors que le métayer cherche des terres à cultiver et un financement des charges de l'exploitation.

Pour les locations, il existe différentes formes de contrats : location de longue durée pour une moyenne de 3 ans et location pour une courte durée, juste le temps d'une campagne agricole.

Le recours au FVI peut être le fait de petits agriculteurs, pour qui c'est une question de survie pour avoir un minimum de viabilité, comme le fait de moyennes ou grandes exploitations, qui trouvent dans la location le moyen foncier de leur dynamisme économique.

Les acteurs qui ont recours au FVI jouent un rôle important au niveau de ce périmètre, en termes de diversification des cultures, d'adoption de nouvelles techniques de gestion de l'eau (liées à cette diversification) et de valorisation des aménagements. Les locataires sont ainsi par exemple ceux qui pratiquent le plus l'irrigation localisée et les contrats avec l'agro-industrie. Ces locations ont permis un transfert de l'exploitation des terres vers les exploitants les plus performants (rendements dégagés particulièrement) et garantir la continuité de la production agricole au niveau du PPI.

Bien qu'elles contribuent à la valorisation des terres du PPI, ces locations peuvent aussi avoir un effet néfaste, par exemple sur la qualité des sols en conduisant à leur appauvrissement et leur salinisation du fait que certains locataires ne font pas de rotations culturales, n'ayant pas d'intérêt à long terme pour ces terres.

Ces locations peuvent aussi accentuer les inégalités socio-économiques et conduire à une concentration foncière au profit des exploitants qui ont le plus de moyens financiers. Enfin, les locations informelles peuvent conduire à des difficultés de gestion, particulièrement ils ont un effet négatif sur la durabilité des groupements de gestion du réseau d'irrigation, certains locataires ne payant pas l'eau.

Références bibliographiques

Abaab A, Elloumi M. 2002. Évolution des structures des exploitations agricoles et politique de développement : le cas de la Tunisie, in Jouve A.M., Terres méditerranéennes : le morcellement, richesse ou danger ?, Karthala, CIHEAM.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 1- Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

- Bouchaib F., Donguey M.-D., Jouve, A.-M., 2011, « Le développement du mode de faire-valoir indirect informel en Algérie. Cas du secteur public dans la Mitidja Ouest », Options méditerranéennes, n° 66, série B.
- Elloumi M. 2006. L'agriculture tunisienne dans un contexte de libéralisation .INRAT Tunisie. Région et Développement n° 23-2006.
- Hamdane A, Bachtta MS.2014. L'intensification de l'agriculture irriguée en Tunisie. Programme de Coopération FAO/BM. PISEAU II, 2014.
- Jouili M. 2008. Ajustement structurel, mondialisation et agriculture familiale en Tunisie. Thèse de Doctorat, Université de Montpellier I.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Analyse des systèmes territoriaux méditerranéens et de leurs déterminants socio-spatiaux

Johanna Fusco (1), Marta Debolini (2)

(1) INRA, Unité Ecodéveloppement, CS 40509, Domaine Saint Paul - Site Agroparc, 84914 AVIGNON Cedex 9, johanna.fusco@inra.fr

(2) UMR 1114 INRA-UAPV EMMAH, CS 40509, Domaine Saint Paul - Site Agroparc, 84914 AVIGNON Cedex 9, marta.debolini@inra.fr

Mots clés: systèmes territoriaux, dynamiques spatio-temporelles, occupation du sol, analyse spatiale exploratoire des données, multiscale.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Le bassin méditerranéen se caractérise par une variété de modes d'occupation du sol particulièrement complexes et multifonctionnels, et donc difficiles à caractériser ou à cartographier (Malek, Verburg, 2017). Toutefois, malgré ses contrastes territoriaux, le bassin présente des enjeux communs (Marraccini *et al.*, 2015) : la pression foncière croissante suppose de trouver les moyens de concilier les besoins des sociétés humaines en terres permettant de subvenir à leur alimentation et leurs besoins en sols pour l'habitat, avec la préservation de la diversité des écosystèmes. Concomitamment, la variabilité climatique accroît la vulnérabilité des systèmes agricoles et environnementaux. Dans ce contexte, répondre au mieux aux enjeux actuels et futurs des systèmes territoriaux méditerranéens doit passer par une connaissance approfondie de leurs structures et de leurs dynamiques spatio-temporelles, c'est-à-dire des interrelations entre espace, environnement et société et des processus qui les animent, dans leur dimension multi-échelle. Caractériser le fonctionnement du système territorial revient alors à mettre en évidence un ensemble de composantes relatives à l'espace géographique et à ses acteurs, ainsi que les interactions et

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

processus qui les animent, intervenant à des échelles spatiales et temporelles différentes (Moine, 2006; Voiron-Canicio, Chéry, 2005). Déterminer les propriétés systémiques de l'espace géographique, c'est-à-dire restituer la complexité des structures et des dynamiques des systèmes territoriaux, constitue ainsi un véritable enjeu de modélisation qui s'avère complexe sur une étendue aussi vaste que le bassin méditerranéen.

Dans le champ des Land Use Change Sciences (Lambin *et al.*, 2001), une récente étude a caractérisé la complexité et la diversité des systèmes territoriaux méditerranéens (Malek et Verburg, 2017). Malek et Verburg ont combiné divers jeux de données sur l'occupation du sol, la gestion des terres et l'élevage sur le bassin méditerranéen à une résolution de 2 x 2 km par des méthodes de classification, et ont évalué les facteurs socio-économiques et environnementaux de localisation des « Land Systems » obtenus, à partir d'analyses d'inférences statistiques. Cependant, les facteurs explicatifs de localisation des catégories de Land Systems y sont évalués par des régressions logistiques à partir de variables qui leur sont endogènes, sans prise en compte des interactions que ces systèmes entretiennent avec leur voisinage, de leur dimension multiscalaire, ou encore des dynamiques et des processus en cours. Ces éléments sont pourtant inhérents au concept même de système territorial, et leur prise en compte est indispensable afin de les envisager dans toute leur complexité (Moine, 2006; Voiron-Canicio, Chéry, 2005). Nous souhaitons ainsi prolonger cette approche en recherchant les interrelations entre les différents types d'usages du sol (ville/agriculture/espaces naturels), entre les différentes classes d'usage du sol au sein de chaque type (agriculture intensive/agriculture traditionnelle, par exemple), mais aussi entre les diverses formes d'agriculture et leur contexte socio-spatial et environnemental, en adoptant un point de vue résolument multiscalaire et spatio-temporel. Au-delà des approches classiques agrégeant un certain nombre de variables et d'indicateurs en un lieu donné de manière statique et a-spatiale, nous souhaitons évaluer en quoi les dynamiques de changement et les relations de voisinage entre les lieux à plusieurs échelles conditionnent leurs modes d'organisation et leur fonctionnement actuel. Cette présentation s'attachera à développer la méthodologie envisagée, ainsi que les premiers résultats qui en seront issus.

Méthodologie et sources utilisées

Les méthodes de classification statistiques constituent une technique importante d'exploration de variables socio-économiques et d'occupation du sol et pour la constitution de typologies de systèmes territoriaux. Nous proposons ici de compléter cette approche en nous inscrivant dans le cadre théorique et méthodologique de l'analyse spatiale exploratoire des données. Celle-ci est en effet très adaptée à l'analyse de la structure et des dynamiques des systèmes territoriaux pour son aptitude à mettre en évidence des formes d'organisation spatiale sous-jacentes à la répartition de variables socio-spatiales (au travers des concepts de distance, d'espacement, d'interaction, de

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

polarisation...), les échelles auxquelles émergent des ensembles qui font système, mais aussi de les relier aux éléments et processus géographiques, sociaux ou économiques qui en sont à l'origine (Banos, 2001). Elle mobilise diverses méthodes quantitatives et cartographiques permettant, à partir de l'analyse de jeux de données volumineux, de repérer l'intensité et la forme des différenciations spatiales sous-jacentes, les similarités et les ruptures dans l'organisation territoriale (qui se manifestent concrètement par un changement notable de valeur par rapport aux valeurs du voisinage), les structures récurrentes et celles plus singulières, les emboîtements d'échelles. Lorsque l'intensité et la forme des différenciations spatiales ont été repérées, il est alors possible de caractériser les interactions spatiales qu'entretiennent les lieux sous forme de relations de complémentarité et/ou de concurrence (Sanders, 2001).

Les démarcations vis-à-vis du voisinage et les interactions entre les lieux, qui se mesurent à partir d'écart et de gradients, dépendent des méthodes et techniques employées afin d'analyser les variations des phénomènes à travers l'espace et le temps (Voiron-Canicio, 2012). Nous proposons ici un protocole d'analyse spatiale exploratoire des données originales, destiné à révéler les divers niveaux d'organisation spatiale du bassin méditerranéen et leurs interactions, ainsi que leurs dynamiques de changement spatio-temporel. Les variables par lesquelles les systèmes territoriaux méditerranéens sont abordés ont été recensées au sein d'une base de données spatialisée, élaborée dans le cadre du programme Divercrop5 et présentée dans le cadre de ce séminaire par Mouléry et al. Celle-ci agrège des données d'occupation du sol, environnementales et socio-économiques pour l'ensemble du bassin méditerranéen à haute résolution (8-10 km), à divers pas de temps. Ces données sont analysées en combinant diverses méthodes d'analyse spatiale, qui révèlent chacune un aspect particulier des structures spatio-temporelles sous-jacentes. L'analyse de la variographie à l'échelle du bassin méditerranéen, permet dans un premier temps de simplifier et d'ordonner la tendance, de révéler les structures cachées, les discontinuités et l'anisotropie des phénomènes, ainsi que les échelles de structures (Dauphiné, Voiron-Canicio, 1988). L'analyse d'images par morphologie mathématique identifie ensuite la forme des structures spatiales et les différenciations régionales aux échelles identifiées par les variogrammes, par des procédés de segmentation. La mesure de l'autocorrélation spatiale locale (Anselin, 1995) repère les niveaux d'interaction entre les unités spatiales étudiées. Elle met en évidence les « hotspots » (regroupements spatiaux de valeurs extrêmes) et les « outliers » (singularités locales), et permet d'observer les modifications spatio-temporelles de localisation et de morphologie de ces structures (Casanova, Helle, 2012). Les déterminants des organisations territoriales et de leurs changements sont enfin estimés par la « GeographicWeightedRegression » (Brundson *et al.*, 1996). Contrairement aux modèles de

⁵ www.arimnet2.net/index.php/researchprojects/projects-2nd-call-2/divercrop

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

régression linéaire multiple classiques, cette méthode présente l'intérêt de prendre en compte les possibles variations spatiales de la relation entre variable dépendante et variables indépendantes.

Conclusions

Cette méthodologie originale d'analyse spatiale exploratoire a pour objectif de décrire et d'expliquer en partie l'organisation et le fonctionnement territorial du bassin méditerranéen, en examinant le rôle des échelles spatiales et temporelles dans ses structures et ses dynamiques. Cette démarche est essentielle dans une perspective opérationnelle, car elle permet de repérer les territoires à enjeux (soumis par exemple à une forte compétition pour l'utilisation de l'espace entre divers activités ou acteurs socio-économiques), la nature et la vitesse des changements spatiaux auxquels ils sont confrontés (artificialisation des terres...) et les phénomènes socio-spatiaux qui en sont à l'origine.

Références bibliographiques

- Anselin, L., 1995. Local indicators of spatial association - LISA, *Geographical Analysis* 27, pp. 93-115.
- Banos A., 2001. A propos de l'analyse spatiale exploratoire des données, *Cybergeo : European Journal of Geography, Systèmes, Modélisation, Géostatistiques*, 197.
- Brunsdon C., Fotheringham S., Charlton M., 1996. Geographically weighted regression: a method for exploring spatial nonstationarity, *Geographical analysis* 28, 4, pp. 281-298.
- Casanova, L., Helle, C. (2012). Ce que les dynamiques foncières révèlent du devenir des territoires : éléments de prospective du sud-est français, *L'Espace géographique* 41(2), pp. 111-127.
- Dauphiné, A., Voiron-Canicio, Ch., 1988. Variogrammes et structures spatiales, GIP RECLUS, Maison de la Géographie, Montpellier, Collection Reclus Modes d'Emploi 12, 56 p.
- Lambin, E.F., Turner, B.L., Geist H.J., Agbola S.B., Angelsen, A., Bruce, J.W., Coomes, O.T., Dirzo, R., Fischer, G., Folke, C., 2001. The causes of land-use and land-cover change: moving beyond the myths, *Global Environmental Change* 11 (4), pp.261-269.
- Malek, Ž, Verburg, P., 2017. Mediterranean land systems: Representing diversity and intensity of complex land systems in a dynamic region, *Landscape and Urban Planning* 165 (2017) 102-116.
- Marraccini, E., Debolini, M., Moulery, M., Abrantes, P., Bouchier, A., Chery, J.-P., SanzSanz, E., Sabbatini, T., Napoleone, C., 2015. Common features and different trajectories of land cover changes in six Western Mediterranean urban regions, *Applied Geography* 62, pp. 347-356.
- Moine, A., 2006. Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie, *L'espace géographique* 2, pp. 115- 132.
- Sanders, L. (dir), 2001. Modèles en analyse spatiale, Paris, Hermès Lavoisier, 333p.
- Voiron-Canicio, Ch., Chéry, J.-P., 2005. Espace géographique, spatialisation et modélisation en Dynamique des Systèmes, *Res-Systemica* 5, 10 p.
- Voiron-Canicio, Ch., 2012. L'anticipation du changement en prospective et des changements spatiaux en géoprospective, *L'espace Géographique* 2/41, pp. 99-110.

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Le Plan Maroc Vert : force ou menace à la territorialisation de l'agriculture marocaine

Abdelmajid Saidi(1)

(1) Enseignant-Chercheur, Université Moulay Ismail-FSJES, Meknès-Maroc, Chercheur-Associé à Pacte-Grenoble, Francem, a.saidi@fsjes.umi.ac.ma

Mots clés: Plan Maroc Vert, Territorialisation de l'agriculture, SYAL, Filière Oléicole.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Le Plan Maroc Vert (PMV) est une stratégie nationale ayant comme objectif principal l'amélioration de la productivité de l'agriculture marocaine sur la base des technologies modernes; une réduction de la pauvreté; une durabilité du secteur agricole et une consolidation de sa position tant sur le marché national qu'international. C'est dans cette perspective que, la filière oléicole a été placée au cœur du PMV (MAPM, 2008). Ce dernier vise à augmenter la surface dédiée à l'oléiculture et améliorer le processus de transformation afin d'avoir des huiles d'olive de grande qualité. Le lieu départ du renouvellement de la filière n'était que l'Espace de Saïs-Meknès (ESM) (ADA, 2008). Le Système Oléicole dans l'Espace de Saïs-Meknès (SOM), en tant que Système agroalimentaire localisé (SYAL), est en effet en train se moderniser en mettant l'accent sur l'industrialisation de sa phase de transformation avec deux objectifs : augmenter sa production et rendre son huile d'olive exportable en respectant les normes internationales de qualité (ADA, 2008).

La question qui s'impose est dès lors de savoir s'il n'y a pas un risque de déterritorialisation des ressources – attachées, en grande partie, au monde rural et aux modes artisanaux de transformation – et donc le risque de perdre le caractère local de ses produits, pourtant pièce maîtresse des Syal (Muchnik et Sainte Marie, 2010). Nous pouvons également nous demander si ce dernier est au

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

contraire capable de requalifier et/ou de développer de nouvelles ressources territoriales, qui garantissent cependant toujours une couleur locale à ses produits.

Méthodologie et sources utilisées

L'observation du SOM a été réalisée à partir d'une enquête de terrain et d'entretiens (semi-directifs) avec ses principaux acteurs. La méthodologie consiste ici principalement en un travail d'enquête auprès d'un échantillon représentatif des exploitations oléicoles, des unités de transformation et des consommateurs.

Les agriculteurs-oléiculteurs : 25 questionnaires exploitables. Les critères retenus pour les choisir sont la répartition géographique sur tout le territoire, la surface, le fait d'être intégrés ou pas, la conduite pratiquée (intensive ou pas), l'appartenance ou non à un organisme professionnel, etc. Les questions particulières posées aux agriculteurs-oléiculteurs concernent:

- Les caractéristiques et le fonctionnement des exploitations (nombre d'arbres, âge du verger, entretien et taille, méthodes de récolte et de stockage des olives, nombre et niveau des ouvriers agricoles, niveau d'équipement, modalités de financement, le rendement, modalités de vente, ...);
- Leurs relations formelles (coopérative, organisme) et/ou informelles avec les autres oléiculteurs et avec les institutions locales.

Les transformateurs : 30 questionnaires exploitables (4 unités modernes, 10 unités semi-modernes et 16 unités traditionnelles). En dehors des généralités, notre enquête s'est focalisée à ce niveau sur :

- La nature de l'entreprise (statut juridique,...);
- Les motifs de la localisation;
- Les grandeurs de l'entreprise (production, vente);
- Les modalités d'approvisionnement;
- Les techniques utilisées et les modalités de financement;
- Le niveau de qualification de la main d'œuvre et les effectifs;
- Les relations entre unités et avec les institutions locales.

Les consommateurs : 26 questionnaires exploitables. Les derniers questionnaires étaient destinés aux consommateurs qui achètent de l'huile d'olive dans l'ESM. Ici, la question principale était

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

formulée autour des motifs poussant un consommateur à se procurer un type d'huile d'olive de l'ESM.

Conclusions

Grâce à cet exemple, nous avons montré que les Syal subissent des trajectoires particulières qui dépendent, dans chaque cas, de causes et de contextes spécifiques. Dans le cas précis de l'ESM, la ressource initiale était liée à un produit agricole de qualité comme dans la définition canonique du Syal. Les contraintes de valorisation sur le(s) marché(s) ont conduit l'ensemble du système à infléchir sa trajectoire dans le sens d'un pôle d'économie de production. Incontestablement, l'ancrage rural du SOM est une condition nécessaire pour sa formation mais insuffisante pour sa survie. En effet, il fallait développer également des interactions industrielles et techniques impliquant les différents acteurs locaux dans des processus collectifs. Ce faisant, le système change de nature et on y retrouve à la fois des caractéristiques d'un Syal-Agricole et celles d'un Syal-Industriel (Saidi, 2011). Ces trajectoires illustrent la capacité des Syal à exercer une plasticité sur ses formes et ses objectifs (Pecqueur et Saidi, 2009).

Les résultats de cette étude montrent que le SOM est en train de réaliser son pari d'augmenter sa capacité de production et d'exportation d'huile d'olive conformément aux normes internationales de la qualité, comme en témoignent les Prix obtenus aux différents concours par les huiles du SOM. Ces résultats illustrent que le dynamisme du SOM est la conséquence principale de l'industrialisation de son processus de production. Les acteurs principaux du SOM voient en effet dans l'industrialisation un moyen de moderniser l'activité oléicole depuis le verger jusqu'aux techniques de vente, en passant par la transformation et le conditionnement. Il est question de sélectionner les meilleurs clones de la Picholine marocaine, voire d'importer des variétés étrangères connues pour leur rendement élevé. Par ailleurs, les oléiculteurs, par choix ou par contrainte, ont de plus en plus recours à des techniques modernes culturales. Au niveau de la transformation, la nouvelle dynamique ne concerne pratiquement que quelques grandes unités modernes de trituration. La majorité des unités de trituration du SOM sont disqualifiées en raison de leur faible capacité de trituration et de leur manque d'hygiène.

Certes, cette renaissance du SOM a été impulsée par le PMV, mais elle est avant tout l'œuvre des acteurs locaux qui se sont organisés dans des nouvelles institutions. L'Agro-pôle Olivier de Meknès, piloté par l'Ecole Nationale de l'Agriculture à Meknès, vise en particulier l'amélioration technique de l'activité oléicole à travers la mise en place des programmes de recherche et de vulgarisation. Par ailleurs, une autre institution, l'Union pour le Développement de l'Olivier de Meknès (UDOM), a été créée pour promouvoir la filière oléicole locale (Saidi, 2016). Les deux institutions fonctionnent comme instruments d'appui et de coordination.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

L'étude du SOM nous a révélé que la constitution d'un modèle des SYAL impliquerait un processus long. Ce dernier demande des tâtonnements pour faire face aux nouveaux conflits et émerger progressivement et stabiliser, à la suite d'expérimentations, les dispositifs organisationnels et institutionnels. En effet, on reproche aux deux institutions créées récemment (Agro-pôle Olivier, UDOM) de fonctionner comme un « club fermé », limité à un groupe d'acteurs constitué principalement des grands exploitants et des transformateurs oléicoles (Saidi, 2016).

L'étude a mis en évidence que la majorité des oléiculteurs et des unités traditionnelles de trituration de l'ESM sont exclus du mouvement que connaît le SOM malgré les efforts menés par l'Etat pour qu'ils combler leur retard. D'autres acteurs (INRA de Meknès,...) voient également dans la nouvelle stratégie empruntée par le SOM une menace supplémentaire pour les ressources naturelles en déclin (eau,...) dans la mesure où elle encourage l'emploi des variétés étrangères destinées à des pratiques culturales intensives. Le recours à des plantes étrangères, conjugué à l'industrialisation de la transformation, menace aussi la dimension territoriale de la qualité d'huile d'olive. Pour les défenseurs de la nouvelle stratégie, cette dimension est présente et préservée à travers l'intégration de l'histoire oléicole de l'ESM dans l'image à laquelle renvoient toutes les marques d'huile d'olive produites sur le site. Selon eux, le dynamisme actuel du SOM est aussi un moyen pour pousser les petits oléiculteurs et les unités traditionnelles de trituration à moderniser leurs techniques de production et pour contribuer, par les emplois et les activités non agricoles qu'il génère, au développement local.

On est alors devant un dilemme : soit évoluer vers l'industrialisation du processus de production afin d'augmenter le rendement avec un risque de déterritorialisation de la qualification des produits et de destruction des ressources naturelles ; soit garder l'ancien système, pourtant voué à la disparition en raison de la crise qu'il subit : recul et morcellement des exploitations oléicoles, qualité médiocre de l'huile d'olive, retombées économique faibles,...

Face à cette situation, nous pensons que les pratiques relevant de l'agriculture écologiquement intensive pourraient constituer une solution efficace pour augmenter la production oléicole sans avoir des effets néfastes sur la nature (Griffon, 2010). Pour préserver la territorialité du processus de la qualification d'huile d'olive, il faut encourager l'implantation des clones les plus productifs de la variété locale : la Picholine marocaine, et accélérer le rythme de la mise à niveau des moulins traditionnels, notamment en matière de respect des normes d'hygiène. Cette démarche permet de valoriser le savoir-faire traditionnel local et de préserver la variété locale, l'un des principaux garants de la spécificité territoriale d'huile d'olive du SOM.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Références bibliographiques

- ADA., 2008. Plan Agricole par région - Région Meknès-Tafilalet. <http://www.ada.gov.ma/ambitions?region=8>, consulté le 1 juin 2017.
- Griffon, M., 2010. Pour des agricultures écologiquement intensives. l'Aube, La Tour d'Aigues.
- MAPM., 2008. PMV : Premières perspectives sur la stratégie agricole. Avril, 28p.
- Muchnik, J., Sainte Marie, (de) C., 2010. Introduction générale. In Muchnik, J., Sainte Marie, C., (Eds.), Le temps des Syal : Techniques, vivres et territoires, Editions Quae, Veresaillescdx, pp. 13-32.
- Pecqueur, B., Saidi, A., 2009. Les SYAL : une approche dynamique. Le cas du système oléicole dans l'Espace Saïs-Meknès. Communication au XLVIe Colloque de ASRDLF, Juillet, Clermont-Ferrand.
- Saidi, A., 2011. Les Sayl face à l'Insécurité Alimentaire : le cas du Système Oléicole dans l'Espace de Saïs-Meknès au Maroc. Thèse, Université de Grenoble Alpes.
- Saidi, A., 2016. L'Agro-pôle Olivier de Meknès : Quels acteurs et quels enjeux ? RMGE7, 179-198

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Planification communale, concertation locale et préservation des espaces naturels et agricoles dans deux départements méditerranéens en France

Romain Melot (1), Brigitte Nougaredes(2)

(1) INRA Sadapt, AgroParisTech, France, romain.melot@agroparistech.fr

(2) INRA Innovations, Montpellier SupAgro, France, brigitte.nougaredes@inra.fr

Mots clés: Planification, terres agricoles, espaces naturels, Méditerranée, concertation

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Depuis quelques années, le champ des enquêtes sur les pratiques en matière de planification d'urbanisme s'élargit pour inclure la notion de « planification rurale » (rural planning) (Frank & Reiss, 2014). Au travers d'études réalisées en Grande-Bretagne (Edwards et al., 2001), en Irlande (Gkartzios & Scott, 2012), en Norvège (Harvold & Nordahl, 2012) ou encore en Belgique (Kerselaers et al., 2013), la faiblesse de l'expertise disponible en zone rurale est ainsi souvent pointée, concernant tant les enjeux de maîtrise économe des espaces ou de durabilité des projets d'aménagement. A l'occasion de la définition des choix locaux en matière de réglementation d'urbanisme, les différents acteurs en présence (résidents, associations locales, propriétaires fonciers, exploitants agricoles) expriment leurs revendications en se référant à des registres de légitimité de nature diverse (droit à bénéficier des plus-values liées à la conversion des terres, droit à un cadre de vie préservé des nuisances du voisinage,...) (Kerselaers et al., 2013).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

La recherche de terrains jusqu'en zone rurale est liée principalement à des considérations financières (le prix des terrains des pôles urbains et des couronnes périurbaines reléguant les ménages pauvres sur les franges), mais aussi sociales et juridiques. Aux Etats-Unis, Sullivan et Olmedo ont montré que certaines communes rurales contrôlent moins strictement l'habitat informel que les communes des pôles urbains (Sullivan & Olmedo, 2015). En outre, dans les pays où la planification d'urbanisme est peu directive ou ineffective, les propriétaires ruraux bénéficient du faible niveau de réglementation pour valoriser le plus possible les possibilités de construction de leurs terrains. Dans ce contexte, le déficit de planification, s'il peut stimuler une première phase d'urbanisation, est également la cause de la stagnation ou du déclin des bourgs ruraux à partir d'un certain étiage. Un tel cycle a été mis en évidence à propos de la croissance spontanée des communes rurales périphériques dans la Roumanie des années deux mille (Soaita, 2013).

L'adoption d'une perspective sociologique sur la planification s'appuyant sur des outils d'enquête a pour intérêt de questionner empiriquement les modèles théoriques de planification. A titre d'exemple, Dijk et Vlist ont pu ainsi fortement nuancer l'opposition classique entre modèles de planification « cadrés par le plan » (plan-led models) (Pays-Bas, France, Allemagne), et modèles « cadrés par le projet » (project-led model), dont le système britannique de planification est censé être l'archétype. Aux Pays-Bas, la planification d'urbanisme s'est en effet organisée autour de la mise en place de règles flexibles et de larges possibilités de dérogations sont aménagées au niveau local (Dijk&Vlist, 2015). Aux Pays-Bas également, des observations menées sur un panel de communes soulignent par exemple qu'il est très fréquent que l'obtention de permis de construire suive immédiatement l'adoption de plans d'urbanisme, ce qui laisse à penser que le permis et le règlement sont en pratique très souvent conçus conjointement (Buitelaar& Sorel, 2010). La « sécurité juridique » des modèles continentaux « cadrés par le plan » apparaît toute relative au terme de ces constats et l'opposition classique entre la planification en opportunité « à l'anglaise » et la planification continentale « sous le règne du droit » en ressort fortement nuancée. En France, la planification communale brouille fréquemment les frontières entre réglementation et autorisation en facilitant l'ajustement du règlement sur des demandes de permis de construire (Melot, 2016).

Dans les territoires ruraux et périurbains, les terres agricoles sont le réservoir principal pour l'urbanisation. Pour freiner l'artificialisation des sols, la législation française a introduit depuis les années 2000 différents outils destinés à préserver les espaces agricoles et naturels : nouveaux instruments de planifications (à l'échelle intercommunale), encadrement des permis de construire dans les zones agricoles et, en 2011, nouvelles instances de contrôle des décisions communales et intercommunales au niveau départemental : les commissions de consommation des espaces agricoles, devenues en 2015 « commissions de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ». Les commissions de préservation ont pour objectif de sensibiliser les élus à une maîtrise économe de l'espace et à une préservation de l'activité agricole sur leur commune.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Composées de représentants de l'Etat, des élus locaux, de la profession agricole, des propriétaires fonciers, d'organismes intervenant dans la gestion foncière et d'associations environnementalistes, les commissions rencontrent les élus et émettent un avis sur les projets locaux en matière d'aménagement et certains permis de construire. Différents enjeux sont abordés dans le cadre des controverses que suscite l'examen des projets. Suivant quels critères un projet d'aménagement est-il considéré comme correctement motivé ? Quelles alternatives promouvoir face à des projets d'urbanisation ? De quelle manière orienter l'écriture de la réglementation pour pérenniser l'activité agricole (autorisation des changements de destination, préservation des bâtiments, circulation des engins) face à des usages résidentiels ? Comment évaluer l'application des nouveaux principes autorisant les constructions agricoles ?

Méthodologie et sources utilisées

Pour cerner ces questions, diverses méthodes d'enquête sont mises à profit : analyse des avis rédigés par les commissions, observation de réunions, entretiens auprès des participants. L'observation sociologique de ce type d'instances de concertation vise à comprendre la manière dont se construit un consensus local autour d'une façon de concevoir l'usage raisonné d'une ressource (les terres agricoles). Dans un premiers temps, nous proposons de présenter les résultats d'une analyse quantitative menée dans 10 départements français sur un échantillon de recommandations émises par les commissions à propos de 200 communes environ. Ces communes ont soumis leur projet de planification (plans locaux d'urbanisme) à l'avis des commissions durant l'année 2013. Nous proposons par la suite d'approfondir ces analyses par la présentation d'études de cas dans les deux départements méditerranéens de l'Hérault et du Vaucluse, en introduisant des éléments liés à la réforme du dispositif en 2015, incluant dorénavant les enjeux de préservation des espaces naturels au-delà des seuls espaces agricoles.

Conclusions

Nous nous intéressons aux modalités d'émergence d'une « doctrine » commune, c'est-à-dire à la manière dont un collectif d'acteurs aux intérêts hétérogènes au sein des commissions s'accorde pour proposer une interprétation du droit cohérente et homogène face à la diversité des situations locales. Plus largement, nous considérons que l'étude des débats menés dans le cadre de ces instances est susceptible d'éclairer la manière dont se construit localement un compromis sur l'avenir des terres agricoles, en particulier dans les régions urbaines méditerranéennes caractérisées par une forte pression foncière (aires littorales et périurbaines).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Références bibliographiques

- Buitelaar, E., Sorel, N., 2010. Between the rule of law and the quest for control: Legal certainty in the Dutch planning system. *Land Use Policy* 27, 983–989. doi:10.1016/j.landusepol.2010.01.002
- Dijk, T. van, Vlist, A. van der, 2015. On the interaction between landownership and regional designs for land development. *Urban Stud* 52, 1899–1914. doi:10.1177/0042098014544764
- Edwards, B., Goodwin, M., Pemberton, S., Woods, M., 2001. Partnerships, Power, and Scale in Rural Governance. *Environ Plann C Gov Policy* 19, 289–310. doi:10.1068/c12m
- Frank, K.I., Reiss, S.A., 2014. The Rural Planning Perspective at an Opportune Time. *Journal of Planning Literature* 29, 386–402. doi:10.1177/0885412214542050
- Gkartzios, M., Scott, M., 2012. Gentrifying the Rural? Planning and Market Processes in Rural Ireland. *International Planning Studies* 17, 253–276. doi:10.1080/13563475.2012.696476
- Harvold, K., Nordahl, B., 2012. Planning in Rurbania: rural policy and the planning system in Norway. *Town Planning Review* 83, 213–232. doi:10.3828/tpr.2012.12
- Kerselaers, E., Rogge, E., Vanempten, E., Lauwers, L., Van Huylenbroeck, G., 2013. Changing land use in the countryside: Stakeholders' perception of the ongoing rural planning processes in Flanders. *Land Use Policy* 32, 197–206. doi:10.1016/j.landusepol.2012.10.016
- Soaita, A.M., 2013. Romanian Suburban Housing: Home Improvement through Owner-building. *Urban Stud* 50, 2084–2101. doi:10.1177/0042098012471980
- Sullivan, E., Olmedo, C., 2015. Informality on the urban periphery: Housing conditions and self-help strategies in Texas informal subdivisions. *Urban Stud* 52, 1037–1053. doi:10.1177/0042098014533733

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

Déterritorialisation et Reterritorialisation de l'agriculture à Sidi Bouzid et conflits autour de l'appropriation du foncier agricole

Ismahen Kahouli (1), Mohamed Elloumi (2), Chedli Gharbi (3)

- (1) *Ingénieure agro-économiste et doctorante à l'Institut National Agronomique de Tunis (INAT); ismahenkahouli@hotmail.fr*
- (2) *Directeur de recherche agronomique à l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie (INRAT); elloumimohamed@yahoo.fr*
- (3) *Directeur régional, direction des affaires foncières et du domaine de l'Etat de Sidi Bouzid*

Mots clés: foncier, appropriation, Sidi Bouzid, territoire, politique foncière

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

La région de Sidi Bouzid constitue un cas d'école qui illustre bien l'ensemble des mutations profondes du paysage agraire depuis l'Indépendance et suite au processus de «modernisation» (Abaab, 1999). Ces changements se sont traduits par le passage d'un système agropastoral caractérisant cette région steppique à un système d'agriculture intensive basé sur l'arboriculture en sec et sur l'irrigation suite à la mobilisation des ressources hydriques souterraines et à la mise en valeur du foncier agricole. Ces processus ont été, par ailleurs, favorisés par les politiques agricoles et rurales successives et particulièrement la politique foncière qui visait à assainir les tenures foncières (privatisation des terres collectives, abolition des habous⁶, nationalisation des terres des colons et leur rattachement au domaine privé de l'Etat dans un premier temps (Elloumi, 2014) et le

⁶ Terre de main morte

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

lotissement d'une partie d'entre elles au profit d'agriculteurs privés dans un deuxième temps). L'objectif était la sédentarisation et l'amélioration du niveau de vie de la population à majorité nomade de la région d'une part et l'augmentation et la diversification de la production agricole d'autre part. Cette dynamique agraire a été favorisée par la libéralisation de l'accès au domaine public hydraulique pour la mobilisation des eaux souterraines (Jouili et al, 2014). L'instauration d'un marché foncier très dynamique grâce à la situation foncière apurée au niveau de certaines zones a accompagné ce processus; il a induit une augmentation de la valeur de la terre et a encouragé des investisseurs à s'installer notamment dans la délégation de Regueb (Kahouli et Elloumi, 2015). Par contre, dans d'autres localités de la région, la répartition inégale et la situation ambiguë du foncier constituent un fait saillant et l'accès au foncier se fait suivant «des droits de propriété flous».

De ce fait, la superposition des régimes fonciers et l'imperfection du marché de la terre ainsi que les limites des politiques foncières nous conduisent à nous interroger sur le rôle des acteurs et l'impact de leurs logiques et stratégies sur la régulation et les modes d'appropriation du foncier. Ensuite, la mise en regard de ces logiques avec les outils dont disposent les acteurs (via la réglementation par exemple) nous permettra de comprendre les limites du cadre législatif et de son application.

Cette communication analyse le rapport entre l'évolution de la politique foncière et les différentes tenures dans la région au niveau de trois délégations (Regueb, Meknassy et BirLehfay) pour mettre l'accent sur les retombées de l'apurement foncier sur la mise au marché et la mise en valeur de la terre allant jusqu'à la déterritorialisation et la reterritorialisation de l'agriculture au niveau de certains territoires ruraux (Rieutort, 2009) Elle abordera aussi les conflits résultants de la non cession des terres domaniales à leurs dévolutaires et de leur appropriation en dehors des circuits légaux.

Méthodologie et sources utilisées

Le choix de trois régions contrastées en termes d'accès au foncier et de tenures foncières s'avère indispensable en vue de mettre en relief différents modes d'appropriation de la terre. Pour ce faire, des connaissances d'ordre général concernant la politique foncière et les dynamiques agraires des différentes zones sont près requises. Tout d'abord, on a réalisé des entretiens avec les responsables des administrations impliquées directement ou indirectement dans le suivi et la réglementation de l'accès au foncier notamment la direction régionale du domaine de l'Etat et des affaires foncières, l'agence foncière agricole, le tribunal foncier et le commissariat régional au développement agricole. Ces entretiens nous ont permis d'avoir une idée globale et claire sur les tenures foncières et sur les modes d'intervention de chaque institution dans la réglementation et la régulation d'accès au foncier agricole au niveau du gouvernorat de Sidi Bouzid. Ensuite, on a opté pour un choix zonal pour mener nos entretiens individuels sous forme de questions ouvertes avec «les

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

propriétaires» ou « les détenteurs » du foncier afin d'analyser les modes d'appropriation du foncier et sa mise en valeur

Conclusions

La région de Sidi Bouzid illustre une diversité de modes d'accès à la terre ainsi qu'une dynamique agraire induite par les réformes foncières qui a accompagné les politiques de développement adoptées par les pouvoirs publics mais le processus reste inachevé étant donnée « l'incapacité » des politiques mises en œuvre ainsi que l'insuffisance des textes réglementaires de répondre aux attentes des usagers dans le nouveau contexte politique post révolutionnaire. Le nouveau modèle d'agriculture qui a émergé lors des dernières décennies reste marqué par le dualisme des exploitations agricoles (exploitations familiales marchandes et entreprises agricoles) et ne tient pas compte des contestations pour l'accès à la ressource foncière alors que la majorité de la population active est formée principalement d'agriculteurs et que la pratique de l'agriculture irriguée et intensive demeure l'activité principale des ruraux à Sidi Bouzid (taux de ruralité dépasse 75%). Ce modèle agricole productiviste se heurte à des blocages divers liés au foncier et dont on peut citer:

- L'étroitesse et le morcellement de certaines exploitations,
- L'ambiguïté de certains statuts fonciers et l'absence des titres de propriété pour sécuriser les droits des propriétaires (Coulomb, 1999),
- L'accapement des bonnes terres par l'Etat et leur non cession aux exploitants sous prétexte de la sauvegarde d'un patrimoine foncier pour les générations futures,
- La concentration foncière dans les mains d'entrepreneurs agricoles et la prolétarianisation de la population autochtone (des paysans sans terre deviennent des ouvriers chez les grands investisseurs), Comme on assiste récemment à un phénomène inverse de "land grabbing";
- Situation contrastée des exploitations agricoles irriguées: déterritorialisation de l'agriculture au niveau de certains espaces ruraux par l'introduction des cultures de haute valeur ajoutée mais avec un coût de production très élevé (vignes de table, pêchers, agrumes, pommiers) et reterritorialisation d'autres espaces par le retour aux cultures traditionnelles (oliviers à huile et amandiers) et ce comme réponse aux conjonctures économiques actuelles.
- L'insécurité des droits sur la terre résultante de l'insuffisance de l'immatriculation, alors que la propriété foncière est exigée comme garantie pour l'octroi de crédits à l'investissement.

Références bibliographiques

- Abaab, A., 1999, Modernisation agricole et ses effets sur les systèmes de production agricole : cas de la région de Sidi Bouzid en Tunisie Centrale, thèse de Ph.D., Université de Gent, Belgique, 330 p.
- Coulomb, P., 1999, "De la terre à l'état. Droit de propriété, théories économiques, politiques foncières". Cahiers Options méditerranéennes, Vol 36, CIHEAM, Montpellier, p 13 à p 45.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 2- La reterritorialisation de l'agriculture

- Elloumi, M., 2014, Les terres domaniales en Tunisie histoire d'une appropriation par les pouvoirs publics. Etudes Rurales « Appropriations des ressources naturelles au sud de la Méditerranée » p 43 à p 60.
- Jouili et al., 2014, Appropriation des ressources hydrauliques et processus d'exclusion dans la région de Sidi Bouzid . Etudes Rurales « Appropriations des ressources naturelles au sud de la Méditerranée » p117 à p 134
- Kahouli, I., Elloumi M, 2015. Libéralisation de l'accès à l'eau, tenures foncières et dynamique agraire : le cas de la délégation du Regueb dans le Gouvernorat de Sidi Bouzid. In: Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.C. (ed.). Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles: regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens. Montpellier: CIHEAM, 2015. p. 177-188. (Options Méditerranéennes: Série B. Etudes et Recherches; n. 72). <http://om.ciheam.org/om/pdf/b72/00007139.pdf>
- Rieutort, L., 2009, «Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture», L'Information géographique 2009/1 (Vol. 73), p. 30-48.DOI 10.3917/lig.731.0030

Séance 3- Le foncier comme bien commun

La gestion et la gouvernance des terres pastorales collectives dans la région d'El Bayadh (Algérie)

Slimane Bencherif (1)

(1) *Maîtres de conférences, Université de Djelfa, bencherif.agroparistech@gmail.com*

Mots clés: gestion, terres collectives, gouvernance, appropriation, planification participative.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Les espaces pastoraux maghrébins ont été soumis au cours de ces dernières décennies à des changements importants qui ont été accompagnés de transformations radicales dans le mode de vie (nomadisme et semi-nomadisme), dans l'organisation (tribale) des communautés rurales, et dans la gestion des terres à usage collectif. Ces terres à vocation pastorale sont restées durant des siècles, contrôlées et gérées par des tribus nomades contrairement à se déplacer sur de vastes espaces. Le mode de gestion collective des terres, permettait de maintenir un certain équilibre entre des ressources naturelles limitées (parcours) et un mode d'exploitation adapté au milieu (pastoralisme). A un processus de sédentarisation accélérée des communautés pastorales engagée dès la période coloniale, a succédé une montée de l'individualisme, une privatisation informelle appuyée aujourd'hui par des législations, une conversion au profit de l'agriculture d'une partie de ces espaces pastoraux par la mobilisation de nouvelles techniques d'exhaure de l'eau (forages et usage de motopompes) et in fine à une surexploitation des ressources qui se manifeste de plus en plus sur ces espaces communs maghrébins (Alary, 2005, Bencherif, 2017b ; Bessaoud, 2013 ; Bourbouze, 2000, 2009 ; Bouderbala, 1999 ; Mahdi, 2014).

À El Bayadh (Sud-Ouest de l'Algérie), ces changements se sont traduits par un bouleversement inédit du régime foncier et du mode d'exploitation ancestral et collectif ; celui-ci tend aujourd'hui à évoluer vers des modes d'exploitation familiaux et individuels concurrentiels favorisant des formes

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

de dégradation de l'environnement consécutifs à la surexploitation de l'eau et du sol et au défrichement. La législation foncière adoptée depuis les années 1980 (loi sur l'accession à la propriété foncière agricole), l'exode rural et l'urbanisation rapide suite au terrorisme des années 1990, le développement rapide du marché des ovins consécutive à une demande en viande en forte hausse, de même que les différentes actions (mise en défens, plantations) menées par les pouvoirs publics depuis les années 2000, ont favorisé ces changements (Bencherif, 2011, 2017a ; Slimani, 2013).

Cette recherche, a pour objectif d'analyser les dynamiques du foncier dans la région d'El Bayadh, d'identifier les acteurs en présence et d'évaluer la mobilisation des communautés dans la gestion et la gouvernance du foncier, de repérer les concurrences à l'œuvre dans l'usage des ressources et les différentes formes de conflits.

Méthodologie et sources utilisées

A cet effet, nous avons effectué une centaine d'entretiens auprès des différents acteurs concernés par le foncier agricole : populations rurales, services agricoles, chambre d'agriculture, vétérinaires, services forestiers, notables des communautés tribales... À l'issue de ces entretiens, nous avons relevé que l'implication des communautés dans les différentes actions menées par l'État était faible sinon absente. Ainsi, les agropasteurs, dépossédés de leurs terres (parcours collectifs) suite aux mises en défens pratiquées par l'État, ont été privés de leurs droits fonciers coutumiers historiquement acquis sans contrepartie ni alternative, et se sont souvent retrouvés comprimés et/ou confinés dans de petits espaces. Privés de leur base matérielle source d'affouragement de leurs cheptels, encouragés par la législation foncière (politique de concessions des terres) et les subventions étatiques à la mise en valeur des terres (forages, techniques modernes) adoptées depuis les années 1980-1990, ils ont adopté des stratégies d'adaptation ou de contournement : constructions illicites d'habitats, délimitations informelles de terrains par tous les moyens possibles (labours hors saison, clôture, défrichements, mise en défens saisonnière « Gdall », mise en valeur), mise en culture des terres par des plantations arboricoles, céréalières ou le maraîchage, pratique des élevages intensifs (ovin, caprin, bovin). A cela, il faut ajouter que les politiques publiques conduites par l'État ont favorisé l'émergence de nombreux investisseurs agricoles privés et la mise en culture mécanisée de plusieurs milliers d'hectares de terres pastorales fragiles (Bencherif, 2017a, 2017b ; Slimani, 2013).

Conclusions

Globalement, on peut estimer que les interventions publiques menées, dont le but était d'améliorer la gestion et la gouvernance des terres communes et de promouvoir le développement local en évitant ou en réduisant au maximum la dégradation de l'environnement, ont compliqué la gouvernance du foncier sur les terres collectives. Ils n'ont pas pu limiter cette dégradation et régler

Séance 3- Le foncier comme bien commun

les conflits, de plus en plus fréquents entre les usagers eux-mêmes et entre usagers et l'État : conflits entre les fractionneux-mêmes et entre les fractions et l'État autour du choix des terres à mettre en défens (avec une préférence marquée des communautés pour l'accès libre aux parcours); conflits entre l'État et les agropasteurs voulant exploiter les terres et bénéficier de la concession (labours et creusements de forages sans autorisations, superficie cultivées dépassant les surfaces autorisées) ; conflits entre l'État et les agro-pasteurs qui piétinent les mises en défens et les plantations pastorales réalisées par l'État ; conflits entre agropasteurs, agriculteurs et investisseurs privés nouvellement installés. N'ayant pas reconnu et protégé les droits fonciers coutumiers des communautés rurales et n'ayant pas consulté et fait participer ces dernières lors du processus de prise de décision, les pouvoirs publics, ont négligé l'approche participative dans la gestion et la gouvernance de ces terres. L'organisation collective « tribale » a donc été fortement déstabilisée par les évolutions du régime foncier (territoires tribaux fractionnés) et désorganisée par les politiques volontaristes de sédentarisation et de privatisation (passage du pastoralisme à l'élevage intensif subventionné, course vers l'appropriation des parcours collectifs).

Afin d'améliorer cette situation, nous estimons qu'il était nécessaire de fonder les principes d'attribution des droits et devoirs fonciers à chaque acteur, sur un accès équitable aux ressources et sur l'instauration d'un cadre législatif et organisationnel adaptés (Ostrom, 1990, 1999 ; Davis, 2012): identification claire des ayants-droit, en s'inspirant des droits coutumiers (ex : droit de passage, droit de location, droit de propriété) ; définition claire en tout lieu et pour chacun de la nature et de l'étendue des droits d'usage (labour, pâturage, construction, superficie exploitée) ; respect des proportions entre les avantages reçus et les charges supportées par chacun (ex : paiement des droits de pâturage et de taxes, participation aux travaux de restauration, d'aménagement et de surveillance) ; supervision des travaux de restauration, de réhabilitation et d'aménagements; surveillance du bon déroulement des activités (pâturage, partage des eaux) et contrôle du respect des règles à tous les niveaux (individuel, collectif et étatique) avec application du principe de subsidiarité au règlement des conflits.

Références bibliographiques

- Alary, V., et El Mourid, M., 2005. Les politiques alimentaires au Maghreb et leurs conséquences sur les sociétés agropastorales, *Revue Tiers Monde*, n° 184, 785-810, DOI : 10.3917/rtm.184.0785.
- Bencherif, S., 2017a. *La gestion et la gouvernance des terres collectives « tribales » dans la région de Stitten (Wilaya d'El Bayadh)*. Rapport d'étude, Rome, Italie : IAMM-FAO.
- Bencherif, S., 2017b. *Les transformations récentes et les possibilités de développement de l'élevage dans la steppe algérienne*. Conférence Scientifique Internationale sur l'Environnement et l'Agriculture (24-25 Avril), Hammamet, Tunisie.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

- Bencherif, S., 2013. L'élevage agropastoral de la steppe algérienne dans la tourmente : enquêtes et perspectives de développement, *Revue Mondes en développement*, n°161, 93-106, DOI : 10.3917/med.161.0093.
- Bencherif, S., 2011. *L'élevage pastoral et la céréaliculture dans la steppe algérienne. Évolution et possibilités de développement* (Thèse de doctorat), Institut AgroParisTech.
- Bessaoud, O., 2013. La question foncière au Maghreb : la longue marche vers la privatisation, *Les cahiers du CREAD*, n° 103, 17-44.
- Bessaoud, O., et BEN SAAD, A., 2012. *Problématique foncière dans les pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc) et généralisation de l'appropriation privée*. Notes de synthèse, journées de réflexion organisées par le Comité technique « Foncier & développement » de la Coopération française.
- Bouderbala, N., 1999. *Les systèmes de propriété foncière au Maghreb. Le cas du Maroc*. Dans A-M. Jouve et N. Bouderbala, *Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens : à la mémoire de Pierre Coulomb* (n° 36, p. 47-66). Montpellier, France : Cahiers Options Méditerranéennes,
- Bourbouze, A., 2009. *Sauvegarder les espaces collectifs et de parcours*. Dans [B. Hervieu](#) (dir), [H.-L. Thibault](#) (dir), [S. Abis](#) (coord), *Repenser le développement rural en Méditerranée* (p. 243-275). Paris, France : presses de Sciences Po.
- Bourbouze, A., 2000. Pastoralisme au Maghreb : la révolution silencieuse, *Fourrages*, n° 161, 3-21.
- Davis- Diana, K., 2012. *Les mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb*, Ceyzérieu (Ain), France : champ Vallon
- Mahdi, M., 2014. Devenir du foncier agricole au Maroc. Un cas d'accaparement des terres. *New Medit*, n°4 de Décembre 2014. A Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment.
- Ostrom, E., Burger, J., Field, C.B., Norgaard, R.B., Policansky, D., 1999. Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges, *Science*, 284 (5412), 278-282.
- Ostrom, E., 1990. *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*, [Cambridge, Royaume-Uni](#) : Cambridge University Press.
- Slimani, H., et Bencherif, S., 2013. *Caractérisation écologique des parcours et des systèmes d'élevage à Stitten (El Bayadh, Algérie). Planification participative de la gestion de la mise en défens*. Rapport d'étude, Malaga, Espagne : UICN Malaga.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

Séance 3- Le foncier comme bien commun

From total State to Anarchical Market?

Claire Bernard(1), Valter Hoxha(2), François Lerin (3)

(1) CIHEAM-IAMM, bernard@iamm.fr

(2) CIHEAM-IAMM, hoxha@iamm.fr

(3) CIHEAM-IAMM, lerin@iamm.fr

Key words: Collective action - commons property governance - property rights - agrobiodiversity conservation - rural development

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Medicinal and Aromatic Plants (MAPs) is an important sector of the agrarian economy today in Albania, counting for approximately M\$25 exports, 60 000 harvesters and collectors, various localized value chains and first transformation industries. Wild MAPs collection mainly occurs in common mountainous pastures and forest lands,. The real economic take off and massive collection the resource occurred during the communist regime, to fulfil the need of export cash-flows. It was a total State organized system structured by cooperatives and State farms. After the regime collapse, the MAPs sector was basically driven by commercial forces and markets. This drastic change is, for the theory of collective action of great interest, because neither one system nor the other totally abolished the existence of the commons as commons.

Methodology and sources used

This paper is based on a twofold methodology. First an enquiry based on original archives from the communist regime period (and secondary sources from before and after); second, on field work done about the actual situation for collection of wild aromatics and medicinal plants, in different part of the country.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

Conclusion

Our communication will highlight major institutional problems related to the management of commons throughout the conventions and agreements, organizing the MAPs collection. An historical (and yet not done) analysis of these two antagonist systems, based on field studies for the contemporary situation and on Albanian archives for the past periods (1860-1991) is of great interest for today challenges. Both in terms of rural development and agro-biodiversity conservation, there is a need to find innovative ways for a collective action to sustainably rule these commons. Neither State nor markets are able to deal with identified pressures against MAPs resources.

References

- Baldacci, A. (1930). L'Albania. Roma, Istituto per l'Europa Oriental.
- Bardhoshi, N. (2013). Property Rights and Legal Dynamics in a Border Area. Social Practises and Local Configurations in the Balkans. N. Bardhoshi, G. de Rapper and P. Sintès. Albania, UETPress.
- Bernard, C., et al. (2013). Forest and Pastures' Devolution Process in Albania: A Sustainable Management of Mediterranean Commons? Inception Study on Communal Forestry in Albania, Tirana, Albania, CIHEAM-IamM.
- Bobulesco, P. and J.-L. Favre (1984). "Méthodologie de la planification : aperçu et tendances." Dossier INEAS - Institut d'études sur l'Albanie socialiste La planification en Albanie socialiste (1944-1984): 12-19.
- Civici, A. (1997). "Evolution des politiques économiques et agricoles de 1945 à 1995." Options Méditerranéennes Série B(15): 16-50.
- de Rapper, G. (1998). La frontière Albanaise. Famille, société et identité collective en Albanie du Sud. Ethnologie. Paris, University de Paris X - Nanterre. Thèse de Doctorat.
- de Wall, C. (2004). "Post-socialist Property Rights and Wrongs in Albania: An Ethnography of Agrarian Change." Conservation and Society 2(1): 19-50.
- Demeri, M. (1983). Flora eksursioniste e Shqipërisë. Tiranë.
- Demiri, M. (1979). Bimet e egra e te dobishme te vendit tone. Plantes sauvages utiles pour notre pays. Tiranë.
- Development Solutions Associates (2010). Albania medicinal and aromatic plants: value chain assesment. Albanian agriculture competitiveness (AAC) program. Albania, USAID - Economic Growth.
- Figuié, M. and B. Hubert (2012). "Pourquoi, pourquoi une ressource est-elle jugée dégradée ? Pâturages et agriculture familiale au Brésil." Natures Sciences et Sociétés 2012/3(10): 297-309.
- Hardin, G. (1968). "The Tragedy of the Commons." Science 162(3859): 1243-1248.
- Hardin, G. (1998). "Extension of "The Tragedy of the Commons"." Science 280(5364): 682-683.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

- Kola, H. (2008). Enhancing Tenure Security Through Support the Communities to Improve the Laws on Transfer of State Public Property (forest and pasture) to the Communes. National Association of Communal Forest and Pasture. International Land Coalition. Tirana.
- Lange, D. (2006). International Trade in Medicinal and Aromatic Plants. Medicinal and Aromatic Plants. R. J. Bogers, L. E. Craker and D. Lange. Netherlands, Springer: 155-170.
- Mitrushi, I. (1955). Druret dhe shkurret e Shqipërisë. Arbres et buissons d'Albanie. Tiranë.
- Mitrushi, I. (1966). Dendorflora e Shqipërisë. Tiranë.
- Naka, K., et al. (2000). "Constraints and opportunities to forest policy implementation in Albania." *Forest Policy and Economics*1: 153-163.
- Ostrom, E. (2009). Beyond Market and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems. Workshop in Political Theory and Policy Analysis, Prize Lecturer, USA.
- Ostrom, E., et al. (1999). "Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges." *Science*284: 278-282.
- Papadhopulli, G. (1976). Bimët mjekësore të Shqipërisë: grumbullimi, përpunimi, kultivimi, Shtëpia Botuese "8 Nëntori".
- Paparisto, K., et al. (1988). Flora e Shqipërisë 1. . Tiranë.
- Pieroni, A. (2008). "Local plant resources in the ethnobotany of Theth, a village in the Northern Albanian Alps." *Genet Resour Crop Evol*55: 1197-1214.
- Pieroni, A. (2010). People and Plants in Lëpushë. Ethnobotany in the New Europe. People, Health and Wild Plant Resources. M. Pardo-de-Santayana, A. Pieroni and R. Puri, Berghahn Books: 16-50.
- Pieroni, A., et al. (2005). "Traditional phytotherapy of the Albanians of Lepushe, Northern Albanian Alps." *Fitoterapia*76: 379-399.
- Poteete, A. R., et al. (2010). Working Together: Collective Action, the Commons, and Multiple Methods in Practice. New Jersey, USA, Princetown University Press.
- Poux, X., et al. (2009). "Le saltus : un concept historique pour mieux penser aujourd'hui les relations entre agriculture et biodiversité." *Courrier de l'environnement de l'INRA*57(juillet): 23-35.
- Poux, X., et al. (2009). "Réinvestir le saltus dans la pensée agronomique moderne : vers un nouveau front eco-politique ?" *L'Espace Politique*9(2009-3).
- Qosja, X., et al. (1996). Flora e Shqipërisë 3. Tiranë.
- Roucek, J. S. (1933). "Economic Conditions in Albania." *Economic Geography*9(3): 256-264.
- Sjöberg, Ö. (1991). Rural Change and Development in Albania. Colorado - USA, Westview Press.
- Tirta, M. (1988). "Déplacements migratoires intérieurs de la population. Seconde moitié du XIXème siècle, première moitié du XXème." *Ethnographie Albanaise*16: 23-53.
- World Bank (1996). Albania Forestry Project (AFP). Staff Appraisal Report. Tirana, Agriculture and Urban Development Operation Division, Central Europe Department.
- World Bank (2005). Natural Resources Development Project (NRDP). Project Appraisal Report. Tirana, Albania, Environmentally and Socially Sustainable Unit; Europe and Central Asia Region.
- World Bank (2012). Natural Resources Development Project. Implementation Completion and Results report. Tirana, Albania, Sustainable Development Department; Europe and Central Asia Region.

Séance 3- Le foncier comme bien commun

How to integrate ecosystem services approach into territorial development: the basket of ecosystem services of the Karaburun Peninsula (Turkey)

Heval Yildirim(1), Mélanie Requier-Desjardins(2), Hélène Rey-Valette(3)

(1) Mediterranean Agronomic Institute of Montpellier (MAIM), UMR LAMETA, hevalyildirim@gmail.com

(2) Mediterranean Agronomic Institute of Montpellier (MAIM), requier@iamm.fr

(3) University of Montpellier, Faculty of Economics, LAMETA, helene.rey-valette@umontpellier.fr

Key words: basket of ecosystem services, territorial development, agriculture, territorial resources, conflicts

Problematic and main objectives

Ecosystem services, which constitute a new framework for the analysis of the relationship between nature and society, can be considered as tools for local and regional development (Kumar, 2010) and can generate some advantages for territorial development. First, from a didactic point of view, this approach facilitates the inventory of physical, ecological and cultural resources of a territory exploring the links between the use of resources and its economic and socio-institutional effects. Second, ecosystems services framework in territorial development approach can encourage implementation of sustainable practices. In other words, it can allow designing an economic development through environmentally friendly practices minimizing pressure on exploited resources. Finally, the anthropocentric characteristic of ecosystem services approach can facilitate cooperation of local actors leading to the emergence of a collective identity around the services.

In the light of these advantages, we argue that the introduction of the concept of ecosystem services into territorial development approach is relevant since many territories, especially Mediterranean

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

ones, are facing several environmental concerns which threaten their ecological and socio-economic structure. From territorial development perspective, ecosystems and biodiversity can be considered as scarce and specific resources that the territory supplies. Territories can generate economic advantages in terms of territorial rent through productive valorization of these specific and scarce territorial resources (Mollard et al., 2001). Supposing that ecosystem services can create an environmental and patrimonial specificity for the territory, the question is then how to valorize ecosystems services in territorial development framework in a sustainable manner.

To answer this question, in analogy with the bundle of products and services of Mollard and Pecqueur (2007), we develop a new concept, basket of ecosystem services, which refers to a set of ecosystem services (ES) linked to an agricultural activity (provisioning service). This notion of basket of ES services makes it possible to attach the provisioning product to its "composition" of supporting, regulating and cultural ecosystem services in a given territory. In other words, the set of all tangible, intangible and non-marketed services linked to the provisioning service constitutes ecosystem services (ES) basket.

Mollard et al. (2001) state that some field observations provide in depth explorations for joint valorization of specific resources and their territorial anchorage. The matching of supply and demand with territorial qualities lead to the emergence of a bundling effect which generates a specific rent, rent of territorial quality (RTQ) emerging from simultaneous interaction of Ricardian quality rent and Marshallian territorial rent. It is closely linked to the capacity of coordination of local actors and governance. The fact that goods and services in the bundle are complementary creates interdependency between producers encouraging them to get mobilized for a collectively constructed economic gain. On the consumer side, consumers appreciate the quality of the goods and services of the bundle and this reinforces the image of the territory (Mollard et al., 2001). Thus the willingness to pay of consumers for the products and services of the basket are likely to be high due to both quality effect (product quality) and territory effect (territorial dimension) (Campagne and Pecqueur, 2014).

Inspiring from the approach of Pecqueur(2001), we argue that the valorization of ES basket is likely to create value added for the territory not only through the marketing of specific, high quality, environmentally-friendly product but also through the maintenance of concerned supporting, regulating and cultural services which constitute territorial well-being. This requires awareness of local actors concerning ecosystem services of the territory. Acknowledgement of ecosystem services can help to identify territorially-adapted use of natural resources, appropriate sustainable practices and governance. Consumers do not only appreciate the quality of the product which is produced through environmentally-friendly practices but also the quality of other services (quality of air, fresh water, quality of soil, landscape, maintenance of collective traditions, etc.) which are linked to

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

the provisioning service. In other words, the valorization of the provisioning service provides the maintenance of other services in the ES basket. As in the approach of Pecqueur and Mollard, the fact that consumers have higher monetary contribution can generate a specific rent, rent of territorial and environmental quality (RTEQ), which could be a lever for territorial development.

Combining the local actors' perceptions of ecosystem services (farmers, residents, tourists, etc.) with the current agricultural practices at farm level, our research focuses on the land use perspective. First, it highlights different interests of local actors on land use and potential conflicts in the future related to various alternatives of land use (building versus farming, energy development project versus biosphere reserves). Regarding agriculture, participatory study of interactions between ecosystem services, territorial development and sustainability can facilitate identifying some problems related to land tenure and help solving them by defining appropriate land devoted to each territorial production through spatial techniques (De Vreese et al., 2016). In other words, ES framework provides useful information for designing land tenure schemes taking into account different actors and different dimensions of sustainability. Second ES basket allows showing the impacts of human activity on soil quality and erosion control which are linked to the land tenure issue. Farmers need to be protected by land tenure schemes so that they improve land and landscape quality through environmentally-friendly practices. At this point, ES framework can help to support adoption of appropriate development policies in the territory.

Methodology and results

We have developed a qualitative approach to evaluate basket of ES. First, we have evaluated farmer's behavior in order to see how provisioning activity interacts with tangible and intangible ecosystem services. 5 ES baskets have been constructed from five provisioning services of Karaburun Peninsula in Turkey: olive, tangerine, grape, narcissus production and goat breeding. A survey based on ecosystem services indicators was conducted nearby 200 farmers in July 2016. More generally, indicators concerning supporting and regulating ecosystem services are inspired from agro-ecological practices whereas those of cultural services are derived from territorial development approach. Second, we have examined consumer's behavior. To do this, we interviewed 100 consumers in Izmir city in July 2016. We have mainly focused on the monetary contribution of the consumer to the baskets of the territory.

The producers' answers have been evaluated by scores from 0 to 4 representing the degree of contribution of agricultural activity to the improvement of ecosystem services (from no contribution level to the highest contribution). Producers of ES baskets linked to narcissus production and goat breeding contribute the most to the maintenance of the supporting and regulating ecosystem services (soil fertility by manure, low animal loading in the grazing area, no frequent tillage, etc.).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

Tangerine producers have the lowest score. (Cultural services obtain the lowest scores among the services. Landscape is the service with the highest scores due to the maintenance of traditional buildings.

Regarding to consumer's behavior, our results show that monetary contribution of the consumer is not sufficient to create autonomous markets for the processed products (olive oil and goat cheese) due to intermediary costs.

Conclusion

To conclude, analyzing ES baskets of the territory is an important challenge for a territorial development. The valorization of ES baskets refers not only to pricing mechanism but also to setting up some institutional frameworks in order to guarantee the supply of services. The aim is to encourage the adoption of environmentally-friendly practices and values by producers of Karaburun Peninsula where traditional agriculture is threatened by ageing of rural population, some ongoing investments and land tenure schemes. Consumer's contribution can be a lever for the emergence of RTEQ on condition that an integrated management of ecosystems is set up in the territory. Taking into account the notion of basket in an integrated management is therefore an important challenge for the improvement and valorization of land services of the territory.

References

- Campagne P., Pecqueur B., 2014. Le développement territorial. Une réponse émergente à lamondialisation. Editions Charles Léopold Mayer, Paris.
- De Vreese R., Leys M., Fontaine C.M., Dendoncker N., 2016. Social mapping of perceived ecosystemservices supply- The role of social landscape metrics and social hotspots for integratedecosystem services assessment, landscape planning and management. Ecological Indicators,517-533.
- Kumar P.(edt), 2010. The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) Ecological and Economic Foundations, Earthscan, London and Washington.
- Mollard A., Pecqueur B., Lacroix A., 2001. A meeting between quality and territorialism. The rent theory reviewed in the context of territorial development with reference to French example. Document de travail 2001-11, INRA.
- Mollard A., Pecqueur B., 2007. De l'hypothèse au modèledu panier de biens et de services. Histoiresuccincte d'une recherche. Economie rurale 300, 110-114.
- Pecqueur, B., 2001. Qualité et développement territorial: l'hypothèse au modèledu panier de biens et de services territorialisés. Economie rurale 261, 37-49.

Séance 3- Le foncier comme bien commun

In which way the governmental and institutional changes in the resource use of a common good affect the local communities? Evolution and perspectives from Southeast Albania

Florjan Bombaj (1), Dominique Barjolle(2), François Casabianca(3),
Theodosia Anthopoulou (4)

(1) UMR Innovation – Montpellier SupAgro, France, florjan.bombaj@supagro.fr

(2) ETH Zurich – Switzerland, barjolle@ethz.ch

(3) INRA Corte – France, francois.casabianca@inra.fr

(4) Panteion University – Greece, t.anthopoulou@gmail.com

Key words: Communal pastures, mountain territory, common good, Albania

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

One of the most well-known mountain territories for the dairy products in Albania is the municipality of Vithkuq, Southern Albania. The last years the increase of the livestock production (Bombaj et al., 2017) has created an increasing demand for greater pastures. The pastures that are in common use are recognized as communal pastures. The recent territorial reform implemented by the government in 2016 has changed the rules of the common use of these pastures. Local breeders need to pay for a resource which was free before. Consequently, our research question is to analyse in which way the territorial reform affect the local communities in the considered study area.

According to (Hardin, 1968) when a resource is open access, each user can use without limit this resource, leading to his disappearance. As a possible solution to this tragedy, as highlighted by (Ostrom, 2014), the communities can find adequate ways to manage their common resource. Ostrom underlines the fact that expectations of rising resource prices encourage better management

Séance 3- Le foncier comme bien commun

by the users. In a community when a free resource becomes a paid resource the local users may be not able to cope with the new situation and the common resource can be useless to them.

The objective of this paper is to analyze the dynamics of the pastures management in a mountainous area of Southern Albania after the fall of communism in 1991 and to identify the recent management issues of the pastures that are in common use. We rely on the original example of the municipality of Vithkuq in the Southeast of Albania, to discuss how local breeders use the pastures as a common, and how the recent governmental and institutional changes in the resource use affect the pasture management at the local level.

Methodology and sources used

The method uses two approaches. The first is the agrarian diagnostic approach as an effective way to characterize the farming system of a given territory (Cochet, 2011). The second is the Likert method to analyse the current dynamics of the pasture management after the institutional changes in the resource use.

Our method was conducted in four stages:

Stage 1. Literature research and landscape analysis to determine the villages that use and contribute to the common management of the pastures. Fieldwork⁷ based on personal field observations, in two phases; first, structured and semi-structured interviews addressed to regional authorities; second; structured and semi-structured interviews with key members of the selected villages.

Chart 1. Sample survey

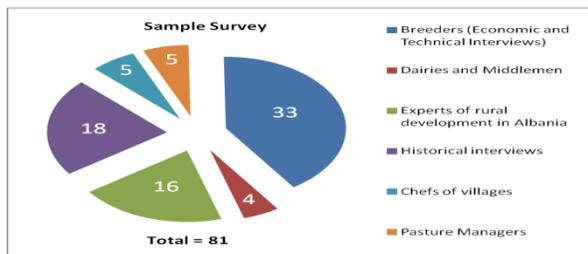
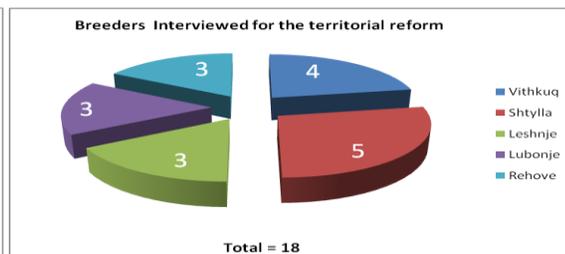


Chart 2. Breeders interviewed for the territorial reform



Source: Authors survey

Stage 2. Historical analysis and characterization of the local production systems. Using this approach, it was possible to get a global and detailed description of the pastures management system and production systems specificities in the selected villages. Difference in pasture use by

⁷ See chart 1.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

different villages was observed. Villages having the same livestock systems have different pasture use access.

Stage 3. Questionnaires⁸ regarding the current dynamics and possible perspectives after the governmental and institutional changes in the resource use. The two set of six questions dedicated to the reactions and the future pastures use by the breeders were based on the different situations observed in different villages. The breeders (see chart 2) have been chosen according to three criteria: First, the production system that uses communal pastures. Precisely the non-transhumant sheep system and the non-transhumant cow system. This choice has been made respecting a representativeness of the livestock systems. Second: villages concerned by the collective management of the communal pastures. Villages concerned by the collective management of the communal pastures (Vithkuq and Shtyllë). Third: villages not concerned by the collective management of the communal pastures. In these villages have been chosen breeders who are affected by the reform and who will have to pay what was previously free.

Stage 4. Analysis of the results and discussion. Having a global and detailed description of the nature of the pastoral management system in the selected villages the results allow discussing contemporary developments which affect the pastures as a common good and the local breeders as concerned actors.

Conclusion

The local production system depends from the pastures available in the municipality, especially during summer. Large specialized farms demand more pastures during summer which creates competition among breeders for this resource. The "massif of Rrungaja" is one of the rarest cases when a single owner has more than 1000 ha of pastures in a massif where communal pastures and private pastures intersect.

⁸ Applying the Likert method, see chart 2.

Séance 3- Le foncier comme bien commun

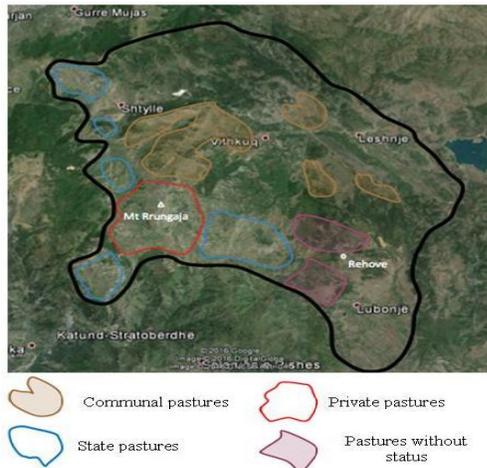


Figure 1. The study area (5 villages) and the territorial identification of the different pastures' governance types.

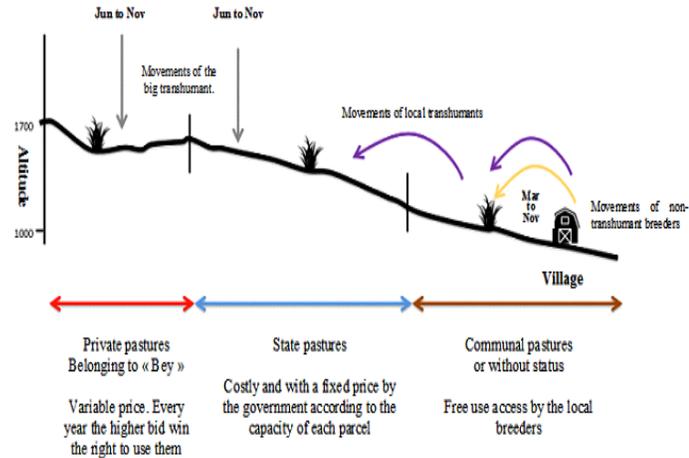


Figure 2. Movements of herds represented on a topographic section

Source: (Gontard, 2016)

Local breeders, who do not transhumance, from March to November, bring their flocks daily to pasture closer to the villages and return them to their stable at night. The big transhumants coming from southern Albania settle on the private pastures of « Bey » (shown in red) and partially on the state pastures (shown in blue), located far away from the villages (see figure 2). The local summer transhumants settled mainly on the state pastures located as close as possible to their village. Some use the highest communal pastures.

There is a collective organization at the village level where breeders organize to manage the communal pastures. These are small herd size breeders. Therefore the guarding of their small herds is regularly organized in collected herds. Only two villages (Vithkuq and Shtyllë), made use of the communal pastures (625 ha) from March to November.

In these villages two different types of collected herds using the communal pastures coexist:

(1) The non-transhumant sheep system. Being the most common system it includes families having double activity or retired breeders who keep a small herd and a plot of land. The breeders gather their herds in collected herds to take them together to the pasture. The breeders being in the non transhumant sheep system have 12 to 50 sheep. Their collected herds range from 150 to 200 sheep and corresponding on average to 15-20 families. There is a rotation for the guarding according to the number of animals per breeding: one day of guarding for 10 head of sheep.

Séance 3- Le foncier comme bien commun

(2) The non-transhumant cow system. It is the equivalent of the non-transhumant sheep system but specialized in cattle. The breeders being in the non transhumant cow system have 1 to 2 cows. They gather their herds in collected herds to take the cows together to the communal pastures every day. For the bovine herd is one day of guarding for one cow.

The two main villages (Vithkuq and Shtyllë) where the communal pastures are located are more interested in the short term to a collective way of renting pastures but only in one village a group has been created. In this village the major factor explaining the immediate creation of the group is the competition with the big transhumants coming from southern Albania demanding pastures that are located close by to their communal pastures.

Table 1. Reaction of local breeders after the reform

	In total = 18 Breeders				
	1 = Strongly disagree	2 = Disagree	3 = Neutral	4 = Agree	5 = Strongly agree
As a breeder, you are well informed about the modalities of the reform			1	5	12
You are of the opinion that this reform will have positive effects on the common management of the pastures, that is to say it allows a better management of this resource in association with your breeding colleagues		1	2	7	6
The reform has prompted you to regroup with your fellow breeders to rent pastures together		1	5	7	5
The reform has positive effects on the maintenance of mountain pastures, and on the number of animals you can grow there			9	8	1
The district of Korça is the most efficient institution to manage the common pasture on which you are used to go to your animals	5	7	6		
The reform allows a better cohesion between the breeders to share the estives		2	4	7	5

Séance 3- Le foncier comme bien commun

Table 2. Resource use plan for the future

Resource Questions	In total = 18 Breeders				
	1 = Strongly disagree	2 = Disagree	3 = Neutral	4 = Agree	5 = Strongly agree
The group is an effective way to rent pastures			5	2	11
Conflicts between locals and transhumants are lower if renting is done by a group of farmers than by a single one			5	1	12
The group helps to a better coordination between breeders and local and regional institutions		3	1	13	1
Renting pastures together cements confidence among the breeders to take care of the problems of management of the pasture of the zone		1	2	3	12
Without ensuring the use of pastures the future of livestock is threatened					18
It will be possible to organize in spite of the conflicts between my family and the neighbor (or neighbors).		1	2	10	5

Source: Authors survey

In conclusion, communal pastures are important for breeders who have small herds and do not perform transhumance. The new rules create barriers for them for the use of the communal pastures. The changes affect the farming system of the breeders that need to adapt their production strategies and pasture management plans. Nevertheless, the recent changes can be a way for breeders to organize themselves not only to collectively manage the communal pastures but also to promote their products together. The Ostrom grid for collective common goods management analysis will clarify the breeder's behaviour for the new rules of pastures access.

References

- Bombaj, F., Barjolle, D., Anthopoulou, T., & Michaud, G., 2017. Family Farming in the Albanian Mountainous Areas: Local Agro Pastoral Farming Systems and Market Integration Perspectives. *The Natural Resource Economics Review*, 15/03/2017, Special Issue, pp. 41-52.
- Cochet, H., 2011. Origine et actualité du "Système agraire": Retour sur un concept. (A. Collin, Éd.) *Revue Tiers Monde*, 3(207), pp. 97-114.
- Gontard, S., 2016. Diagnostic agraire du massif pastoral de Rrungaja. Région de Korçë-Sud-Est de l'Albanie. Mise en valeur des pâturages-principale ressources de ces territoires de montagnes-par les systèmes d'élevage. AgroParisTech, Paris (France). 79p. Mémoire Master fin d'études.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 3- Le foncier comme bien commun

Hardin, G.,1968. The tragedy of the commons.Science,162(3859), pp.1243-1248.

Ostrom, E.,2014. Collective action and the evolution of social norms. Journal of Natural Resources Policy Research, 6(4),235-252.

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

Territorial anchoring of rural development policies for land preservation

Luca **Bartoli**(1), Silvia **Chiappini**(2), Marcello **De Rosa**(1),

Elisa **Maini** (1), Raffaella **Zucaro** (2)

(1) *University of Cassino and Southern Lazio – Department of Economics and Law (Cassino, Italy).E-mail: mderosa@unicas.it*

(2) *CREA-PB - Council for Agricultural Research and Economics Research - Centre for Agricultural Policies and Bioeconomy (Rome, Italy). E-mail: silvia.chiappini@crea.gov.it (corresponding author)*

Key words: rural development policies, multifunctional agriculture, territorial agro-environmental systems

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Present structure of the rural economy can be conceived as the result of a deep and radical restructuring that has been characterizing European agricultural systems in the last years (van der Ploeg *et al.*, 2000). Recently, rural areas were strongly addressed toward the agricultural productive specialization and the competitive elements were represented by economies of scale and minimization of the costs of production. Since the 1980s, the context has changed and agriculture has not been longer considered as the only sector able to ensure economic and social well-being in rural areas. As a matter of fact, new and diversified activities are have been developing, representing a typical breakdown with respect to the previous socioeconomic structure. In other words, the restructuring of the economy has liberated resources previously employed in specialized production activities. Under these circumstances, land tenure has become an important factor of territorial development: examples of new economic activities are tourist receptions, now present in many rural areas, allowing farms to be flexible and using basic resources to diversifying farming

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

activity. Set against this background, how to address modern rurality and sustainable rural development are fundamental research questions. The term "rurality", in this context, emphasizes the importance of sustainability at all phases of development and the responsibility of local people in the problems of coordination with the territory. This new form of place-based agriculture redefines the tasks and productive spheres of rural territory, both within new relationships with urban areas and within a new idea of rural space; this space, therefore, fulfilling a series of functions: environmental, landscaping, reproduction of social and cultural identities. As a result, rural space has become multi-purpose, giving rise to tensions that are difficult to arbitrate between often very different categories of actors. In these areas, it is necessary to program the actions and the activities through a co-production between man and nature (van der Ploeg and Marsden, 2008), with concern to conservative development: economic activities have to be realized in equilibrium with the environment and to guarantee the economic, environmental and social sustainability.

In order to support transition towards the paradigm of multifunctionality, rural development policies provide farmers with a set of measures aiming at boosting land preservation, and re-territorialization of agriculture (Mollard, 2003). How to gain access to these measures and how to empower farmers in getting funded are still little explored fields of research. Actually, access to rural development policies is relatively recent research topic which is gaining grounds: recent literature underlines how access to rural development policies is the exit of an entrepreneurial behaviour based on innovativeness, growth orientation and risk-taking (De Rosa, McElwee, 2015). As far as policies for sustainable agriculture and measures aiming at supporting agricultural ecosystem are concerned, they could be set against an ongoing process of building up modern rurality, through access to funds for not productive interventions.

Framed in the second axis of the Seminar, this paper deals with the role of rural development policies in promoting rural preservation and adoption of multifunctional practices of agriculture with the purpose of boosting different types of externalities (direct, indirect and territorial). The reference to rural development policies makes it necessary to compare intraregional areas, due to the regional context of the rural development plans (Terluin and Vanema, 2003). More precisely, by analyzing the rate of adoption of specific measures of Rural Development Plan (RDP), we will try to investigate the role of farms in promoting good agricultural practices and actions aiming at rural preservation. In many cases, these actions are developed on a collective basis aimed at preserving rural areas. Therefore, the aim of the paper is to verify territorial attractiveness of policies devoted either to improve rural landscape, or to reduce impacts of agricultural activities on environment or preserve local ecosystem. These measures are provided within a systemic approach to rural development bringing about the promotion of integrated local agro-environmental systems.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

Methodology and sources used

This study examines the adoption of policies by farms connected to the capability to obtain funds from rural development plan. This capability may be labeled as the exit of a collective entrepreneurial behavior. The methodology is based on the analysis of funds provided by regional rural development plan to an Italian Region, Latium, in central Italy. Data will be gathered from the database of the region, with the aim to collect information concerning territorial distribution of fund for supporting a multifunctional management of rural territory in the municipalities of the region. The research found the number of farms and municipalities that have received the financing (disbursed in capital account for a maximum of the 90% of the investment admitted) and the volume of financing, distributed by the rural development plan measures for the period 2007-2013 (art. n. 41, Reg. (CE) n. 1698/2005). We have considered the measures according to the axis II. Specifically, the axis II aims at enhancing the role of agriculture in improving the environment and preserving rural space, through measures to promote the conservation of biodiversity (genetic diversity, species and ecosystems), water protection (promoting sustainable water use), reduction of greenhouse gases, preservation of rural landscapes and protection of the territory against hydrogeological instability. The priorities identified are to promote a multifunctional farming model of agriculture through support for landscape management, biodiversity conservation and other services that produce benefits for the community in environmental terms. The measures aimed at promoting the sustainable use of agricultural and forest lands: these concern non-productive investments, that combines interventions to support farmers and municipalities with the aim of mitigating agricultural impacts on the environment, reducing the conflict between agricultural activities and the requirements of protecting habitats and species and preserving natural space, also encouraging the maintenance or reconstruction of rural landscape elements with valleys of ecological corridors. The planned actions tend to improve rural landscape elements and to preserve high natural and landscape ecosystems; also, the rural plant tend to find a new balance between agriculture and the environment through the restoration of original biological or structural peculiarities.

Access to rural policies will be also contextualized from a geographical point of view, in order to take into account of different degrees of rurality. The hypothesis under investigation is that the more rural is the territory, higher should be the consumption of measures under investigation. The reference to rural development policies leads us to compare intra-regional areas, ruled by rural development plans' regional context; with the purpose of testing this correlation, the region will be articulated according to the level of rurality: urban areas, areas with intensive agriculture, intermediate rural areas, areas with complex problems of development. Territorial discrepancies reflect differences that should give rise to different demands in policy. An index of association as the

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

ratio between the two incidence rates, will be calculated in order to bring out the associations between variables that will be treated.

Conclusion

Main conclusions of the analysis regard possible individuation of territorialized agro-environmental system where multifunctional agricultural practices are encouraged through a virtuous circle activated by regional rural development plan; this work represents a first attempt to analyze the propensity to use rural policies. Finally, it is to be verified whether the presence of public policies contributes to the proper growth and development of a territory, through the management of financial resources and related interventions, according to sustainable development.

References

- De Rosa, M., McElwee, G., (2015). An empirical investigation of the role of rural development policies in stimulating rural entrepreneurship in the Lazio Region of Italy, *Society and business review*, 10(1), pp. 4-22.
- Mollard, A., (2003). Multifonctionnalité de l'agriculture et territoires : Des concepts aux politiques publiques, *Cahiers d'Economie et de Sociologie rurale*. INRA Editions 66, pp. 27-54.
- Ploeg, J.D. van der, (2000). Revitalizing Agriculture: Farming Economically as Starting Ground for Rural Development, *Sociologia Ruralis* 40(4), 497-511.
- Ploeg van der J.D., Marsden, T. (2008). *Unfolding webs*, van Gorcum, Assen
- Terluin, I.J. and Vanema G., (2003). *Towards regional differentiation of rural development policy in the EU*, Agricultural economics research Institute (LEI). The Hague.

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

The Spatial Politics of Land in Turkey: An example from Karacabey District

Fatma Nil Doner(1)

(1) Istanbul Medeniyet University, fatmanil.doner@medeniyet.edu.tr

Key words: Land politics, land regime, mega-projects, state and rural governance

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

For the majority of small farmers, neoliberal policies continuously diminish the level of income, and farming on its own becomes incapable of providing sufficient livelihood for rural dwellers because they cannot compete with large enterprises. The process of easing away from a strictly agrarian existence has resulted in changes in the main income sources, emerging new economic activities, and spatial reorganization. Rural inhabitants in the village try to manage their subsistence and overhaul consumption patterns, land use, and environmental changes in order to surmount the vicissitudes of rural policies.

It is clear that Turkey is incapable of rooting out unexpected problems such as changing production patterns, the concentration of land control, rising overindebtedness, and migration. The phasing out of all subsidies and rising production costs have seriously distorted rural household income. Meanwhile, through drastic structural adjustment programs' cutbacks in government-provided services and the dismantling of parastatal organizations, many producers to whom agriculture has still been the preeminent source of income are left to choose between either selling their assets or using credits in order to sustain production. In this vortex, enforced land evictions and/or voluntary sales lead to concentration of wealth and land in the hands of non-agricultural owners while the majority of small farmers become dispossessed in villages. Land sales have drawn

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

significant attention considering the accelerated rate at which indebtedness has grown and the ownership and control of land have been transferred to non-agricultural agents. In addition to expanded commodification of land and dispossession, the government issued a new law in November 2012, which has changed the status of village in rural governance. Villages lost autonomous governance rights and common goods and became dependent to municipalities. This study intends to analyze the changing land politics, property relations, and rural governance based on a field research conducted in Harmanli village, Karacabey, Bursa considering socio-technical and political arrangements in newly opening scenarios for rural land in Turkey. In other words, this study will investigate contexts and dynamics of struggles on land especially focusing on new legal and political instruments to challenge farmers and facilitate expropriation of agricultural land.

Methodology and sources used

This study combines various qualitative research methods in order to understand and interpret the ongoing transformation in land use and control in Karacabey. It also necessitates a comprehensive analysis of reconstructed political, social, and economic processes in the neoliberal era concerning the farmers, the state, and the formation of markets. The combination of fieldwork, in-depth interviews, focus groups, and the evaluation of statistical data on socio-economic indicators related to rural sites such as indebtedness and land sales embodies the research techniques of this study. In addition, the archives of the local newspaper *Meltem* provided valuable information about the real agenda on the ground. Especially, in-debt interviews conducted with headman of the village, parastatal agricultural organizations, commercial banks, lawyers, The Directory of Land Registry and Cadastre, The Directorate of Bailiff and Execution, and The Chamber of Agriculture enable us to identify the socioeconomic and political dimensions of land sales and land control considering new regulations by state related to rural governance.

Conclusion

Rural settings in Turkey have been changed by various developments in the neoliberal era such as deagrarianization, migration, dispossession, rural development projects, and infrastructure projects. These processes alter the forms of land use and control, labour use, crop patterns, and livelihood strategies in rural sites. As it is well known, overindebtedness leads to voluntary and involuntary transfer of ownership of material assets, especially the land.

Land sales do not mean productive land use. Many plots have not been put into use by the investors. If they are in use, operation strategies are benefiting some people and displacing others especially in labour use and agricultural production. Many of these transactions, of course, are made by non-agrarian participants. Powerful state-linked actors, especially companies and land brokers, are more inclined to control land sales in Karacabey. Articulation of different kinds of

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

powers to carry out land control is also used to turn small farmers into bounded, unfree, and tied labour even on their own territory. Although farmers remain in possession of land without transferring title, new relations of land use and land control suggest ruptures in processes of ownership. Contract farming is one such process that often combines with new sorts of actors, unfamiliar practices, and global linkages (Akram-Lodhi, 2007). In addition to large-land owners, new global actors and non-agricultural capital owners less known personally to producers are highly powerful acquirers of land and engage in contract farming in which farmers indirectly transfer their rights to the land to companies. This has serious implications for farmers formerly used to being the decision makers about the organization of production processes and land use, who now see their land tied up for longer times. Firms and state institutions benefit from this process of long distance land control.

Meanwhile, the ongoing projects for special economic zones, entertainment parks, tourism operations, accumulation strategies based on what Lefebvre calls "the consumption of space" (Lefebvre, 1991; 2009), and the construction of an Istanbul-Izmir highway on the most fertile and richest soil of Karacabey not only give rise to socioeconomic and environmental concerns but also result in speculation in the land market. These projects result in the dispossession of farmers, the exclusion of certain users from land use rights, and control and inclusion of powerful bodies for accumulation.

The underlying rationale of these projects is the same: to promote the efficient use of land by converting agricultural land into "valuable" and "performing" assets, which actually refers to more profit (Baka, 2013). Technocratic rationality based on productivity obscures the diversity of agricultural land by constructing new spaces available for state and private sector land projects. In his research on Special Economic Zones in India, Levien (2013) defines the role of the state as one that facilitates the transfer of agricultural land from farmers to firms in the new regime of land for the market, as "land broker". Any business opportunity that can generate more income than the land use of small agricultural enterprises is given precedence by government officials. Therefore, the main idea behind is to assemble, develop, and subdivide agricultural land to be sold for multiple industrial and tourism projects in order to attract large corporate investment.

Levien (2013) interrogates dispossession as an array of socio-political struggles of regimes which are specific arrangements of governance structures, economic logics linked to class interest, and ideological justifications that regulate duration, success, and object of expropriation. Therefore, in different sociological and historical settings patterns of dispossession can bring about different consequences. In current settings in Karacabey, the problem is not only the scale of distress land sales, but also emerging new actors, new plans on agricultural land, new crops, and new subjects. Therefore, this study unpacked distress sales, recent changes on Municipality Law and how rural

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

development and infrastructural projects of the state and rent-seeking coalitions are shaping land use and control in Karacabey.

It is clear that the results of neoliberal policies like declining production levels, changing product patterns, and rising overindebtedness in Karacabey force many farmers to abandon or begin to sell their land. As a next step, the government, representatives of agribusiness, and local elites plan development policies on rural land with the guarantee of government subsidies and project financing while small farmers have little recourse and limited assistance from local officials and organizations (Peluso&Lund, 2011). Moreover, villagers even lost their control on common lands and goods by the new Municipality Law. Faced with these problems of dispossession, exclusion, and adverse incorporation, farmers are being drawn into new property and accumulation regimes.

Whereas these developments have been driving indebted farmers in desperation, loss of major means of production and multifaceted relations in the finance and land markets turn land into a commodity in rural districts. In Karacabey, there are two pillars of transforming land control. First, the appropriation of land by commercial banks and credit cooperatives in case of default and the second, new projects and regulations on agricultural land legitimized by legal manipulations have led to land speculations, small farmers' dispossession, and rising curve of land values. Transition of ownership from farmers to land dealers remains very important but efforts to legitimize state expropriation on land by law can strengthen inequalities and ignore the rights of farmers. Besides, articulation of different kinds of powers to carry out land control through political affirmation of law and legal manipulations has not made land control less violent than English enclosures.

References

- Akram-Lodhi, A. H., 2007. 'Land, markets and neoliberal enclosure: An agrarian political economy perspective'. *Third World Quarterly*, Vol.28, No.8, pp. 1437-1456.
- Baka, J., 2013. 'The political construction of wasteland: Governmentality, land acquisition and social inequality in South India'. *Development & Change*, Vol.44, 2.
- Lefebvre, H., 1991. *The production of space*. Blackwell Publishers, Oxford.
- Lefebvre, H., 2009. *State, space, world: selected essays*. University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Levien, M., 2013. 'Regimes of dispossession: From steel towns to special economic zones'. *Development & Change*, Vol.44, 2.
- Peluso, N.L. & Lund, C., 2011. 'New frontiers of land control: Introduction'. *The Journal of Peasant Studies*, 38:4.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

Social entrepreneurship, local action and territorial branding on Lesbos Island. Towards a re-territorialisation process of small olive farming

Evangelos Pavlis (1), Theodosia Anthopoulou(2)

(1) Affiliation, e-mail Postdoctoral Researcher at Panteion University, evan.pavlis@gmail.com

(2) Associate Professor, Panteion University, antho@panteion.gr

Keywords: social cooperative entrepreneurship, heritage resources, territorial branding, small olive farming, Lesbos Island

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Mediterranean rural and island areas of natural constraints, such as the Lesbos island in the North Aegean (Greece), face serious challenges of economic, sociocultural, political and environmental nature in the era of globalized economy (low fertility and fragmented agricultural land, extensive farming production systems, aging rural population, environmental/landscape degradation, remoteness and transport costs, etc.). As a result, they cannot easily establish competitive economic activities in terms of economies of scale within a productivist perspective. Scholarly research has shown that marginal rural and island areas could address disadvantages and empower rural communities by focusing on sustainable management of their territorial resources and specificities (Campagne and Pecqueur 2014; Torres Salcido and Muchnik 2012). They are therefore urged to find new ways to (re-)activate social and cultural capital through diversification and strategic investment in quality, locality and innovation (ESPON 2010). In this context, cooperation of local

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

actors and social entrepreneurship as a strategy that integrates economic and social value creation are conceived to unlock local productive potential and foster social progress.

Despite the vagueness of the concept, social entrepreneurship falling in the third sector of the economy is commonly viewed as not-for-profit and community-led initiatives to create social and economic value through alternative funding strategies or management schemes. Mair and Marti (2006:37) propose a broad definition of social entrepreneurship as “first, a process of creating value by combining resources in new ways; second, these resource combinations are intended primarily to explore and exploit opportunities to create social value by stimulating social change or meeting social needs; and third, when viewed as a process, social entrepreneurship involves the offering of services and products but can also refer to the creation of new organizations”.

In Greece, social entrepreneurship has very newly emerged as concept and practice; just in early 2010 and amid the economic crisis the Law 4019/2011 on Social Economy and Social Entrepreneurship substantially introduced the concept of social economy. Subsequently the Law 4430/2016 on ‘Social and Solidarity Economy and the development of its agencies’ aiming at alternative forms of organization of economic activities encouraged the start-up of social businesses and the establishment of self-management and collective social entrepreneurship projects. In fact, social entrepreneurship in Greece is at an early stage but with increasing momentum. The blooming of Social Cooperative Enterprises (SCEs) in Greece in the fields of production and promotion of traditional/local agrifood and craft products either of social benefit services (cultural, educational, recreational, ecological, etc.) illustrates the need for co-operation and social interaction in the face of deadlock (economic, social, cultural, environmental etc.) brought by the crisis.

Based on field survey data, the paper deals with the case of the Social Cooperative Enterprise "Modousa" in the olive area of Gera, on Lesbos Island. It represents a bottom-up collective action created in 2014 by 9 olive oil producers, and gathering today 63 members. It is one of the largest SCEs in Greece, according to the General Social Economy Register of the Ministry of Employment, and considered a successful example of best practices of New Social Entrepreneurship in the country. Modousa means an abundantly productive olive tree that bears many ‘modia’ (traditional weight units) of olives. Olive grove represents a strong regional identity being an integral part of collective cultural heritage and history. The main products of the cooperative enterprise are extra virgin olive oil and table olives, mainly of the ‘Kolovi’ local variety. It is rich in oil productivity and organoleptic quality linked to the local bio-cultural terroir (physical environment, traditional techniques etc.). For this specific attributes, the olive oil of Lesbos has been granted a PGI label “eleoladoLesvou”. Nevertheless, producers do not reap the benefits of the specific quality as the product is marketed in bulk at the price of the conventional olive oil. In this context Modousa sets as key objectives: the sustainable management of the ‘commons’ with an emphasis on the

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

valorization of a century old olive grove of Gera as an ecosystem and a cultural landscape of special value, the promotion of social cooperation and solidarity through fairness along the agro-food chain, the creation of jobs locally, a community-led local development perspective. Modousa's vision is to develop the agri-food sector in synergy with rural tourism and ecosystem services linked to the unique olive grove of Gera's region. This could be succeeded by the establishment of an ecomuseum as both a holistic approach to and a tool for local development through valorisation of local resources and re-territorialisation of agriculture (Pavlis 2017). This endeavor is embraced under the label "Modousa", a territorial branding to link olive terroir, quality products and services, and local community (Anthopoulou 2013; Belletti et al. 2012; Tregear et al. 2007).

If the small-scale family farming tradition has been so far survived in Lesvos as a main or supplementary income, its role for family sustenance is becoming crucial in this period of economic hardship. However, agriculture in Lesvos (and in Greece in general), is threatened not only by the global market pressures, but also by serious intrinsic structural and economic problems: continuing land segregation, low producer prices as olive oil (extra virgin) is sold without benefiting from the PGI label, abandonment of mountain olive groves, aging of rural population, etc. Modousa is trying to overcome the problem of the small fragmented agricultural holding through cooperation and the enhancement of locally added value by branding and promoting territorial quality specificities. It has so far managed to: a) trade its olive oil "Modousa" (bio and extra virgin) in both Greek and some foreign niche markets through networks of friends, diaspora and solidarity economy networks (e.g. in Belgium and Germany), b) set up a greengrocery store with local/Greek and cooperative products, c) organize an informal (for the moment) farmers' market, d) organize eco-festivals promoting local production and local arts and crafts.

Methodology and sources used

The survey was based on qualitative methods using participatory observation (participation in general meetings, production processes, events and festivals, etc.), semi-structured interviews with key informants (president of the SCE, local cultural association, etc.) and the use of questionnaires to olive producers-members of Modousa, and in particular the core of its founding and active members (24 responses). Drawing on field research findings, the paper explores the dynamics of the Modousa cooperative venture at both individual level (strengthening the olive-growing farm and market negotiating power, stimulate participation and the belonging of disconnected producers, etc.) and collective level (revelation and valorization of latent resources, enhancing the spirit of cooperation and solidarity; promoting Gera's image, etc.).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

Conclusion

First field research findings showed that Modousa's members are mostly men living in Gera region, around 45 years old, married, and of high school level education. They are all small size producers (approx. 6,5 ha; 1.500 olive trees; and producing 2,3 tons of olive oil per year). As a priority project they mention the establishment of a small bottling plant for more efficient management of place-based quality label. In fact, their basic concern is to ensure a fair market for their olive oil through short/alternative distribution channels associated and/or contextualized by a social (i.e. collectivity), cultural (i.e. history, tradition and education) and economically diversified (i.e. tourism) focus. For the moment, only half of the total olive oil production of the members is disposed to the cooperative, since Modousa is not yet in a position to market larger quantities and pay on time the producers such as the big dealers are doing (lack of cash-flow, advertising and promotional costs, isolation from major markets due to insularity, lack of economies of scale, etc). However, the basic conclusion seems to be that they strongly agree that Modousa, as a cooperative function, could play a significant role in the development of the small fragmented agricultural holding through a re-territorialisation process of small olive farming of Gera region and territorial branding.

References

- Anthopoulou T. (ed.) 2013. Food origin and specificities. A territorial approach to rural development, Papazisi Publisher, Athens
- Belletti, G., Casabianca, F. and Marescotti, A., 2012. Local food quality and local resources. in: Arfini, F., Mancini, M.C. and Donati, M. (eds), Local Agri-food Systems in a Global World: Market, Social and Environmental Challenges. Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, pp. 71-95.
- Campagne, P., Pecqueur, B., 2014. Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation. Paris: Ed. Charles Léopold Mayer.
- ESPON, 2010. Islands' Atlas, The Development of the Islands - European Islands and Cohesion Policy (EUROISLANDS), ESPON 2013, Program ESPON & University of the Aegean
- Mair, J. and Marti, I., 2006. Social entrepreneurship research: A source of explanation, prediction, and delight. [Journal of World Business](#) 41(1), pp. 36-44
- Pavlis, E., 2017. North Aegean island landscapes as ecomuseums: the case of Lesbos Island. *Island Studies Journal* 12(1), pp. 135-150
- Torres Salcido, G. and Muchnik, J., 2012. Globalisation/fragmentation process: governance and public policies for localized agri-food systems. In *Local agri-food systems in a global world. Market, social and environmental challenges*, edited by Arfini, F.; Mancini, M.C. and Donati, M. Cambridge Scholars Publishing, Newcastle upon Tyne, UK, pp. 97-116.
- Tregear, A., Arfini, F., Belletti, G. and Marescotti, A. (2007). Regional foods and rural development: The role of product qualification. *Journal of Rural Studies* 23, pp. 12-22.

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

Développement territorial durable par l'oléiculture périurbaine, cas de Koura

Elissar El Sayed Ahmad (1), Laurent Rieutort(2), Salem Darwich(3)

- (1) Doctorante en géographie humaine et sociale, Université Blaise Pascal, alissar.elsayed@gmail.com
- (2) Directeur de l'Institut d'Auvergne du Développement des Territoires, laurent.rieutort@univ-bpclermont.fr
- (3) Chef du département d'Economie Agricole, Faculté d'Agronomie, Université Libanaise, salemdarwich@yahoo.fr

Mots clés: péri-urbain, foncier, Koura-Liban, territoire, identité.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Le Caza de Koura fait partie du Mohafazat Liban-Nord. Il compte 43 communes couvrant 17328 hectares. Il constitue un point de confluence routier entre le littoral libanais et l'arrière-pays. Sur le plan agricole, 34% de la superficie départementale est dédiée à l'oléiculture dont 12% forment la plaine de Koura classée parmi les grands paysages du Liban (DAR-IAURIF, 2004).

Le Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire prévoit un besoin d'expansion de Tripoli (deuxième ville du Liban) de 1 800 hectares à l'horizon de 2030. La localisation de Koura dans l'environnement immédiat de Tripoli favorisa le choix du chef-lieu de Koura comme l'une des villes relais de la région (DAR-IAURIF, 2004). Ainsi le mouvement de périurbanisation de Koura se légitime.

En partant du postulat que les grandes exploitations sont régies par des logiques sectorielles et les petites par des logiques territoriales et sachant que 77% des exploitations oléicoles de Koura forment un système de petites exploitations familiales qui contribue à l'identité du territoire, il

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

s'avère important de préserver l'oléiculture de Koura de la spéculation foncière afin de préserver son identité. Seule une politique publique portant sur une régulation foncière active est à mesure de favoriser le développement territorial émanant de cette ressource ; l'olivier.

Méthodologie et sources utilisées

Nous avons identifié 17 communes pour délimiter la zone périurbaine selon un double critère :

- i. L'existence d'espaces oléicoles entretenus qui signent le maintien de l'activité oléicole.
- ii. Les espaces soumis à une pression foncière.

Les communes étudiées occupent 9 701 hectares et concentrent 66% de la population (2010) du département.

L'échantillon est construit selon le principe d'une construction territoriale fondé sur une ressource spécifique permettant de dégager une rente. Nous avons inclus dans notre échantillon de 229 exploitations uniquement les exploitations à seuil économiquement viable, soit un seuil équivalent au SMIC⁹.

Des propriétés foncières ou des exploitations oléicoles ?

Nous avons identifié des systèmes de production répondant à une logique soit patrimoniale soit compétitive :

- *Les systèmes à logique patrimoniale* : à cette catégorie appartiennent les petites exploitations (32%) comprises entre 1 et 1,36 hectare¹⁰ (Darwich, Kanj, Sayed Ahmad, 2016). Les propriétaires exercent une profession non agricole à temps plein apportant pour leur majorité (78%) un revenu annuel trois fois supérieur à 5400\$. Leur forte indépendance vis-à-vis de l'agriculture leur permet de maintenir l'exploitation oléicole dans un objectif d'autoconsommation (39%), et cela même si dans 99% des cas, le rendement oléicole net s'avère inférieur à 5400\$.
- *Les systèmes à logique sectorielle* : ils se caractérisent par une production dont l'objectif principal est l'accès aux marchés (57%). Les volumes de production les conduisent à diversifier les circuits de commercialisation entre grossistes (17%) et vente directe (42%). La prédominance de la vente directe traduit des relations de voisinage importantes avec la clientèle. La présence de mécanisation (75%) est signe d'investissement dans le temps sur l'exploitation. L'accroissement de la surface de

⁹ Le SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) est 450\$/mois.

Le conteneur d'huile d'olive de 16.5 litres est de 90\$. 0.1 hectare produit en moyenne 6 conteneurs d'huile d'olive alors son rendement annuel brut atteint 540\$. Il faut donc 1 hectare pour obtenir un rendement annuel de 5400\$.

¹⁰Taille moyenne de l'exploitation agricole au Liban.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

l'exploitation de 4 à 5 hectares s'accompagne d'un saut vers le circuit de grossiste (de 67%) et de la mécanisation (de 22%); à partir de 5 hectares l'on observe que la logique d'augmentation de la productivité s'accroît.

Ils ont en commun la combinaison de la distribution de l'exploitation par héritage (59%) et la gestion directe par l'exploitant (71%) ayant un savoir-faire relevant de la reproduction de l'expérience parentale (79%).

Un aménagement tardif et incertain.

Suite à 35 ans d'absence, la relance des municipalités grâce à l'organisation d'élections municipales en 1998 (Allès, 2015) marque le début d'une planification dans l'usage du sol. La problématique de préservation des espaces agricoles se pose dans le contexte d'un marché foncier libre. Le prix des terres dédiées à des usages non agricoles situées à proximité d'un axe routier a progressé de 12 fois en moyenne entre 1990-2015. Alors que le prix du foncier agricole n'a augmenté que de 4 fois en moyenne pour la même période.

Le foncier est convoité par les Tripolitains (sans être les seuls) pour la délocalisation de leurs habitats ou de leurs commerces suite aux événements de Tripoli en 2007/2008. Les plus défavorisés se sont installés essentiellement dans les communes à prépondérance musulmane sunnite afin de faciliter leur intégration sociale. Les plus fortunés se sont lancés dans l'immobilier visant une clientèle tripolitaine.

Quant aux modalités de contrôle public de la gestion foncière agricole, seul le décret 8131/2002 de la Direction Générale de l'Urbanisme garantit l'inconstructibilité de la plaine oléicole de Koura. Alors que le statut du reste des espaces oléicoles dépend du zonage appliqué. Cependant, certains termes utilisés comme zone d'« habitation et agriculture » demeurent flous parce qu'ils favorisent un usage ambivalent du sol.

Même si la dynamique urbaine est manifeste, la surface oléicole n'a pas changé de façon alarmante¹¹. Il ressort ainsi un besoin d'installation de dispositifs de régulation foncière et de d'intégration des autorités locales dans l'aménagement de l'espace.

A la recherche d'une identité territoriale.

L'explication des différentes territorialités sous-jacentes des situations d'interaction entre les groupes d'acteurs « ne peut qu'être elle-même locale, c'est-à-dire fondée sur la connaissance empirique des conduites réelles des acteurs » (Friedberg, 1993).

¹¹84% des exploitants déclarent la surface de l'exploitation inchangée pour la dernière décennie.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

Nous avons repéré au sein de la sphère sociale une forte rationalité communautaire dans la gestion de l'accès au foncier, c'est-à-dire les transactions foncières prennent en compte l'origine et la religion de l'acquéreur pour maintenir une homogénéité et une proximité sociale.

Il existe aussi une configuration identitaire que les divers acteurs adoptent quel que soit leur degré d'implication dans l'agriculture afin d'alimenter leur « reproduction sociale » (Barthélémy et Nieddu, 2007). Cet attachement s'illustre dans les arrangements verbaux pour veiller au remplacement des oliviers arrachés des parcelles rendus constructibles.

Quant au renforcement du positionnement de l'oléiculture au niveau territorial, le Conseil de Développement de Koura¹² organisa les festivals de l'olivier sur la période 1994-1998 qui furent une forme innovatrice de « relance culturelle » (Fournier, Crozat et Bernié-Boissard, 2012) autour de l'olivier.

Conclusions

La dominance des systèmes à logique sectorielle met en avant la fonction productive de l'oléiculture dont la rentabilité constitue une différenciation à la spéculation foncière. Les systèmes patrimoniaux permettent un ancrage au territoire par la reprise d'« une trajectoire familiale » (Gottman, 1990). L'ensemble des représentations sociales autour de l'oléiculture et son historicité confirment son caractère patrimonial. En tant que ressource, elle permet de dégager une valeur ajoutée tout en combinant un ensemble d'enjeux la rendant « non transférable » (Colletis et Pecqueur, 2005). Patrimoine et ressources constituent les piliers d'un développement durable du territoire périurbain à condition que les autorités locales garantissent une stabilité foncière et veillent à renforcer l'institutionnalisation des stratégies des acteurs impliqués dans la construction territoriale.

Références bibliographiques

- Allès, C., 2015. Le développement du secteur de l'assainissement au Liban : une opportunité pour les municipalités, in Beannaflak. (dir.), Acteurs et pouvoirs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient (pp. 219-238). Paris, KARTHALA.
- Barthélémy D. and Nieddu N., 2007. Non-Trade Concerns in Agricultural and Environmental Economics: How J.R. Commons and Karl Polanyi Can Help Us. *Journal of economic issues* XLI /n°2, 519-527
- DAR-IAURIF (2004). Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire Libanais [en ligne]. Rapport Final. [s.l.] : DAR-IAURIF, 233 p. Disponible sur : https://www.esrifrance.fr/iso_album/p12_iaurif.pdf [consulté le 05/12/2016].

¹²G. Geha, communication personnelle, 22 avril 2015.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 4a - La reterritorialisation de l'agriculture

- Darwich S., kanj F., Sayed Ahmad A., 2016. Etude sur l'agriculture familiale au Proche-Orient et Afrique du Nord : Liban. Beirut, FAO-CIHEAM-IAMM-CIRAD.
- Fournier L., Crozat D., Bernié-Boissard C., Chastagnier C., (dir.) 2012. Patrimoine et valorisation des territoires : textes du colloque Patrimoine culturel et désirs de territoire. Paris, L'Harmattan.
- Friedberg, E., 1993. Le pouvoir et la règle. Paris, Editions du Seuil.
- Gottman, A., 1990. Le présent de l'héritage, inJeudy H., Patrimoines en folie : actes de conférence du séminaire « Patrimoines » de la mission du patrimoine ethnologique. Paris, Maison des sciences de l'homme, pp. 109-125.
- Pecqueur B. et Colletis G., 2005. Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie et Institutions*, 1^{er} et 2nd semestres, 51-74. doi : 10.4000/ei.900
- Pecqueur B. et Campagne P., 2014. Le développement territorial. Paris, Charles Léopold Mayer.

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Avatars et renouveau agricole d'une ancienne huerta aux portes de Constantine

Salah Bouchemal (1), Imed Ghezal(2), Abdelkader Khiari(3)

(1) Professeur, Laboratoire RNAMS, Université Larbi Ben M'hidi, hhkhiari@yahoo.fr

(2) Maître-assistant, Université Larbi Ben M'hidi, s_bouchemal@yahoo.fr

(3) Professeur, Laboratoire RNAMS, Université Larbi Ben M'hidi, imax4d@yahoo.fr

Mots clés: foncier agricole, usages du sol, renouveau agricole, développement territorial, Hamma Bouziane.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

En Algérie, les espaces ruraux aux portes des grandes villes subissent une véritable déstructuration à cause des impacts du fait urbain et des interventions sur la structure agraire. Les effets sont pervers, ils mettent en péril le secteur agricole. On en prend conscience mais on réagit par petites touches. Aussi l'intérêt d'une analyse de la question s'avère-t-elle cruciale dans la mesure où les débats sur les problématiques relatives à la sécurité et à la souveraineté alimentaires se sont imposés depuis longtemps (Semmoud et Laadhém, 2015). Dans notre propos, il s'agira d'en parler à partir d'une étude consacrée à l'agriculture aux portes de Constantine, la commune de Hamma Bouziane étant le terrain d'étude, un espace qui tranche par sa singularité et qui, par le passé, suffisait à lui-seul à alimenter plusieurs secteurs de l'Est algérien. Il est largement en crise et le choix pour son étude doit en mesurer la pertinence.

La commune de Hamma Bouziane ou le Hamma est une ancienne huerta, elle constituait autrefois le jardin maraîcher de Constantine et son verger, une fonction altérée depuis qu'on a décidé de reporter l'urbanisation de la métropole sur sa zone limitrophe. Huerta continentale, elle bénéficie de

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

nombreux avantages, du point de vue physiographique et du point de vue économique, étant donné sa proximité de Constantine, qui constitue un centre de consommation très important. D'exceptionnelles ressources en eau artésiennes ont toujours favorisé une agriculture riche, un facteur qui apparaît comme un privilège, même par rapport aux plaines littorales.

La richesse agricole du Hamma, qui a très tôt attiré les convoitises citadines, est à l'origine de l'appropriation des terres par la bourgeoisie constantinoise (El-Hadeuf, 1982). Cet accaparement s'est d'abord affermi durant la période de la Régence turque et s'est renforcé, par la suite, pendant l'épisode colonial français lorsque la propriété coloniale citadine s'est ajoutée à la propriété des Algériens de Constantine. Il s'est soldé par une emprise sur plus de la moitié de la superficie agricole, le reste des terres revenant à une pléthore de minifundiaires habitant le Hamma. Son recul n'a pu avoir lieu qu'après la mise en place, au moment de l'Indépendance, de l'autogestion agricole, qui parut comme la seule forme d'exploitation possible des fermes coloniales vacantes, et lorsqu'on promulgua, en 1971, les textes portant Révolution agraire, une opération qui a permis la création d'un secteur coopératif, la limitation de la grande propriété, la nationalisation des terres détenues par les absentéistes et une redistribution des terres...

Plus tard, d'autres mesures ont été prises, notamment en engageant deux réformes majeures. La première, appelée "Restructuration du secteur public", a consisté à regrouper l'ensemble des terres des coopératives de la Révolution agraire et celles de l'autogestion pour la constitution d'exploitations "économiquement viables et humainement gérables". Mais les résultats escomptés n'ont pas été probants, cette Restructuration s'étant tout simplement réduite à un nouveau maillage agro-territorial et a reconduit le dualisme agraire produit à l'Indépendance. Instituée en 1987, la deuxième réforme, dénommée "Réorganisation de l'agriculture", est très significative par sa portée, car elle est en rupture avec les politiques agraires socialisantes. Elle confirme l'échec des technostructures et prélude à la privatisation des terres publiques (Bouchemal, 1997). Car, elle est très vite suivie d'une loi d'orientation foncière, par laquelle l'ordonnance proclamant la Révolution agraire est abrogée. Elle réhabilite la propriété nationalisée mais n'envisage nullement une compensation numéraire pour les attributaires évincés sauf leur transfert probable sur les terres vacantes. Elle libère, en outre, les transactions sur les terres agricoles, qui consolident ainsi l'emprise foncière des villes sur les campagnes, une emprise déjà bien prononcée dans le Hamma. Dès les années 1970, en effet, les pouvoirs publics ont affecté des terres agricoles à l'urbanisation pour désengorger la ville de Constantine qui ne pouvait plus s'étendre à cause d'un site naturel contraignant.

La loi sur la Réorganisation de l'agriculture a donné aux producteurs un droit de jouissance perpétuelle sur l'ensemble des terres publiques, qu'on découpa en EAC (Exploitations Agricoles Collectives) et en EAI (Exploitations Agricoles Individuelles), avec un mode de gestion où le désengagement de l'État est presque total. Ce choix libéral dans le fonctionnement de ces

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

exploitations n'est pas parvenu non plus à améliorer les revenus, toujours en régression, de producteurs non préparés à pratiquer l'économie de marché. Très vite, des conflits surgirent et aboutirent à un éclatement des EAC pour un partage individuel des parcelles, car et il reste vrai que la loi n'a pas prévu l'obligation de l'exploitation commune, ni le principe de la reconnaissance de quotes-parts individuelles, d'autant plus qu'une loi est venue convertir le droit de jouissance perpétuelle en droit de concession de 40 ans.

Dans le Hamma, cet éclatement a concerné l'ensemble des EAC et on ne cite aucun exemple d'une exploitation qui s'est remembrée après avoir été morcelée. Dans plusieurs cas, des bénéficiaires de concessions de terres mitoyennes au périmètre urbain ont déclaré qu'ils s'impatientent de voir la promulgation de textes autorisant le prélèvement de leurs parcelles par les plans d'urbanisme. Elles seront alors loties et vendues au prix d'un terrain urbanisable et permettront un enrichissement rapide. Cette vision portée sur les terres agricoles comme étant une réserve foncière pour l'urbanisation est également celle de plusieurs exploitants dont les terres sont situées aux abords du périmètre urbain et relevant d'autres statuts juridiques. Leur stratégie est de laisser leurs terres en friche, parce que pouvant être facilement urbanisables par rapport à celles qui sont mises en valeur par l'agriculture. Certains d'entre eux s'emploient à d'autres pratiques, notamment en procédant à un détournement de l'usage du sol par des constructions illicites au sein des parcelles de culture ou par la prolifération d'activités non agricoles.

Les pratiques qui contribuent aux modifications de l'utilisation du sol sont multiples et prennent différentes modalités. Elles ont des conséquences sur l'organisation du paysage agraire et entravent le développement d'une agriculture en recul depuis longtemps, à cause des prélèvements urbains sur les terres cultivables, pour résoudre la crise du logement et pour l'installation d'infrastructures et d'équipements nécessaires à une population de plus en plus nombreuse, soit près de 100.000 habitants pour l'ensemble du Hamma. Cette population, qui dépassait à peine 14.000 personnes en 1966, a commencé à être grossie dès 1970, lorsqu'on créa, au cœur de la plaine, une cimenterie et une minoterie, pourvoyeuses toutes les deux de beaucoup d'emplois. Un habitat s'est alors constitué autour de ces deux unités de production et a développé, plus tard, une urbanisation qui, en s'étalant en tache d'huile, a transgressé le bon fonctionnement de la vie agraire.

Or, malgré la pression sur l'usage du sol, l'agriculture du Hamma, bien que fragilisée, reste un secteur économique important, puisqu'elle continue à faire vivre plusieurs centaines de familles. Des compétitions pour l'usage du sol ont été enclenchées et sont à l'origine d'une territorialité où les enjeux et leurs conséquences sont multiples : spéculations sur le foncier agricole, conflits autour de l'eau, atteinte à l'environnement, déprise de l'activité agricole mais aussi renouveau agricole lorsque les conditions sont favorables, les projets novateurs et les accompagnements cohérents. On sera là dans une dynamique qui répondra forcément aux objectifs de la politique de renouveau agricole et rural que les pouvoirs publics ont lancée en vue "du renforcement durable de la sécurité

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

alimentaire" du pays. En témoignent, dans le Hamma, les performances dont ont fait preuve quelques producteurs porteurs d'innovations et pleins de savoir-faire.

Notre intervention expliquera plus longuement les avatars de cette ancienne huerta et les effets induits, les stratégies des acteurs face à la vulnérabilité du foncier et les facteurs ayant stimulé un renouveau agricole portant l'espoir d'un développement territorial durable.

Méthodologie et sources utilisées

L'étude s'appuie sur une recherche où des entretiens non directifs ont primé, ainsi que sur des documents et des statistiques recueillis auprès des institutions locales. Ces entretiens ont été menés avec des exploitants selon l'origine foncière de la terre pour bien cerner la diversité des types d'exploitations, leur évolution à travers les différentes mutations foncières, les rapports avec leur environnement et la stratégie adoptée à chaque situation. Un aperçu sur les mutations agraires est indéniable pour expliquer la situation actuelle.

Conclusions

L'étude n'est qu'un exemple pour illustrer des problèmes qui se posent pour l'agriculture aux portes des grandes villes algériennes, comme celui qui a trait à la précarisation foncière pour lequel des stratégies sont mises en œuvre par une paysannerie fort malmenée. Les stratégies des acteurs du Hamma sont également observées dans d'autres espaces périurbains et témoignent de la pertinence du choix du terrain d'étude (Semmoud et Laadhem, 2015).

Les exemples de récits de vie ont montré que les stratégies sont multiples, elles désenchantent parfois, mais quelquefois, elles donnent lieu à toutes les espérances et insufflent un dynamisme qui jette les bases d'un développement promouvant un secteur agricole viable. Mais cette promotion risque d'être hypothéquée si un soutien effectif des pouvoirs publics n'est pas mis en œuvre.

Références bibliographiques

- Bouchemal S., 1997. Mutations agraires en Algérie. L'Harmattan, Paris, 272 pages.
- Boudjenioua, A. Fleury, A., Tacherift, A., 2006. Le statut agricole périurbain à Sétif (Algérie) : réserve foncière ou projet urbain ? In Cahiers Agricultures. Vol. 15, n° 2, pp. 221-226.
- El-Hadeuf, Lamine.,1982. Hamma Bouziane : mutations d'une commune rurale péri-urbaine. In Revue du CIEM, Université de Poitiers, pp.193-227.
- Maachou, H.M., Otmane, T., 2016. L'agriculture périurbaine à Oran (Algérie) : diversification et stratégies d'adaptation. In Cahiers Agricultures, en ligne : <https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2016/02/cagri160020.pdf>

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Semmoud, B., Laadhem, A., 2015. L'agriculture périurbaine face aux vulnérabilités foncières en Algérie.
In Territoires en mouvement: revue de géographie et d'aménagement, en ligne :
<https://tem.revues.org/2845>

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Mise en œuvre des politiques d'environnement dans les fonds de vallée : les transactions foncières comme processus de gouvernance territoriale

Mathieu Bonnefond (1), Marie Fournier (2)

- (1) *Maître de conférences, LTER Zone Atelier Loire-CNRS, EA 4630 Laboratoire Géomatique et Foncier-GeF, Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes, Conservatoire national des arts et métiers, France, mathieu.bonnefond@lecnam.net*
- (2) *Maître de conférences, EA 4630 Laboratoire Géomatique et Foncier-GeF, Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes, Conservatoire national des arts et métiers, France, marie.fournier@lecnam.net*

Mots clés: Transactions, gouvernance, politiques publiques d'environnement, régulation, foncier

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

La proposition de communication s'inscrit dans l'axe 1 « Les nouvelles formes d'appropriation du foncier » de l'appel à communications Foncimed 2017.

En France, les espaces de fonds de vallée sont de plus en plus fortement et concrètement impactés par les politiques d'environnement, que ce soit en milieu rural ou péri-urbain. Les politiques de l'eau, de la biodiversité et de gestion du risque d'inondation entre autres, mais aussi de développement rural, sont à l'origine de types d'opérations ayant des conséquences directes sur les systèmes fonciers locaux. Ces politiques d'environnement s'appliquent par ailleurs à des territoires où l'activité agricole, majoritairement l'élevage, est de plus en plus souvent fragilisée ou en cours de mutation. Se pose alors la question de la gouvernance de ces fonds de vallée marqués par une complexité croissante des acteurs locaux et une implication de plus en plus forte des différents

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

usagers dans les processus de décision. La gouvernance de ces territoires se trouve également enchâssée dans une multitude de niveaux de gouvernance (européen, national, régional, local, etc.) (Torre, 2011). Ainsi, les fonds de vallée sont concernés par un nombre grandissant d'acteurs publics et parapublics, porteurs de diverses politiques, et notamment de politiques environnementales, entraînant une complexification du panorama de l'action publique. Par ailleurs, différents types d'acteurs privés investissent également de plus en plus les sphères de décision de l'action publique. Il résulte de cette diversité d'acteurs, des exigences de coordination et la multiplication des structures de gouvernance des territoires (Torre, 2011).

Dans ce cadre, notre communication portera plus précisément sur les instruments d'action foncière (acquisition, convention, expropriation, etc.) mobilisés localement par les porteurs de l'action publique environnementale pour mettre en œuvre leurs actions. Les opérations foncières qui sont engagées dans le cadre de la mise en œuvre de ces politiques entraînent une reconfiguration des usages localement et recouvrent une dimension stratégique qui dépasse la seule question du droit sur le foncier (Bonfond 2009, Bonfond & Fournier 2013). Nous montrerons en quoi, derrière la mobilisation de ces outils d'action foncière, se dessinent des enjeux et des modes de gouvernance territoriale. L'analyse proposée dans cette communication met l'accent sur le concept de « transaction » et porte plus particulièrement sur les « transactions foncières », entendues comme une activité normative faite d'interactions multiples entre des acteurs publics et privés qui considèrent davantage le droit comme une ressource stratégique que comme une donnée tangible (Commaille & Duran, 2009). Ces transactions foncières relèvent de processus de régulation (Reynaud, 1993) des usages inscrits dans l'espace et le temps (trajectoire) qui mobilisent et combinent à la fois des règles de droit civil et droit public (Knoepfel & al., 2001 ; Nahrath, 2003 ; Needham, 2005 ; Bonfond, 2009) dans un cadre négocié, condition d'une gouvernance territoriale durable. L'approche en termes de « transaction » (Remy & al., 1991 ; Remy, 2005) permet d'appréhender les transactions foncières dans leurs différentes dimensions. Derrière la question de la maîtrise et de l'accès au foncier – qui pose des questions juridiques (droit des biens) ou financières (marché foncier) – les transactions foncières sont en effet des situations d'interaction particulières. Les jeux de négociation qui ont lieu dans le cadre de ces transactions foncières n'ont pas uniquement pour consistance un échange autour des droits de propriété, mais expriment également des jeux de pouvoirs et de contre-pouvoirs autour d'un ou plusieurs problèmes à résoudre (voire des jeux de valeurs).

Méthodologie et sources utilisées

Pour appuyer notre propos, nous mobiliserons les premiers résultats obtenus dans le cadre de deux projets de recherche portant sur les questions foncières dans les fonds de vallée :

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

- Le volet « impacts des travaux de restauration sur les usages et le foncier » du projet R-Temus « Restauration du lit et Trajectoires Ecologiques, Morphologiques et d'USages en Basse Loire » (financement Agence de l'Eau Loire Bretagne/FEDER). Ce projet s'intéresse aux effets des différentes opérations de restauration du lit mineur et des annexes hydrauliques de la Loire entre Angers et Nantessur le foncier et les usages du fleuve.

- Le projet FARMaine « Foncier, Aménagement et Régulations dans le bassin de la Maine » (projet financé dans le cadre du PSDR4). Ce projet s'intéresse aux effets des politiques publiques d'environnement sur les pratiques et le foncier agricoles. La communication s'appuiera sur l'étude de cas réalisée sur les Basses Vallées Angevines et particulièrement l'Île Saint Aubin en amont d'Angers.

Ces projets partent de l'hypothèse que la mise en œuvre de politiques d'environnement transforme les usages et les systèmes fonciers localement, favorise l'émergence d'une dynamique de revalorisation du foncier, ainsi que l'émergence de nouveaux modes de régulation de l'usage de l'espace. Des enquêtes auprès des acteurs de l'action publique et des usagers, groupes cibles ou bénéficiaire, ont été conduites afin de mettre en évidence ces processus.

Conclusion

A travers ces transactions, se dessine un espace de décision local et une production de règles négociées à l'échelle des territoires concernés formant un ordre juridique localisé (Melot, 2017 ; Bourdin, Lefeuvre, Melé, 2006). Les transactions foncières apparaissent ainsi comme un véritable mode de régulation, notamment dans une logique d'intégration de l'action publique environnementale dans les territoires, qui dépasse la simple production de règles secondaires (Lascoumes et Le Galès, 2007) de mise en œuvre. Un jeu complexe émerge entre les logiques institutionnelles et les stratégies d'acteurs produisant des modes de gouvernance mobilisant les acteurs publics et privés dans un processus de négociation / renégociation permanent. Les transactions foncières produisent également des relations de proximité, dont l'objectif dépasse les enjeux sectoriels auxquels elles sont liées pour s'insérer dans les processus de gouvernance des territoires (Torre, 2011 ; Leloup et al., 2005 ; Pasquier et al., 2007).

Références bibliographiques

- Bonnefond M., 2009, Les modes de régulation des usages des espaces naturels en France et au Mexique. Analyse des cas de la Brenne et du bassin du Tepalcatepec. Université François Rabelais [Thèse de doctorat], Tours.
- Bonnefond M. & Fournier M., 2013, Maîtrise foncière dans les espaces ruraux. Un défi pour les projets de renaturation des cours d'eau. *Revue d'Economie rurale*, numéro 334, 2013/2, pp. 55-68.
- Commaille J. & Duran P., 2009, Pour une sociologie du droit. *L'Année sociologique*, Vol. 59, PUF

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

- Bourdin A., Lefeuvre M.-P. & Melé P. (2006). L'élaboration des règles du jeu urbain, in : Bourdin A., Lefeuvre M.-P. & Melé P. (dir.), *Les règles du jeu urbain, entre droit et confiance*. Descartes et cie, Paris, p. 21-51
- Lascoumes P. & Le Gales P., 2007, *Sociologie de l'action publique*. Armand Colin, Paris.
- Leloup F., Moyart L. & Pecqueur B., 2005, *La gouvernance territoriale comme nouveau mode de territoriale*. Géographie Économie Société, 2005/4 - Vol. 7.
- Knoepfel P., Kissling-Naef I. & Varone F. (eds.), 2001, *Institutionelle Regime für natürliche Ressourcen: Boden, Wasser und Wald / Régimes institutionnels de ressources naturelles : analyse comparée du sol, de l'eau et de la forêt*. Helbing & Lichtenhahn coordination, Bâle & Francfort.
- Melot, R., 2017, *Droits de propriété et planification foncière. Une perspective de sociologie juridique*, Université François Rabelais : Thèse d'HDR, Tours.
- Nahrath S., 2003, *La mise en place du régime institutionnel de l'aménagement du territoire en Suisse entre 1960 et 1990*. IDHEAP- Université de Lausanne : Thèse de doctorat, Lausanne.
- Needham B., 2006, *Planning, Law and Economics The rules we make for using land*. Routledge/ The RTPPI Library Series, London.
- Pasquier R., Simoulin V. & Weisbein J., 2007, *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Droit et Société vol 44, L.G.D.J. Ed. Paris
- Remy J., 2005, *Négociations et transaction sociale*. *Négociations*, n° 3, pp. 85-95.
- Remy, J. ; Voyé, L. & Servais, E., 1991, (1^{re} éd. 1978), *Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne*. De Boeck, Bruxelles.
- Torre A., 2011, *Les processus de gouvernance territoriale. L'apport des proximités*. *POUR*, Juin, N° 209-210.

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Farming under social policies: the case study of east Thessalian plateau

Chrysafo-Anna Chatzipetrou (1)

(1) *University of Thessaly, School of Agricultural Sciences, Department of Agriculture Crop Production and Rural Development, Laboratory of Biometry, cchatzipetrou@agr.uth.gr*

Key words: young farmers, land tenure, AHP, Greece

Main subject - Contextualization of the problem

In modern societies there are two opposing forces, the first concerns the salvage and the preservation of common goods, as natural resources, traditions, collective projects, etc. and the second, aiming at the economic development, attempts to exploit these common goods posing them ahead the privatization. The common goods are collective and not exclusive ownership, and the contract of public or private ownership is used to justify and facilitate their allocation. Ownership defined as a social agreement that a particular person has certain rights of use on something. According to Aristotle, individual ownership is a human tendency that contradicts the social systems that respect common goods (Kioupkiolis A., 2017).

Nowadays, land tenure is a growing issue in many parts of Europe. It has become one of the major obstacles to the entry of a new generation of farmers, especially for newcomers to farming, who do not enter farming on a family farm, and to the development of agroecology and sustainable forms of farming (Rodrigo,J. et al., 2017:5). As the decision to acquire a parcel depends on variables that are difficult to identify, how could we insure the involvement of young farmers? The answer is that a land tenure policy offering more warranties is needed. There are national differences but some trends prevail throughout Europe. One of them is the distribution plan of eligible public land for cultivation, which is also carried out by law. In many countries, authorities – directly or with the

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

support of a land bank – can reclaim unused public land and/or can help regroup parcels to make viable farming units in order to facilitate farm succession and entry into farming (Rodrigo, J. et al., 2017:7). Also, the authorities have an interest to maintain active farming and fight depopulation and land abandonment, as a way to maintain the openness of landscapes and the attractiveness of their local territory.

The Greek State, through the Ministry of Rural Development and Food (MRDF) in line with policy guidelines to address and exploit the challenges arising from the internal and external environment for the period 2014-2020, interprets the program “transfer public land to young people” to become the next generation of European farmers (European Union, 2017). This mechanism offers training, advisory services, market securing and is used in combination with financial incentives for establishment, machinery and seeds. The evaluation of these services is of critical importance for the government, concerning the adopted policy and the farmers themselves.

Methodology and sources used

This paper based on a dynamic spatial model looks into the revival of local production through the modernization of local rights, allowing to anticipate the land tenure dynamics and their impact on area development.

As study area designated 950 ha public land of the east Thessalian plateau in Greece that is going to be distributed for exploitation to about 300 interested young farmers, residents of the region, in order to strengthen the economic autonomy of local communities. This land divided into parcels delineated with a maximum area of 10ha. All parcels are screen without any tree or cropping, characterized by a set of attributes related to environmental and socio - economic variables. The tenure of a parcel is continued upon condition that is sustainable managed. The same young farmer is not entitled to a second parcel before a period of five to ten years. As part of the effort to promote local products, to improve farmers' agricultural income and to develop the production and marketing system, priority is given to the cultivation of agricultural products included in the "basket of products" of the region, like almonds, apples, chestnuts, grapes, stone fruits, pulses, cereals, cotton, aromatic and fodder plants.

The methodological approach is based on a multi-criteria evaluation procedure (AHP) and on a land use / land cover change model to support land tenure planning according to the program mentioned above. The model simulates the expected rate of land tenure, land use change for the following years 2018, 2024 and 2034, for three scenarios, which are compared for their effects on the land cover change. The first scenario predicts the results of the current land dynamics if no one young farmer is involved in the program, because of the bureaucracy and the state mechanism which operates slowly. The second scenario encourages each young farmer to be involved cropping different plant, creating added value. The third scenario allows young farmers to be involved under

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

the term of similar or complementary crop production based on the 12-month requirements of the markets, aiming at the common benefit of cost reduction and the improving competitiveness. The AHP is performed with intermediate variables of equal weighting: social attractiveness, position in the area and access convenience. In the second and third scenarios the forecast proportion of acquired parcels and their development are estimated using the spatial Markov chain process, a simulation technique, shown by a transition probability matrix who clarifies that significant land cover changes take place overtime. Each one of the changes, like extension or abandonment, is based on a probability depending of the prevailing situation at a standard moment. Geographic space is represented as a grid of regular cells and parcels defined as acquired parcels and not acquired parcels (El Wahidi F., 2015). The tenure process allowed to change over time as a function of parcels scarcity. Uncertainty affects tenure dynamics. Constraints imposed by authorities are taken into account. Results showed that the parcels being acquired are not abandonment over time. A gradual increase in the amount of newly acquired plots depicts the growing interests by young farmers especially in the third scenario. As the demand grows the suitable plots become increasingly scarce.

Conclusion

In conclusion, we emphasized that the program "transfer public land to young people" is considered to be appropriate as it reinforces the employment and the economy of local community while in parallel is extending and improving the environment, enhancing the anti-corrosion protection, the preservation of biodiversity, the attenuation of climate change. Young farmers can bring new skills and energy, and a more professional management to the farming sector (Kontogeorgos, A., 2014). As every new farmer needs to ensure the availability of the agricultural product in advance so that his business being sustainable, prefers to be organized in groups. Young people are more receptive to collaborations which help achieve their goals and aspirations through interaction, knowledge sharing and information and the concerted effort to develop long-term planning. Agricultural entrepreneurs need to become more flexible and develop strategies to proactively adapt their farm, product portfolio, networks, personal skills and competences to the changing external conditions. (Smit, A.B., (2004). Combining economic incentives with ownership recognition and use of technology and modern management tools, the production of goods is supported deploying all available resources with environmentally friendly cultivation practices making the difference in the study area which is already in regeneration progress?

References

- El Wahidi Farid, Radoux J., Ponette Q., Defourny P., 2015, "Entity-Based Landscape Modelling to Assess the Impacts of Different Incentives Mechanisms on Argan Forest Dynamics", *Land*, Vol. 4, p. 1003-1029

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

- Kontogeorgos Achilleas, Tselempis D., Karipidis Ph., 2014, "Young Farmers' Perceived Service Quality of the Greek Ministry of Agriculture: A SERVQUAL Approach", *Agricultural Economics Review*, Vol. 15, N.1, p. 60-71
- Rodrigo Jofre, Carnicero P., Rioufol V., Szocs A., Harries R., Curtis R., Greenfield H., Roels M., di Pierro M., Planas V., Megías L., Safont G., 2017, "Local authorities supporting access to land for farmers: stories from Europe", *Access to Land*, Vol.1
- Smit, A.B., 2004, "CHANGING EXTERNAL CONDITIONS REQUIRE HIGH LEVELS OF ENTREPRENEURSHIP IN AGRICULTURE." *ActaHortic.* 655, p. 167-173
- European Union, 2017, "The EU explained: Agriculture. A partnership between Europe and farmers. The EU's common agricultural policy (CAP): for our food, for our countryside, for our environment", http://europa.eu/pol/index_en.htm<http://europa.eu/nd48yc>
- Interview from the assistant professor Kioupkiolis A. in school of political science in Aristotle University of Thessaloniki, 2017, retrieved from <http://www.aplotaria.gr/kioupkiolis-social-economy/>

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Rôle des ONG dans la revitalisation des Oasis de TataCas de l'Association de Lutte contre l'Erosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc (ALCESDAM) dans l'Oasis de Taldnount

Lahcen Ahouate (1), Raymond Loussert (2)

(1) Membre de Conseil d'Administration, ALCESDAM, ahouate@hotmail.com

(2) Coordinateur, ALCESDAM, loussert.r@hotmail.fr

Mots clés: Oasis, ALCESDAM, TATA, réhabilitation, khetaras, tour d'eau

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Les oasis peuvent être assimilées à des îlots de résistance face aux phénomènes de désertification qui touchent les zones arides du monde.

Elles se sont développées dès le VIII^{ème} siècle avec l'apparition du commerce transsaharien et ont pu s'adapter aux contraintes climatiques environnementales, grâce à une gestion rationnelle et équitable des ressources naturelles. L'organisation sociale de l'oasis et de ses habitants a longtemps reposé sur l'administration communautaire du partage des ressources, en particulier de l'eau qui représente le fondement essentiel de l'oasis (Loussert R. Ferrak M. 2015).

Avec le déclin du commerce caravanier, les oasis se sont repliées sur elles-mêmes. Certains ont même disparu, délaissés par les populations et ensevelies sous les sables. D'autres ont pu résister voir prospérer. Elles constituent le modèle d'un développement durable où l'agroécosystème oasien joue un rôle prépondérant.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Le présent article traite le cas d'un oasis, alors en voie de disparition et d'abandon, et qui, grâce à l'intervention d'une ONG avec l'appui de la coopération internationale, a pu retrouver sa vitalité et sa prospérité. Il s'agit de l'Oasis de Taldnount (Jouve Ph., Mouradi H., Loussert R., 2013).

L'oasis de Taldnount est située dans la province de Tata, Commune rurale de Tigzmert, au sud-est du Maroc sur le bassin sud de l'Anti Atlas. Elle est composée de deux Douars (villages): Tamacht et Aglagal. Dans cette région, le climat est de type saharien très aride avec des pics de températures qui peuvent aller jusqu'à 50 °C en aout.

La région ayant constitué un carrefour des passages caravaniers et un point d'échange entre le sud du Maroc et l'Afrique subsaharienne pendant plusieurs siècles, sa population est très diversifiée, composée d'amazighs, arabes et de noirs originaires de l'Afrique sub-saharienne.

L'agriculture constitue l'activité principale de la population. Cette agriculture est pratiquée en trois strates, le palmier dattier qui crée un microclimat permettant le développement des autres strates constituées par divers espèces d'arbres fruitiers et les cultures dites herbacées essentiellement les cultures maraichères, la luzerne et les céréales. Cette agriculture est rendue possible grâce à la mobilisation des eaux souterraines à l'aide du système des Khetaras, originaire de l'Extrême Orient, qui date de plusieurs siècles, périodiquement alimentées par des crues aussi brutales que soudaines (Loussert R. Hilali A. 2012).

Avant les années 70, et d'après le témoignage des vieux agriculteurs des deux villages, les productions étaient abondantes, l'oasis vivait en autarcie. Elle exportait même une partie de son surplus de production dattière. Mais au fil des années, l'oasis a subi pleinement les conséquences du changement climatique. La pluviométrie est passée de plus 100 mm par an à moins de 60 mm par an. Les crues sont devenues de plus en plus rares. En conséquence, les superficies cultivées se rétrécissaient d'année à l'autre en raison de plusieurs facteurs dont l'ensablement, la salinisation des sols, la maladie du Bayoud et principalement la diminution des ressources hydriques et le tarissement de la khetaras (Jouve Ph., 2012). La population s'est alors trouvée sans activité, ni ressources ou moyen de subsistance.

En conséquence, les deux villages de Taldnount, à l'instar de plusieurs autres oasis de la province de Tata ont connu une grande vague de migration vers les autres villes du Maroc et vers les pays occidentaux tel que la France et la Suisse. La population restante vit alors sur les rapatriements des ressortissants ayant migré ailleurs.

Méthodologie et sources utilisées

La rédaction de cet article s'est basée essentiellement sur le film « Même les oiseaux sont de retour » produit par l'ALCESDAM au terme de son intervention dans l'oasis de Taldnount dans le cadre d'un projet financé par la principauté de Monaco.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

L'ALCESDAM est une ONG spécialisée dans la réhabilitation des palmeraies, créée en 1984. Son avènement a fait naître l'espoir de revitalisation de l'oasis de Taldnount et une possible revalorisation du foncier abandonné à travers une redécouverte de ressources territoriales délaissées.

Après une étude approfondie de la situation, l'ONG a proposé le creusement d'un puits à l'intérieur de la palmeraie. Cependant, la proposition s'est confrontée à un désaccord entre les deux villages qui cultivaient l'oasis de Taldnount avant son dessèchement.

Le désaccord qui remonte à la situation conflictuelle ethnique et historique qui caractérisait les relations entre les deux villages s'est focalisé essentiellement sur le lieu d'implantation du puits ainsi que sur le tracé du réseau d'irrigation et le mode de partage des droits d'eau (Gonet W., 1995).

Après quinze années de médiation et de négociation entre les deux rivaux, l'ONG a finalement réussi à convaincre les deux parties à adopter une solution convenue et acceptée par tous.

Une association paritaire des deux villages rivaux a été créée en substitution de l'ancienne Jemaa. Et, le puits a finalement été creusé avec un financement de la Principauté de Monaco dans le cadre de la coopération bilatérale avec le Maroc.

Le financement, qui s'élève à un montant de 55 000 Euros, a permis de mettre en œuvre un projet qui consiste à creuser un puits d'une profondeur de 20 mètres avec un débit de 23 litres par seconde et de construire un bassin d'accumulation et une canalisation sur 400 mètres qui sillonne et dessert les différentes parcelles de la palmeraie.

Afin d'assurer une appropriation du projet par les bénéficiaires, L'ALCESDAM a exigé la contribution de l'association villageoise à hauteur de 50 % dans les frais du matériels d'équipement (motopompe, conduites, etc.) et par la main d'œuvre en ce qui concerne la construction du bassin d'accumulation et du réseau d'irrigation (seguias), alors qu'elle prend en charge la totalité des frais afférents au creusement du puits.

Après la mise en œuvre du projet, l'ONG s'est confrontée au problème du partage des droits d'eau.

L'ancien système se basait sur une pratique ancestrale inéquitable. Il répartissait les droits d'eau, transmis par héritage, selon un tour de 11 jours. Ce système présente l'inconvénient d'accorder des droits d'eau non proportionnels à la superficie des terres possédées. A l'extrême, certains propriétaires terriens ne jouissent même pas de ce droit et restent donc à la merci de ceux qui en possèdent. Après de longues concertations, l'association villageoise appuyée par l'ALCESDAM a réussi à convaincre les bénéficiaires à adopter un partage plus équitable permettant à tous d'être servis moyennant le paiement d'une redevance calculée sur la base du coût du mètre cube d'eau

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

pompée. Le mode de distribution a par la suite évolué vers un système de service à la demande. L'association villageoise paritaire a pris en charge la gestion du dispositif.

Pour encourager les villageois dans leurs efforts, et en appui au projet, l'ALCESDAM a fourni aux paysans plus de 2000 rejets de palmier dattier. C'est ainsi qu'une superficie de 50 hectares a pu être réhabilitée et rendue à nouveau cultivable après plus de 30 ans d'abandon et de non exploitation. L'opération a permis de redonner espoir à 75 familles des deux douars qui vivent autour de l'oasis.

Conclusions

Grâce à l'appui de l'ALCESDAM, la mobilisation de la coopération internationale et à l'adoption d'une approche participative, basée sur la participation, la concertation, et négociation, l'oasis de Taldnount a pu être revitalisée. Les oasiens se sont mis au travail de la terre mettant à côté les anciennes querelles et conflits. Certains migrants, principalement les retraités sont retournés au village pour exploiter les parcelles qu'ils avaient abandonné. C'est ainsi que l'oasis a constitué un élément fédérateur de cohérence territoriale et de mobilisation de la communauté locale et un outil de renforcement de la cohésion sociale et de préservation d'un écosystème fragile.

De cette expérience on peut conclure que le phénomène de déclin des oasis marocains n'est pas inéluctable si on sait mobiliser les populations locales et leur donner espoir et vitalité.

Références bibliographiques

- Gonet W., 1005. Renaissance de l'agriculture oasienne : un concept original mis en œuvre au Maroc, options méditerranéennes : le palmier dattier dans l'agriculture des pays méditerranéens,
- Jouve Ph., Mouradi H., Loussert R., 2013. Expérience de l'Alcesdam en matière de réhabilitation des palmiers et de développement des oasis, atelier RADO-CARI-IAV hassan II, Rabat, 30P.
- Jouve Ph., 2012. Les oasis du Maghreb, des agro-écosystèmes de plus en plus menacés, comment renforcer leur durabilité. Courier de l'Environnement. Ed. INRA-N° 62.
- Jouve ph., Mouradi H., Loussert R., 2005. La lutte contre la dégradation des palmeraies dans les oasis de la région de Tata, Colloque International : Oasis/services et bien être humain face à la dégradation, Errachidia.
- Loussert R. Ferrak M. 2015. Secrets des oasis et du palmier dattier, PCM Communication.
- Loussert R. Hilali A. 2012. Les Khetaras : mobilisation durable et écologique des eaux des oasis. Rev-Al Waha- Ed Cari N°1. www.alcesdam.org

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Scenarios of land use change and food availability in the Mediterranean Region

Leonith Hinojosa (1), Claude Napoléone (2), Dominique Ami (3)

(1) Université Aix-Marseille, INRA and OT-MED, leonith.hinojosa-valencia@univ-amu.fr

(2) INRA and OT-MED, claudenapoleone@inra.fr

(3) Université Aix-Marseille and OT-MED, dominique.ami@univ-amu.fr

Key words: food security, agricultural land dynamics, scenarios modelling, Mediterranean region, Sustainable Development Goals

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Food security is at the core of the recently established Sustainable Development Goals (SDGs) (IAEG-SDG, 2016). Although recent assessments in the Mediterranean Region show that most of the countries do not show major concern regarding food security, with indexes of child malnutrition inferior to five percent, conversion of agricultural land traditionally dedicated to food production into other land uses indicates a risk of reduction of food availability, potential loss of food sovereignty, land insecurity and agricultural abandonment. Such trends of land use change and the environmental conditions that climate change are likely to exacerbate (like water scarcity in most of the southern side of the Mediterranean basin, Sulser et al. 2010) would be configuring a less promising scenario for the achievement of the SDGs, notably in what respects to Goal 2 "End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture," compromising Goal 12 "Ensure sustainable consumption and production patterns" and Goal 15 "Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss".

Food availability, a fundamental element of food security, lies at the intersection of land use and food demand. Framed on the LaSeR-Med ongoing research project (Aix-Marseille University &OT-

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

MED), our paper will present an interdisciplinary approach to the relationship between land use and food availability in countries of the Mediterranean Region.

Methodology and sources used

Based on secondary data of agricultural land use at sub-national level (Wood-Sichra et al. 2016, IFPRI-Dataverse), estimation of future food demand (Robinson et al. 2015; IFPRI-Dataverse) and other data on land use, food production (FAOSTAT) and demographic change (UN, 2017), we will present for discussion a methodological approach for quantitative analysis of socio-economic scenarios aiming at reaching sufficient food for the population of the Mediterranean countries. By using optimization methods (Luptáčík, M. 2010), each scenario will portray a specific change of land use in the context of population growth and climate change, from the current land use structure and agricultural technologies (i.e. irrigated and rainfed, complemented by a classification of low and high input) to other agricultural land use systems. Given that the purpose of scenario building is to provide insights for the policy-making processes around the aforementioned SDGs, our presentation will include methodological elements to address trade-off analysis.

Conclusion

At this stage, our conclusions are preliminary. Firstly, we suggest that assessment of the relationship between land use systems and food security issues can and are established at the level of countries not only because of data availability limitations (i.e. databases for international comparison are produced at the country level only) but because the economic structure of food systems and the political setting around food security are overall determined at the national level. Secondly, notwithstanding the national level is more suitable for analysis of food systems, this does not reduce the interest for conceptualization of and development of methodological approaches for downscaling the relationship between land use systems and food security at sub-national levels. Arguments underlying a decentralization approach lie on: i) land use and land management decisions are highly spatial and locally-contextualized, ii) while food availability mainly responds to a national level of decisions, food access and food sovereignty may be better addressed at a local level. Thirdly, our framework and methodological approach for downscaling the relationship provides insights for a finer monitoring of the SDGs 2, 12 and 15.

References

- FAOSTAT. <http://www.fao.org/faostat/en/#data/FBS>
IAEG-SDG 2016. Report of the Inter-Agency and Expert Group on Sustainable Development Goal Indicators (E/CN.3/2016/2/Rev.1)
IFPRI-Dataverse. <https://dataverse.harvard.edu/dataverse/IFPRI>
Luptáčík, M. 2010. Mathematical Optimization and Economic Analysis. Springer-Verlag, New York.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

- Robinson S., Mason-D'Croz D., Islam S. et al. 2015. The International Model for Policy Analysis of Agricultural Commodities and Trade (IMPACT) Model Description for Version 3. IFPRI Discussion Paper 01483.
- Sulser T., Nestorova B. 2011. The future role of agriculture in the Arab region's food security. Food Security 3 (Suppl 1), S23-S48
- Mark W. Rosegrant & Teunis van Rheenen. The future role of agriculture in the Arab region's food security
- UN 2017. World population prospects. <https://esa.un.org/unpd/wpp/>
- Wood-Sichra, U., A.B. Joglekar and L. You. 2016. "Spatial Production Allocation Model (SPAM) 2005: Technical Documentation". *Harvest Choice Working Paper*. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI) and St. Paul: International Science and Technology Practice and Policy (InSTePP) Center, University of Minnesota.

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Is land taxation an alternative way to reduce fallow land in agriculture? Evidences from Albania

Fatmir Guri (1), Elena Kokthi (2), Eneida Topulli (3)

(1) Agricultural University of Tirana, fatmirguri@ubt.edu.al

(2) European University of Tirana, elena.kokthi@eut.edu.al

(3) Agricultural University of Tirana, etopulli@ubt.edu.al

Key words: Fallow land, land taxation, payment card method, Albania

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

The fallow land is an important problem of Albanian agriculture. The de-collectivization process in Albania produced a large number of small and fragmented farms all over the country (Civici, 2010). The high share of fallow land in Albania is product of at least the following characteristics:

- The high number of plots with in the farm –many times even several kilometers form away one from the others-(Sabates-Wheeler, 2002)(Civici, 2003),
- The lack of land security due to a problematic process of compensation to the former owners (Zhllima & Guri, 2013),
- The massive migration process from the urban to the rural areas (Guri, Jouve, & Dashi, 2014),
- The mediocre quality of some agricultural lands – integrated in the agricultural land during the '70-80.

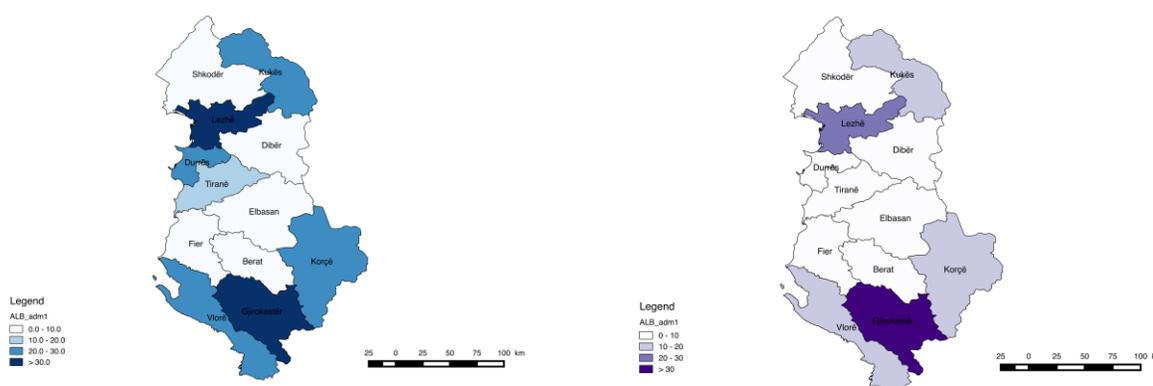
Agricultural statistics do not provide an exact figure of fallow land in Albania¹³. Nevertheless more than one out of 5 agricultural farms in activity (23% for 2013)(INSTAT, 2012), do not plant at least a

¹³ The figures of fallow land in Albania are calculated only for the farms that do not cultivate at least a part of their agricultural land, in these figures are not taken into account the abandoned farms belonging to families that have migrated nationally or internationally.

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

part of their land. The fallow land has decreased from 16.2% of the agricultural land on 2006 to 8.2% on 2012, it is still quite important in some regions of the country. The regions that have the highest share of the fallow area, are those with the highest share of internal or external migration (Guri & Jouve, 2015).

Figure 1: Evolution of the fallow land (in share of total agricultural area) in regional level in Albania in the period 2006 - 2012



Source: Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Management (MBUMK, 2006)(MBUMK, 2012)

Land taxation is a way to increase the owner incitation's to better use agricultural area and to better introduce the later on the land market. The land taxation is considered to be as an effective way of developing the land markets in Albania, but still now only a little is made to apply this policy instrument in Albania.

Many scholars have analyzed the limited land market in Albania, as an impeding factor for a productive land use in agricultural sector. The land markets are developed mainly for not agricultural purposes (Guri, 2008)(Guri et al., 2014)(Guri & Jouve, 2015) and the rental land markets are limited due to a high land insecurity existing on the rural areas (Zhllima & Guri, 2013). All these factors do not produce an effective land market even though where this is possible and economically efficient. As a result, in many rural areas can be verified a paradox on one side small farms have difficulties to be economically sustainable due to their limited size and fragmented land, and on the other side fallow areas are voluntary set aside from the agricultural production.

The aim of this paper is to identify the taxation level for the fallow land that improve the land productivity by cultivating and or introducing the later on the land market.

The development of the compensation of former owners process on one side and the evolution of the land cadastral registration during the last four years on the other side, as well as the objective to register the agricultural land and distribute ownership certificates for all the agricultural surfaces

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

during the next four years (which reduces considerably the land insecurity on the rural areas) urges the application of policy instruments that reduces the fallow area on Albanian Agriculture.

Methodology and sources used

The paper analysis is based on a survey made with owners that have migrated on the urban areas, and do not cultivate their land on the origin country. A payment card method is used to identify the taxation level for the fallow land that makes possible the change of land strategy from fallow land to cultivated land and or integration on the land market. A payment card design of Contingent valuation similar to what have already been used by other scholars (Hu, Woods, Bastin, Cox, & You, 2011) is applied. Respondents were presented with 34 tax levels for fallow land in order to identify at which level the owner will modify its land strategy from fallow land to 1) cultivate by himself, 2) rent the land out or 3) sell the land out. For the three alternative strategies, the taxation levels are the same and start from 500 ALL/Year (per 10 Are or a Dyn), equal with 3.7 EUR/dyn/Year. The respondents were asked: Assuming that a taxation level is applied on the fallow land, at what taxation level are you going to modify your land strategy from fallow land to a) cultivation by yourself, b) renting the land out, c) selling the land out. Survey is organized on the municipalities of Tirana and Kamza with more than 300 owners.

By using econometrical analysis, the paper will provide information on the average level of taxation that changes the owner strategies from the fallow land to cultivated area, as well as on identification of the socio economic characteristics of the owners, the physical characteristics of the land and the characteristics of de collectivization process that are important on the actual land strategy already applied. At the end we will investigate the importance of such characteristics on the taxation level.

Conclusions

The analysis of the survey concludes that the frequency of land cultivation on the origin area is mostly related on the socio-economic features compared to the agronomic ones. The distance between the origin area and the living area as well as the low incomes coming out form the agriculture are the main factors that increases the fallow land on the rural area. The taxation of the fallow land will incite the owners to change the actual strategy of land use and increase new land surfaces on agricultural sector by the own land use, rent out or sale. The average land taxation level that will change the land use strategy is 5000-5500 ALL/ dyn/ year to be cultivated by the owner, 7000-7500 ALL / dyn/ year, to be rented out and 17500-18000 ALL/ dyn/ year to be sold. Theoretically the tax level should be lower if we rent out the land compared to the cultivation by the owner. The owner that has migrated from the area has higher costs to go back on the origin area and cultivate the fallow land than rent it out. This difference may be considered a proxy of land insecurity or of transaction consist to rent the land out.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

As expected the education level and the period of migration are positively related with the tax level. Families that have higher education level or have migrated for the origin area only recently, change the land use strategy when a higher tax level is applied.

The fallow land taxation in Albania is expected to inject new agricultural areas on the sector, but nevertheless the sector suffers from important ghosts of the past (e.g. land insecurity), that will impact the performance of the sector even in the near future.

References

- A. Civici, 2010. Dé-collectivisation de l'agriculture albanaise (1989-2002) : une transition spécifique ou identique à celle des autres Pays de l'Est ? Saarbrücken [Allemagne] : EUE. Editions Universitaires Européennes.
- Civici, A., 2003. Décollectivisation et reconstruction de l'agriculture albanaise (1989-2002) : une transition spécifique ?
- Guri, F., 2008. Marché et politiques foncières dans la zone littorale Albanaise : le cas de la zone Durrës-Kavaja.
- Guri, F., Jouve, A.-M., 2015. La transition albanaise vue par le foncier : les plaies d'une privatisation massive des terres, in: *Terre Et Mer : Ressources Vitales Pour La Méditerranée*. l'Harmattan, p. 182.
- Guri, F., Jouve, A.-M., Dashi, E., 2014. L'impact de l'exode rural sur les stratégies d'utilisation du foncier agricole dans le Nord-est albanais. *New Medit* 13, 22-30.
- Hu, W., Woods, T., Bastin, S., Cox, L., You, W., 2011. Assessing consumer willingness to pay for value-added blueberry products using a payment card survey. *Journal of Agricultural and Applied Economics* 2, 243-258.
- INSTAT, 2012. Bujqësia.
- MBUMK, 2006. Vjetari Statistikor 2006. Ministria e Bujqësisë, Ushqimit dhe Mbrojtjes së Konsumatorit.
- MBUMK, 2012. Vjetari Statistikor 2012. Ministria e Bujqësisë Ushqimit dhe Mbrojtjes së Konsumatorit, Tirana.
- Sabates-Wheeler, R., 2002. Consolidation initiatives after land reform: responses to multiple dimensions of land fragmentation in Eastern European agriculture. *Journal of International Development* 14, 1005-1018.
- Zhllima, E., Guri, F., 2013. Agriculture and Land Reform in Albania, in: *Agricultural Markets in a Transitioning Economy: An Albanian Case Study*. Oxfordshire, UK.

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Trajectoires et différenciations territoriales des exploitations agricoles en circuits courts de commercialisation. Une analyse à partir des contextes fonciers

Jean Christophe Paoli (1)

(1) INRA LRDE (Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Élevage) Quartier Grossetti 20250 CORTE Corse – France jean-christophe.paoli@inra.fr 1

Mots clés: Circuits courts, capital foncier, agriculture comparée, espace marginal, peri-urbain, territoire, modèle.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Le développement des circuits courts de commercialisation (CC) et de la transformation fermière des produits territoriaux est couramment admis comme la voie privilégiée pour permettre aux exploitations les plus fragiles de sortir du grand mouvement de mise en concurrence des agricultures au travers de la mondialisation des échanges des produits agricoles (Traversac, 2011). Cette spécialisation vers les produits échangés à proximité ou tout le moins avec un seul intermédiaire permet en effet d'exploiter des marchés protégés de fait par la géographie, voire par l'histoire et parfois même permet de mobiliser un capital social localisé (Chiffolleau, 2012) valorisé au travers de formes sociales innovantes comme les associations paysannes, les marchés locaux ou autres entreprises de mise en marché collectives. Un nombre croissant d'agriculteurs y ont recours, signe de la réussite de ce modèle économique, à côté de celui des produits typés et protégés par des signes de qualité avec lesquels il est souvent associé. Nous préférons toutefois dans la suite du propos nous limiter à parler de circuits courts afin de désigner par là la plus grande variété possible

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

de situations où les agriculteurs cherchent avant tout à bien valoriser individuellement leurs produits.

Il existe un modèle proposé par la littérature (Delbecq, 2010) qui s'appuie sur la valeur du foncier pour expliquer la spécialisation en circuits courts (et de façon générale en produits à haute valeur ajoutée). Selon ce modèle un accroissement de la valeur du foncier le long d'un gradient campagne-centre urbain (ou périphérie - centre) incite les exploitations à se convertir vers des activités très intensives couplées à un accès plus direct au marché.

Nous nous proposons, à partir d'étude de cas empirique sur la dynamique des systèmes de production, en Corse, et de divers autres cas relevés par la littérature, de nuancer la portée de ce modèle et éventuellement de proposer un autre « récit d'évolution » des systèmes agricoles vers les circuits courts en fonction du marché foncier.

Dans le cas de la Corse en effet, on a traditionnellement un contraste clair entre exploitations en plaine et en montagne : à la montagne la transformation fermière et les circuits courts, à la plaine les circuits classiques. Or la montagne corse est caractérisée par un foncier très bon marché et souvent en location précaire au contraire des terrains de plaine et littoraux où le foncier est plus cher et souvent en propriété des agriculteurs (Paoli et al., 2017). Nous voulons discuter à partir de cet exemple de l'importance de la notion de niveau de capital foncier, versus d'autres formes de capital, pour comprendre ces trajectoires parfois surprenantes et éventuellement tracer des possibilités d'instruments de politique territoriale

Méthodologie et sources utilisées

Notre communication est basée sur des travaux de terrain menés ces dernières années dans de petites régions agricoles homogènes de Corse qui ont fait l'objet de diagnostics agraires menés avec la méthode développée en Agriculture comparée (Cochet, 2012). Ces régions ont été choisies de façon à couvrir la variété des écosystèmes cultivés en Corse, distribués, comme bien souvent en Méditerranée, selon un gradient Montagne-Plaine. Dans chacune des 7 microrégions enquêtées, une approche historique (par la littérature ou l'entrevue de témoins) a permis de retracer les trajectoires récentes du système agricole. Des enquêtes directes en exploitation amènent à construire des types de systèmes de production différenciés par leurs caractéristiques technico-économiques et leurs fonctionnements internes. Histoire récente des microrégions d'un côté et typologie des systèmes de production de l'autre permettent de tracer des trajectoires évolutives des exploitations très contrastées. Cette comparaison permet d'obtenir des logiques de capitalisation, parmi lesquelles les trajectoires basées sur les circuits courts. Nos résultats montrent que, bien loin de se limiter aux exploitations les plus fragiles, le développement des CC demandent un niveau de capitalisation important. Aussi les circuits courts couplés à la transformation à la ferme sont bien la voie quasi obligée pour les exploitations de montagne, mais elles n'y parviennent que parce que leur caractère

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

très extensif ne leur demande pas de capitaliser dans les voies « classiques » du développement (agrandissement, aménagement etc.) ce qui leur permet donc de dégager des moyens pour investir dans les circuits courts (fonds de roulement, bâtiment de transformation, de stockage, moyens de transport). Par ailleurs de plus en plus d'exploitations situées dans les zones plus productives, qui dégagent des revenus agricoles importants, et où le foncier agricole est cher, se tournent vers les circuits courts plutôt que vers l'intensification pour poursuivre leurs itinéraires de développement.

Si l'on revient au modèle proposé par la littérature on a donc, conformément à celui-ci un accroissement de la valeur du foncier le long d'un gradient campagne-centre urbain (ou périphérie - centre) qui incite les exploitations à se convertir vers des activités très intensives couplées à la vente directe. Mais cela n'est valable dans le cas de la Corse que dans les zones littorales, souvent par ailleurs effectivement péri-urbanisées. Par contre en zone de montagne où la logique est de ne pas investir dans le foncier la théorie de ce modèle ne nous est d'aucun secours, en effet la valeur du capital foncier est très faible alors que les CC sont généralisés.

Par ailleurs, d'autres faits empiriques nous indiquent que le modèle de Delbecq ne marche pas tout à fait: ainsi la part décroissante des exploitations en vente directe relevées par exemple dans la région parisienne (Agreste, 2012).

Conclusions

Nous sommes amenés à proposer un seul modèle explicatif, valable dans toutes les régions (quelle que soit leur proximité à la ville) qui se réduit à une alternative de stratégies, qui visent toutes deux à augmenter la valeur ajoutée par actif : d'une part l'agrandissement en surface exploitée par actif (avec son corolaire d'investissements fixes), d'autre part l'augmentation de la valeur ajoutée / actif et unité de surface exploitée grâce notamment à la vente directe des produits fermiers (qui nécessite également des immobilisations importantes).

D'après ce « nouveau » modèle (qui correspond à celui proposé par Inwood et Sharp (2011) pour le péri-urbain en l'élargissant à tous types de région), dans les zones à forte valeur du foncier, c'est-à-dire dans les zones intensifiées, a fortiori si elles sont sous influence urbaine, l'intensification par les circuits courts (permettant d'atteindre une plus forte valeur ajoutée / actif / ha) est une voie possible pour poursuivre les itinéraires de capitalisation, à capital foncier constant. Mais dans les zones défavorisées (donc à faible valeur du capital foncier) les exploitations en circuits courts sont majoritaires simplement parce que les CC représentent souvent la seule option disponible pour les exploitants. Ceci est bien illustré par l'exemple corse d'une part, et l'examen de la carte de répartition des zones où les circuits courts sont majoritaires (qui correspondent clairement aux zones marginales : les zones de montagne et les îles (Agreste Primeur, 2012), d'autre part.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 5a - La reterritorialisation de l'agriculture

Nous voyons donc les CC se développent dans des contextes très différents, dans des régions périphériques ou au contraire péri-urbaines, où ils représentent respectivement pour les exploitations qui les adoptent une nécessité ou seulement une possibilité offerte par la roissance d'une demande urbaine aisée (Jarosz, 2008). Dans ces régions périphériques les effets bénéfiques que les circuits courts induisent, contre la marginalisation sociale et en faveur du développement de nouveaux liens de proximité territoriaux (Chiffolleau, 2012 ; Naves, 2016) sont reconnus. Ceci renforce la nécessité de politiques territoriales ciblées qui tiennent compte de la variété des contextes fonciers.

Références bibliographiques

- Inwood, S.M., Sharp, J.S., 2011. Farm persistence and adaptation at the ruraleurban interface: Succession and farmadjustment, *Journal of Rural Studies*, doi:10.1016/j.jrurstud.2011.07.005
- Jarosz, L. 2008. "The city in the country: Growing alternative food networks in Metropolitan areas." *Journal of Rural Studies* 24(3): 231-244.
- Delbecq, B., 2010. Economic Impacts of Urban Growth and Urban Sprawl on Agriculture: A Spatial Analysis of Land Use Change at the Urban-Rural Fringe. *Agricultural Economics*, Purdue University.
- Agreste, 2012. Recensement agricole 2010 : les circuits courts en Ile de France, n° 117 Agreste Primeur, 2012. Un producteur sur cinq vend en circuit court. N° 275, janvier 2012. Ministère de l'Agriculture, 2011. Légumes et produits laitiers en circuits courts,, partie 1. Rapport INRA Agrosup.
- Yuna Chiffolleau, 2012. « Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture », *Économie rurale* [En ligne], 332.
- Pierre Naves, 2016. « L'encadrement des circuits courts. Du secteur agricole aux territoires ? », *Économie rurale* [Enligne], 355.
- Traversac J.-B. (coord.), 2011. Circuits courts : contribution au développement régional. Dijon, Educagri.
- Cochet H. , 2011. L'agriculture comparée, Paris, Ed Quae
- Amin, A., Cameron, A., Hudson, R., 2003. The alterity of the social economy, in: Leyshon, A., Lee, R., Williams, C.C. (Eds.), *Alternative Economic Spaces*. SAGE, London, pp. 27-54.
- Fuller, D., Jonas, A.E.G., Lee, R. (Eds.), 2010. *Interrogating Alterity: Alternative Economic and Political Spaces*. Ashgate Publishing, Ltd., Farnham.
- Gibson-Graham, J.K., 2006. *A postcapitalist politics*. University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Moulaert, F., Ailenei, O., 2005. Social Economy, Third Sector and Solidarity Relations: A Conceptual Synthesis from History to Present. *Urban Studies* 42, 2037-2053.

Access to land itineraries in the urban-rural transect. The case of Madrid region

Marian **Simón Rojo** (1), Inés Bernardos **Morales** (2), Jon **Sanz Landaluze** (3)

(1) *Universidad Politécnica de Madrid, Surcos Urbanos, m.simon@upm.es*

(2) *Universidad de Córdoba, inesemeve@hotmail.com*

(3) *Universidad Complutense de Madrid, jsanzlan@ucm.es*

Key words: intermunicipal cooperation, land access, public policies, urban farming.

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

The food geography of Madrid, in Spain, is witnessing discreet changes that some authors interpret as the announcement of the arrival of new trends in urban food systems. The severe economic downturn in 2008 resulted in high unemployment rates, especially for the youth (youth unemployment rate remained for years above 50%). The economic crisis resulted in a general loss of purchasing power, which exceeded 40% in the case of lower-income households between 2006 and 2010 (ILO 2015). The impact of broad cuts in public expenditures (e.g. funding for school meals were withdrawn) was also more severe for those households.

In this context of deprivation and vulnerability (lower wages and job losses), new low-cost/high effective formulas to foster the local economy were needed (Llobera and Simon 2014). In the case of the city of Madrid and its hinterland, the emergence of new agroecological farmers after the severe financial crisis, has followed a slow but steady increase. By 2015 in some municipalities the number of new peri-urban farmers, often working in an informal way, was bigger than those registered as organic farmers in the agrarian census in 2009 (Lohrberg and Simon, 2016). This new urban farming has much in common with urban agriculture of the global South. For these new farmers it is not easy to have access to land as they can not compete with more profitable land uses (Naredo 2010).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

In fact, access to land has historically been a cornerstone of peasants' claims in Spain (Domenech 2015, Soler and Fernandez 2016). Nowadays a renewed alliance between urban and rural food sovereignty movements in Madrid, together with the election of new progressive local governments that were partially formed by activists from those movements, is enabling the creation of new scenarios to address this historical question. New forms of cooperation between movements and local governments emerge seeking a regional agroecological transition which includes measures (or at least references in terms of goals) to facilitate access to land.

Insofar as the social justice dimension is at the core of agroecology (Sevilla Guzman and Woodgate, 2013; Gliessman, 2013), an urban food system rooted in agroecological principles should give higher priority to deprived neighbourhoods and rural shrinking areas. In this paper we aim to explore the rural movements current demand for land redistribution in the region of Madrid. Furthermore, we are aiming to explore how a regional approach and inter-municipal agreements and cooperation between movements and local governments open new possibilities to address the problem of access to land. The analysis of the different models deace is intended also to distinguish which ones and under which conditions have better potential for scaling up.

Methodology and sources used

The analysis of the case study in Madrid is aimed to check different models that are being implemented to facilitate access to land to new farmers, and which are the connections to sustainable urban food plans or to wider public programs supporting alternative food networks and short supply chains.

The analysis focusses in the urban-rural transect that moves from the metropolitan area of Madrid into the traditionally fertile valley to the south. It is based in documentary analysis combined with visits, participatory observation and semi-structured interviews, as well as previous research on land uses, lan productive capacity and agroecological projects in the area. Different systems deployed in this area have been analyzed:

- Agrarian Parks, the conceptual approach to agrarian land preservation and management (Zazo, 2015) and its implementaion in two periurban municipalities: Rivas-VaciaMadrid and Fuenlabrada (Mata Olmo and Yacamán 2015).
- Land Banks from the Terrae Network, and the role of municipalities in periurban and rural areas from the Madrid Region, together with municipal training plans in agroecology.
- Temporary acces to land in implemented in public plots, or social farming public projects, as well as

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

- Proposals of agreement between the municipality of Madrid and periurban municipalities with agrarian production to facilitate access to land and short food supply chains

All these models have been compared to the demands emanated from Madrid Agroecologico, a civic platform that brings together some relevant agroecological and food sovereignty actors in the region. The production of a strategic document with proposals for a regional agroecological transition, served as a basis to draw regional and local government attention towards agroecology and sustainable urban food systems

Conclusion

There is a direct relationship between different types of municipalities (urban-periurban-rural) and the role assigned to land access programs and their integration into broader policies. In the case of the city of Madrid, at the core of the metropolitan area, land is scarce. The whole surface is either urbanized or assigned for future development or protected on behalf of its natural value. Therefore possibilities to provide public access to land for cultivation are very limited. Nowadays it starts to be considered as a resource for social integration (social farming) and for training on agroecological practices and entrepreneurship. This access to small plots is framed within a more general strategy that address the food system, (Food Strategy: Madrid Alimenta. Alimenta Madrid) in which this measure has relative low importance now, but it is expected to increase in the nearly future.

In peri urban municipalities, and moreover in rural areas, initiatives to facilitate access to land are being led by the TERRAE Network (an association of small municipalities committed to agroecology) are being relatively succesful. They developed an online application to facilitate agreements concerning private owners and new farmers. The public land available is allocated for training on agroecological practices and self-employment projects. Most succesful municipalities implement measures regarding land access in the framework of programs of economic dynamization and employability of long term jobless. The latter adopt innovative approaches to overcome economic downturn by supporting self-employment of new farmers, providing training and access to land and local markets, and are put into practice whereas the more ambitious public bank lands usually remain as proposals not implemented.

References

- Domenech, J., 2015. Land tenure inequality, harvests, and rural conflict: Evidence from Southern Spain during the Second Republic (1931–1934). *Social Science History*, 39(2), pp.253-286.
- Gliessman, S.R., 2014. *Agroecology: the ecology of sustainable food systems*. CRC press.
- ILO, 2015. *Global Wage Report.2014-15. Wages and income inequality*. Ed. International Labour Office.Geneve

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

- Llobera Serra, F. and Simon-Rojo, M. 2014. TERRAE Municipal network: boosting the local economy. In: Urban Agriculture Magazine no 28 - GROW the City. Innovations in Urban Agriculture. pp. 26-28
- Lohrberg, F. and Simon-Rojo, M. 2016. Mapping Urban Agriculture in Europe. In Urban Agriculture Europe. Lohrberg, Licka, L., Scazzosi, L. & Timpe, A. Berlin: Jovis Verlag.
- Mata Olmo, R. and Yacamán Ochoa, C. 2015. Gobernanza para una agricultura viva en un paisaje periurbano de calidad. Estudios de caso en la huerta metropolitana de Madrid. In de la Riva, J., Ibarra, P., Montorio, R., Rodrigues, M. (Eds.) Análisis espacial y representación geográfica: innovación y aplicación: 265-274
- Naredo, J.M., 2010. Presión inmobiliaria y destrucción de sistemas agrarios y suelos de calidad. El ejemplo de la Comunidad de Madrid.
- Sevilla Guzmán, E. and Woodgate, G., 2013. Agroecology: Foundations in agrarian social thought and sociological theory. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 37(1), pp.32-44.
- Soler, C., and Fernandez, F. 2016. Informe Mundubat. Acaparamiento de tierras en España. *Revista Soberanía Alimentaria, Biodiversidad y Culturas*
- Zazo Moratalla, A., 2015. El Parque Agrario: estructura de preservación de los espacios agrarios en entornos urbanos en un contexto de cambio global (Doctoral dissertation, Arquitectura).

Other resources:

Terrae Network: <http://www.tierrasagroecologicas.es/>
Madrid AgroEcológico: <http://madridagroecologico.org/>

Exploring the role of alternative food systems in the revitalization of peri-urban agriculture in Athens Metropolitan Region

Sofia Nikolaidou(1)

(1) Panteion University of Social and Political Sciences, Athens, Greece, so_nikk@hotmail.com

Key words: alternative food systems, peri-urban agriculture, CSA, land-use, short agri-food chain

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Peri-urban areas in the metropolitan area of Athens have experienced massive urban sprawl in the past three decades. The model of metropolitan development of Athens was based on the rapid uncontrolled post-war urbanization and the poorly planned urban development which have led to a "metropolization" of rural areas on a widespread scale. Demographic growth in combination with an increasing demand for land for housing and other non-agricultural activities had a transforming effect on rural agricultural land in peri-urban areas. The gradual reduction of the economic and social importance of the agricultural sector coupled with the conversion of land rights and use from agricultural to a built-up properties has resulted in a highly heterogeneous peri-urban landscape with a mixture of rural and urban land uses and a high amount of informal settlements scattered around the metropolitan rural periphery (Nikolaidou, 2012, Nikolaidou, 2011).

However, since almost a decade, in a context of current intensified economic instabilities, when the overall population of the major urban agglomeration of Athens is stagnant or declining, the pace of urbanization tends to slow down and land loses its market value, we observe few contradictory trends. On the one hand declining sprawl rates and land market crisis do not favor peri-urban agricultural land speculation for smallholders. On the other hand, after 2009, land-crisis generated a

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

renewed interest in large-scale land seizure and new legislation coupled with the ongoing privatization favored land acquisitions and speculative capital that was directed towards agricultural land, peri-urban areas, brownfields etc. At the same time we observe a new dynamics of agricultural production that emerges through a series of bottom-up initiatives, informal networks and market-oriented activities for food re-localization that generate innovative forms of collective action on food justice all over Greece (e.g. urban gardens, Community Supported Agriculture-CSA, networks 'without intermediaries', Anthopoulou&Partalidou, 2015; Nikolaidou et al., 2016; Anthopoulou et al., 2015; Nikolaidou&Kolokouris, 2016). Though these movements remain marginal, they promote alternative short agri-food chains with direct consumer-producer networks that seem to encourage peri-urban small farming and empower solidarity-based economy, especially in times of crisis. (Nikolaidou et al., 2016; Anthopoulou et al., 2015; Nikolaidou&Kolokouris, 2016).

Methodology and sources used

Drawing upon theoretical discoveries and empirical research on consumer-producer networks without intermediaries (through semi-structured interviews with consumers and producers that participate in such networks and representatives of local administration representatives in the metropolitan area of Athens), the analysis focuses on how these newly emerging short agri-food initiatives reflect the contemporary dynamics of agriculture and land use in rural peri-urban areas of Attica. More particularly, this paper will discuss whether new urban-rural partnerships in regards with alternative food systems can have impacts on governance patterns of the food chain, commitments and policies for sustainable peri-urban agriculture and food security, while examining linkages with related land-use and planning policies (Nikolaidou et al., 2016):

(a) What are the impacts of these movements to the viability and location of smallholdings as regards local-based food production systems? Do these initiatives at the given circumstance give more space to peri-urban agriculture and the opportunity to small farm businesses in peri-urban areas to resist to the crisis reversing previous decline of the primary sector?

(b) What are the links between urban food policies, municipal planning, land use and agricultural policies and these newly emerging alternative food systems? In what degree are current informal civic practices regarding food issues adopted by local governments or integrated into urban regulation?

Conclusion

The paper shows that under the current circumstances of economic crisis, food issues, land scarcity, land concentration and land tenure become critical factors for sustainable rural development and

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

issues of struggle. The rural periphery turns into a contested territory, where newly emerging bottom-up initiatives and practices of land appropriation claim the right to 'open space' and dispossession of land or the need for localized food systems through alternative short agri-food chains. Alternative food provisioning practices rise as a response to the food crisis; as new recovery strategies favoring new types of urban-rural partnerships based on solidarity and trust while having at the same time a symbolic and political meaning especially in times of economic recession. Though practiced on a small scale, they give locally defined/bottom-up solutions for sustainability and food/social/land justice. Based on alternative producer-consumer networks they strengthen existing peri-urban agriculture and local or/and organic food systems. However, despite this dynamic civic turn towards local food networks, this trend remains marginal given the dominant influence of conventional food system at the metropolitan scale and land scarcity. In terms of institutionalisation, although several municipal governments get into food policy discourse, they do not directly legitimise informal alternative food movements such as farmers' organic markets, urban agriculture or other informal food initiatives without intermediaries, due to legislative deficiencies, regulatory constraints and the weak connections between civil society and municipal authorities. Moreover, in many cases, spontaneous municipal-based responses to food crisis are rather temporarily funded (ex. vegetable gardens, social groceries, social cuisine, school gardens). In this context, most civic food initiatives or direct consumer-producer networks preserve their 'informal' or 'activist' character as a critical protest against austerity (Arampatzi, 2016; Kavoulakos & Gritzas, 2015) and conventional mass produced foods taking the form of the so called 'concerned consumerism' or 'political consumption' (Maye and Kirwan). Therefore they cannot easily be comprised within the regulation agenda or expedite the policymaking process for more sustainable connections between urban, peri-urban and rural environments. It is a question whether this dynamics could scale up projects and agro-ecological initiatives for rural revitalization through re-localisation of agriculture or further influence urban policies that could contribute to the overall sustainability of the metropolitan food system.

References

- Anthopoulou, T., Partalidou, M. (2015). Alternative agri-food networks and new solidarity rural-urban partnerships. Exploring Community Supported Agriculture (original title in Greek: Εναλλακτικά αγροτροφικά δίκτυα και νέες αλληλέγγυες εταιρικές σχέσεις μεταξύ πόλης και υπαίθρου. Διερευνώντας την κοινοτική αποστηριζόμενη γεωργία), *Geographies/Γεωγραφίες* 25, 13-23.
- Anthopoulou, Th., Kolokouris, O., Nikolaïdou, S., Partalidou, M. (2015). "Aux arbres citoyens! Le mouvement d'agriculture urbaine, une forme participative d'appropriation de l'espace" p. 339-349. Στο Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.C. (ed.). *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en*

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

contextes méditerranéens. Montpellier : CIHEAM, 2015. 368 p. (Options Méditerranéennes: Série B. Etudes et Recherches; n. 72). <http://om.ciheam.org/om/pdf/b72/b72.pdf>

- Arampatzi, A. (2016). The spatiality of counter-austerity politics in Athens, Greece: Emergent 'urban solidarity spaces'. *Urban Studies*, 1-16.
- Kavoulakos, K., Gritzas, G. (2015). Movements and Alternative Spaces during the crisis in Greece: A New Civil Society. In N. Demertzis, N. Georgarakis (eds.). *The Political Portrait of Greece: Political Crisis and Degradation of politics* (pp. 337-355). Athens: Gutenberg (originaltitleinGreek: Κινήματα και Εναλλακτικοί Χώροι στην Ελλάδα της Κρίσης: Μία νέα Κοινωνία Πολιτών. In N. Demertzis, N. Georgarakis (eds.). *Το Πολιτικό Πορτραίτο της Ελλάδας: Κρίση και Αποδόμηση του Πολιτικού* (pp. 337-355). Athens: Gutenberg).
- Maye, D., Kirwan, J. (2010). Alternative food networks. *Sociopedia.isa*, DOI: 10.1177/205684601051
- Nikolaidou, S. (2012). "Periurban dynamics and transformations in Metropolitan Athens: the case of Messoghia", Phd Thesis, Faculty of Architecture, Urban and Regional Planning department of National Technical University of Athens, Greece.
- Nikolaidou, S. & Kolokouris, O. (2016). "Transition Movements in Greece: An alternative green solution to the crisis?" International Conference on Urban Autonomy and the Collective City Onassis Cultural Center, 1 & 2 July 2016, Athens, Greece.
- Nikolaidou, S. (2011). «Politiques de planification et logiques des acteurs locaux dans le contexte de périurbanisation du sud-est d'Athènes». *Options Méditerranéennes*, B 66:145-158. Paris: CIHEAM.
- Ostrom M.R. (2008). Community Supported Agriculture as an Agent of change. Is it working? in C. Clare Hinrichs and Thomas A. Lyson (eds). *Remaking the North American Food System Strategies for Sustainability* (pp. 99-120). University of Nebraska Press.
- Partalidou, M. and Anthopoulou, T. (2015). Urban Allotment gardens during precarious time: from motives to lived experiences, *Sociologia Ruralis* (accepted article).
- Wekerle, G.R. (2004). Food Justice Movements. Policy, Planning, and Networks. *Journal of Planning Education and Research* 23 (4), 378-386.
- Fuller, D., Jonas, A.E.G., Lee, R. (Eds.), 2010. *Interrogating Alterity: Alternative Economic and Political Spaces*. Ashgate Publishing, Ltd., Farnham.
- Gibson-Graham, J.K., 2006. *A postcapitalist politics*. University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Moulaert, F., Ailenei, O., 2005. Social Economy, Third Sector and Solidarity Relations: A Conceptual Synthesis from History to Present. *Urban Studies* 42, 2037-2053.

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Pour une gouvernance des réserves foncières au Maroc : état actuel et perspectives d'avenir

Wissal Ouchraa(1), Aissam Zine-Dine(2)

(1) Doctorante en Droit, Université Moulay Ismail-Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Meknès-Maroc, wissalouchraa@gmail.com

(2) Professeur universitaire, Université Moulay Ismail-faculté des sciences juridiques économiques et sociales Meknès-Maroc, aissamzinedine@hotmail.com

Mots clés : Réserves foncières, développement territorial, gouvernance, réforme juridique, pays émergents.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Le développement territorial se base sur de nombreux facteurs d'ordre politique, socio-économique, spatial, urbanistique et stratégique. Il se matérialise sous forme de projets d'investissement d'initiative publique, privée ou partenariale et suppose la mobilisation de terrains ayant un fondement juridique fiable. Toutefois, cette mobilisation devient contraignante au regard du cadre juridique et institutionnel qui l'organise.

Depuis l'indépendance, la réserve foncière se consommait en exubérance, et ce, en l'absence d'une politique foncière dotée des mécanismes de régulation, et en raison de l'application d'un type d'urbanisme qualifié "d'urbanisme d'opportunités foncières" (Decroux 1977). A cet égard, on s'accorde à dresser une liste de dysfonctionnements à l'échelle du territoire national liés notamment au manque de couverture de l'immatriculation, à la mobilisation des sols urbains, à l'absence de l'aménagement foncier et au déficit en matière d'outils de maîtrise foncière qui constitue un entrave au développement (Bouderbala et al. 1992).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

L'action de l'Etat est limitée aux actions foncières traditionnelles : cessions, acquisition, affectation et location, en réaction instantanée, aux besoins des investisseurs. Cette continuité de réactions expéditives reflète l'absence d'une planification stratégique de la gestion de ces ressources et une carence en matière de visibilité en amont (Effina 2011).

Le système foncier au Maroc se manifeste par deux régimes semblables jouant deux rôles complémentaires : le premier concernant l'immatriculation foncière, qui a été instauré à partir de 1913, est caractérisé par la publicité et la force probante des inscriptions au livre foncier.

Le second, régit les pratiques ancestrales foncières qui sont inspirés du droit musulman selon lequel les droits sont consacrés et authentifiés par des actes adoulaïres (Decroux, 1977). La description juridique et technique de la propriété est établie par un cadastre numérique, appelé « Cadastre Juridique », qui reste sporadique du fait que l'immatriculation foncière est facultative. En fait, le cadastre juridique fait partie de la procédure de l'immatriculation.

Un autre système cadastral à caractère économique dit « Cadastre National » est mis en place pour permettre une meilleure connaissance des structures foncières, systématiquement et rapidement, il fournit un plan et un état décrivant le parcellaire des communes rurales et renseignant sur l'identité des propriétaires apparents (Piedelièvre 2000).

Cette diversité des sources du droit marocain n'a pas abouti à un arsenal juridique unique, c'est ainsi que le droit musulman s'applique sur les immeubles non immatriculés et la législation des livres fonciers régit les immeubles immatriculés. En effet, en plus de la division entre le régime des immeuble non immatriculés et le régime des immeuble immatriculés, on rajoute aussi le régime des droits réels appelés droits coutumiers musulmans, le régime des biens Habous, le régime des terres guiches, le régime des terres collectives, le régime des terres agricoles attribuées par l'Etat à des agriculteurs ainsi que d'autres régimes.

Néanmoins, la mobilisation des différentes terres aux statuts multiples amène des difficultés d'ordre procédural qui en gêne l'introduction dans le marché foncier.

Méthodologie et sources utilisées

La mauvaise gestion des réserves foncières a causé une crise d'accès au foncier marocain, ce qui a conduit à plusieurs réflexions juridiques et foncières. L'efficacité de traitement des problèmes fonciers est étroitement liée à la qualité de la gouvernance foncière, Les dysfonctionnements du régime marocain en matière d'immatriculation foncière, de gestion irrégulière et de parcellisation du domaine de l'Etat ont constitué la préoccupation majeure de plusieurs réformes notamment celle apportée par la loi 44-07 (Lehzen et Jaidi 2001).

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Le problème qui se pose, alors, est d'évaluer l'efficacité et l'efficience de ces réformes foncières. La mise en vigueur de ces amendements a-t-elle pu, à elle seule, réduire de manière remarquable et quantifiable la réticence de l'investissement national et international pour une gouvernance efficiente des réserves foncières (Bouderbala 1999).

L'intérêt du thème consiste à répondre à cette question en vue d'apporter un aspect concret aux textes juridiques.

Pour ce faire, il sera nécessaire d'interroger les textes de loi, la doctrine et la jurisprudence non seulement nationale mais aussi internationale. Ceci sera possible à travers une analyse descriptive, diagnostique et prospective.

Comme la méthodologie de travail, et en absence de disponibilité de bases de données fiables et actualisées, la collecte des statistiques et informations sera, principalement, auprès des organismes suivants : Haut-Commissariat au Plan (HCP), La banque Africaine de Développement (BAD), la conservation foncière, l'agence urbaine et le ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville au Maroc.

Ainsi, le travail comportera trois parties dont la première traitera de l'analyse descriptive du système foncier marocain avant et post indépendance. La deuxième partie portera sur la gestion et la création des réserves foncières. La dernière partie sera consacrée à une analyse prospective et des recommandations.

Conclusions

La divergence des statuts et le dualisme des régimes foncières ont engendré des blocages dommageables au marché des transactions immobilières notamment en ce qui concerne l'offre de terrain qui conditionne les flux et les formes d'investissement. Le problème est donc situé en réalité au niveau de la complexité des procédures propres à chaque statut en termes de formalités, de conditions et de durées d'apurement.

Il va sans dire que toute réforme relative à la gestion des réserves foncières, passe par une réforme de l'arsenal juridique qui prendrait en considération l'ensemble des statuts foncières existants et qui veillerait à la cohérence des textes régissant le foncier, l'urbanisme, la fiscalité, l'investissement...

Cette évolution passera également par une simplification des régimes et des statuts juridiques du foncier, une généralisation de la purification de la situation juridique du foncier litigieux grâce à des procédures adaptées en temps et en contenu.

La diminution de la réserve des terrains dans les zones urbaines ainsi que les dysfonctionnements, qui touchent aussi bien le foncier industriel qu'agricole, sont considérés comme des facteurs qui

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

réduisent l'offre de terrains destinés à l'investissement, sans oublier le manque de couverture du régime de l'immatriculation chose qui diminue la mobilisation des sols urbains non immatriculés (Rachik 1999).

Afin de promouvoir l'attractivité et le développement du Maroc en tant que destination d'investissement, il est donc nécessaire de mettre en place un dispositif juridico-institutionnel de régulation foncière permettant l'émergence d'un marché foncier compétitif et promouvant le climat des affaires, ainsi que d'offrir un produit foncier à coût maîtrisé et assurer l'intégration économique et sociale des populations rurales et urbaines (Bouderbala 1999).

Toutes ces démarches sont mises en place pour aboutir à une gouvernance foncière qui permet de diriger la façon dont les individus sont associés aux prises de décisions, dont les gouvernements rendent compte aux acteurs ainsi que les mesures que prennent les sociétés pour faire respecter le droit, les lois qui régissent la matière foncière et offrir un produit foncier à coût maîtrisé et assurer l'intégration économique et sociale des populations rurales et urbaines.

Références

Ouvrages, articles, thèses

- Ben Ali, D., Di Giulio, A., Lasram, M., Lavergne, M., 1996. Urbanisation et agriculture en méditerranée : conflits et complémentarités, L'Harmattan, Paris.
- Bouderbala, N., Bourbouze, A., et Rubino, R., 1992. Les terres collectives au Maroc, droit et fait, dans Terres collectives en Méditerranée, (éd.), F.A.O., Ovins et caprins, Réseau Parcours Euro-africain.
- Bernard, A., Huyghe, M., 2006. Expropriation des biens, édition du moniteur, Paris.
- Piedelièvre, S., 2000. Traité de Droit civil, la publicité foncière, édition delta, Paris.
- Bouderbala, N., 1999. Les systèmes de propriété foncière au Maghreb: le cas du Maroc, Cahiers Options Méditerranéennes, vol.36.
- Decroux, P., 1977. Le Droit foncier marocain, éditions La Porte, Rabat.
- Effina, D., 2011. Marché immobilier résidentiel et investissements directs étrangers: cas du Maroc, thèse de doctorat en Sciences économiques, Université Mohamed V.
- Es-Siari, S., 26 janvier 2012. Foncier : les conjoncturistes prônent un régulateur du marché, Finances New Hebdo.
- Lehzen, A., Jaidi, L., 2001. L'accès au sol urbain au Maroc, Okad, Rabat.
- Rachik, A., 1999. Le foncier contre la ville" Al Maouil, les cahiers de l'ANHI, n°14.

Rapports

- Banque mondiale, 2015. Rapport Doing Business.
- Banque mondiale, 31 mai 2008. Rapport n° 49970-MA. Royaume du Maroc, Marchés fonciers pour la croissance économique au Maroc, volume I: Héritage et structures foncières au Maroc, les contraintes structurelles et institutionnelles à l'émergence d'un marché efficient du foncier au Maroc,.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

CNUCED, juin 2013. Rapport sur l'investissement dans le monde.

Scenarios of optimal organization of sheep and goat transhumance in a Greek mountainous area under different land use, climate change and market conditions

Athanasios Ragkos (1), Maria Karatassiou(2), Stavriani Koutsou(3), Zoi Parissi (2), Vasiliki Lagka (3)

(1) Agricultural Economics Research Institute, ELGO – "DEMETER", ragkos@agreri.gr

(2) Department of Forestry and Natural Environment, Aristotle University of Thessaloniki, karatass@for.auth.gr, pz@for.auth.gr

(3) Department of Agricultural Technology, Alexander Technological Educational Institute of Thessaloniki, skoutsou@farm.teithe.gr, lagka@ap.teithe.gr

Key words: transhumance, grazinglands, optimal organization, Greece

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Sheep and goat transhumance is still practiced in all parts of Greece, as it is suitable for the particular conditions of the country's mountainous and less-favored areas. According to processed data of OPEKEPE (2011) (www.metakinoumena.gr), nowadays in Greece there are 3,051 transhumant flocks rearing approximately 1.1 million sheep and goats (about 7.5% of the national flock, 760 th. transhumant sheep and 260 th. goats). Movement distances vary from 10-20 km (local 'vertical' movements – 'transterminance') up to and beyond 250-300 km. Flocks leave the lowlands in spring and remain in the mountains usually for 4-6 months. Thus, they avoid hot summers at lower altitudes and the severe cold winters in the mountains, where they utilize the rich summer vegetation, which is able to accommodate the increased protein needs of animals without

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

additional feed provision (Papanastasis, 2002, Akasbi et al., 2012). Throughout their stay in the highlands, animal diets rely almost exclusively on the natural vegetation of mountain pastures, so the system is semi-extensive, unlike the production pattern during winter, which is semi-intensive, with less dependence on grazing.

Transhumance constitutes an example of a multifunctional production system, as it sustains the livelihood of mountainous communities where transhumant farmers spend the summer. It should be stressed that the Greek system differs from transhumance in other EU Mediterranean countries (e.g. France and Italy) because in most cases the movement concerns the whole family, not only the flock. The cultural role of transhumance is also important, as the system is a factor shaping the socio-economic development process and the cultural heritage of mountainous areas. Apart from that, transhumance contributes to environmental protection in terms of maintaining mountainous grasslands and unique landscapes. These multiple roles supplement its economic functions. Flocks produce mainly milk, which is sold to industries and local dairies or is manufactured on-farm, especially during summer. Indeed, transhumant flocks in Greece have been proven to produce milk of very high quality during summer, which has far more potential in dairy industries and markets of quality products than its current use (Zdragas et al., 2015).

One of the most unique features of transhumance is its high dependence on land use, more than other livestock production systems. Transhumant farmers cultivate land for feedstuff or for artificial pastures ("chasilia") but the most important contribution is that transhumant flocks base their nutrition on the use of rangelands and particularly on mountainous ones, in order to achieve costs savings which can reach up to 47% compared to intensive flocks (Ragkos et al. (2014). Furthermore, moderate grazing in natural grasslands has been found an important factor maintaining floristic diversity and land cover, while in other cases, under-grazing – due to abandonment of transhumance – led to expansion of woody vegetation (Ispikoudis et al., 2002, Sidiropoulou et al. 2015). Consequently, transhumance is important for the conservation of fragile ecosystems, as grazing pressure defines their structure and quality.

The unique links between transhumance and land become of even more importance in Greece because of the land ownership and grazing system. Grazinglands belong to the state and are managed at the Decentralized Regional level (formerly by the Municipality) through a communal system. Although communal grazing is not uncommon in Europe (Oosterhuizen, 2011), the Greek case is different. This particular communal system prioritizes local residents in land allocation and leaves only few grazinglands for non-residents, which are allocated through auctions. In both cases, environmental criteria, such as the grazing capacity, are not taken into account and tacit knowledge governing community land uses in the past is now almost completely disregarded.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

It is evident that grazingland in Greece is a common good and this entails several environmental and socioeconomic effects. Collective use ranges from undergrazing (leading to encroachment) to overgrazing (leading to degradation). This depends on the number of grazing animals, which is influenced by both endogenous (dependent on the transhumance system) and exogenous factors such as prices, agricultural policy, land use patterns and climate change. A question therefore arises as to whether and how changes in these factors affect the transhumance sector.

The purpose of this study is to present a set of alternative scenarios of development of the transhumance sector taking into account the availability of grazingland alongside with a set of exogenous factors. The study seeks to provide insights as to how the system will respond under different scenarios of land use changes (e.g. different management practices, changes forced by climate change pressures or changes in vegetation resulting from varying grazing pressures) combined with changes in market conditions (product prices and sales strategies, availability of cheap feedstuff during winter etc) and the availability of family and hired labor. Scenarios are elaborated means of mathematical programming, which is an established optimization method for problems including various activities under a set of constraints.

Methodology and sources used

The study concerns the mountainous area of Grevena, in Western Macedonia, Northwestern Greece. Very few flocks are reared in the area during winter, but in the summer, mountain pastures there are grazed for 4-5 months by large-sized flocks, thus rendering the region the most important area for transhumance. In total, 248 transhumant flocks spend the summer in the highlands of Grevena, of which 30 are pure goat farms, while the remainder only rear sheep mixed with a small number of goats. The total number of sheep and goats in the area is 132,916 and the average size of the transhumant farm is approximately 536 animals. Flocks move to the summer (mountain) rangelands (and communities) after the 20th of May, where they remain for 4-5 months depending on the weather conditions. Animals are not distributed in a uniform way throughout the area. In some villages there is overgrazing, which has led to reduced vegetation, while in other parts encroachment is evident as a result of less grazing by transhumant flocks (Rapti et al. 2016). Nonetheless, in general, it is the availability of grazingland that defines the opportunities for maintenance and/or development of the sector.

Data for the optimization model were obtained from a questionnaire survey. Technical and economic indicators describing the different types of transhumant farms (sheep farms, goat farms, farms moving more than 50 km etc) were then calculated. Constraints include the availability of family labor, variable capital requirements and purchased feedstuff, including crop production in winter. Land constraints simulate the availability of grazingland, which is expressed based on

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 6a – Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

climatic conditions, vegetation type, land cover, production and consequently grazing capacity. The optimization model is designed to demonstrate the extensive character of the system by yielding its optimal structure under different levels of availability of variable capital: less capital entails the prevalence of different types of farms, different degree of use of mountainous rangelands and more use of excessive family labor in communities where the rural economy is not adequately diversified.

Conclusion

The results highlight the importance of land for the survival of the system, under most alternative market scenarios (lower product prices, higher feedstuff costs etc). When it comes to land uses, it is illustrated that an expansion of the system – due to favorable market conditions - without specific regulatory adjustments could entail significant environmental degradation. The resilience of particular types of transhumant farms under harsh economic conditions is verified by the results, thus providing a paradigm for alternative activities in rural Greece, where the economic crisis is actually a major constraint for development.

References

- Akasbi Z., Oldeland J., Dengler J. and Finckh M., 2012. Social and ecological constraints on decision making by transhumant pastoralists: a case study from the Moroccan Atlas Mountains. In: *Journal of Mountain Science*, 9(3), p. 307-321.
- Ispikoudis I., Soliou M.K., and Papanastasis V.P. 2002. Transhumance in Greece: Past, present and future prospects. *Transhumance and Biodiversity in European mountains*, p. 211-226.
- Oosterhuizen, S., 2011. *Archaeology, Common Rights and the Origins of Anglo-Saxon identity*. Blackwell.
- Papanastasis V.P., 2002. Ecology and management of pseudoalpine rangelands. *Proceedings of the 3rd Greek Rangeland Conference*, p. 437-445.
- Ragkos A. and Lagka V., 2014. The multifunctional character of the transhumant sheep and goat farming system in Greece. In: *Proceedings of the 8th Greek Rangeland Conference*, 1-3 October 2014, Thessaloniki, p. 47-52.
- Rapti D., A.G Papaioannou, Z.M. Parissi, M. Karatassiou 2016. Impact of different grazing intensities on rangelands soil characteristics in central Greece. *Options Méditerranéennes Series A* 114:131-134
- Sidiropoulou A., M.Karatassiou, G.Galidaki, P.Sklavou 2015. Landscape Pattern Changes in Response to Transhumance Abandonment on Mountain Vermio (North Greece). *Sustainability*, 7, 15652-15673.
- Zdragas A., Papadopoulos, T., Mitsopoulos, I., Samouris, G., Vafeas, G., Boukouvala, E., Ekateriniadou, L., Mazaraki, K., Alexopoulos, A., Lagka, V. (2015). Prevalence, genetic diversity, and antimicrobial susceptibility profiles of *Staphylococcus aureus* isolated from bulk tank milk from Greek traditional ovine farms. *Small Ruminant Research*, 125, pp. 120-126.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Innovative contractual arrangement for land management of the commons

Orlando Rodrigues (1), Carlos Aguiar(2), Sílvia Nobre(3)

- (1) Instituto Politécnico de Bragança, Centro de Investigação de Montanha, orlando@ipb.pt
(2) Instituto Politécnico de Bragança, Centro de Investigação de Montanha, cfaguiar@ipb.pt
(3) Instituto Politécnico de Bragança, Centro de Investigação de Montanha, silvian@ipb.pt

Key words: Land tenure, land protection, land use, rural development

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

Today, there is growing recognition that land management needs to focus on the sustainable use of land and natural resources. Reducing the negative impact of the land use systems on the environment, economy and society is a central societal challenge.

Often, in some peripheral or mountain regions, theoretically able to provide important environmental services, the regulatory framework of local communities or central states fails to shape resilient and sustainable land use systems (Blaikie and Brookfield, 2015). The urbanization of societies and the transformation of local communities, with loss of social regulation capacity, produced significant changes on land use systems. Consequently, the transformation of landscapes, produced by rural life styles evolution into urban like models, causes profound changes in the ecological functioning of the landscape and gradually results in a changing of spatial structure (Antrop, 2000).

Progress in institutionalist's research approaches has allowed a better comprehension of the structural components of many local resource use contexts (Healey, 2006). The extent of private

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

decision-making is constrained by the formal legal framework, but also by informal institutional arrangements, with impact on property rights management. The capacity of the local communities to build effective institutional property rights management systems of the land is key issue on the persistence of resilient and sustainable natural resources use contexts (Penker, 2009).

Property rights can be held at the individual or group level and, simultaneously, they might be protected at several extents, which allow a wide diversity of configurations. However, the persistence of effective land property rights management systems requires capable institutions to sustain their functionality.

The problem often emerges because traditional institutions have not had the capacity to adapt themselves to global social systems change, particularly to demographic changes, and those regulatory systems collapsed. The challenge is how to define institutions that are more capable of responding to ecosystem dynamics and to social systems change. (Miranda, et al 2006). In some cases, innovative community initiatives in sustainable land management, proved that are resilient solutions that can be managed by local communities.

In this context is particular pertinent to analyze the different strategies that local communities develop to manage the common lands in this new context and also how they combine the common and private property land rights (Bromley et al 1992, Tietenberg 2002). How to stimulate community initiatives in sustainable land management, it is a key issue (William et al, 2016).

In this work, we will discuss the findings from some case studies, which, combining collective use rights of the commons with an innovative contractual arrangement of private exploitation of some common lands, achieved a successful improvement of the community revenue, compared with other similar communities where the commons are in a semi-abandonment situation.

Methodology and sources used

The methodology of research is based on case studies that are analyzed in a long period. A survey conducted on 2000 to a set of commons (baldios) in the northeast part of Portugal (Trás-os-Montes) is the base for the study. At this time, we inquired the commons of the region collecting information about the management options, the uses of the common land, as well as concerning the income that the community obtain from the common and how they spend it. This data was correlated with the situation of the commons in the present concerning the land use change and eventual land degradation.

Some particular case studies were deeply analyzed, concerning different strategies of assignment of the common land use rights.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Conclusion

As main conclusions, we can stress the importance of effective management arrangements of the commons in forest preservation. We found a close correlation between situations where management bodies of the commons well organized, with a strong leadership, connected with associations of commons or other organizations clearly politically oriented. In these situations, the forest is well managed and protected, mostly based on exterior funds of rural development programs.

In the cases where the institutional management framework of the commons is weak or inexistent, we found a more intense land degradation, correlated with the importance of the forest in 2000. The greater the proportion of forest in the territory in 2000, the greater the land degradation that we found nowadays.

In situations where sheep-based grazing remained important, tends to be a situation of stabilized land use, with shrubs and subject to periodic fires to regenerate pastures. In general, the land use patterns that combine grazing with forest are more resilient than the "only forest" solutions.

We analyzed more closely two case studies of farmers who have attained a large land dimension, combining individual ownership with the use of commons. In both cases, they tried a sheep-based grazing orientation, but they found that it was incompatible with an extensive and rewarding use of land and they preferred a cattle-based grazing option. Nevertheless, this kind of orientation is technically and institutionally complex. The main difference between the two cases is that one of them achieves to run the farm under free grazing on the common and the other no.

Only one of these cases, where the farmer owns a remarkable experimental and innovative spirit, and accumulated a previous substantial experience on cattle grazing in completely different geographies, succeeds to achieve a viable extensive farm.

The technical system of this farm, although inspired by traditional systems, is clearly innovative. It is based on the exploration of an extensive area of the common with pasture, combined with private property pastures for hay production, with the purpose of production of a traditional cattle race, with a designation of origin, under free grazing.

The purpose of the holding is to produce calves, which are sold at weaning, with 7-9 months, with about 90-95 kg in carcass, with no incorporation of external food.

This case is also the one that is associated with the most effective production of environmental services, in particular forest fire protection.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

References

- Antrop, Marc, 2000. Changing patterns in the urbanized countryside of Western Europe. *Landscape Ecology* 15, 257-270
- Blaikie, Piers, Brookfield, Harold, 2015. Questions from history in the Mediterranean and Western Europe, in: Blaikie, Piers, Brookfield, Harold (Eds.), *Land Degradation and Society*, Routledge, pp 122 - 142
- Bromley, D.W., Feeny, D., McKean, M.A., Peters, P., Gilles, J.L., Oakerson, R.J., Runge, C.F. y Thomson, J.T., eds. (1992). *Making the commons work: theory, practice, and policy*. San Francisco, EE.UU., Institute for Contemporary Studies Press.
- Healey, P. 2006. Transforming governance: Challenges of institutional adaptation and a new politics of space. *European Planning Studies*, 14(3): 299-320.
- Miranda, D., Crecente, R. and Alvarez, M. F. 2006. Land consolidation in inland rural Galicia, NW Spain, since 1950: An example of the formulation and use of questions, criteria and indicators for evaluation of rural development policies. *Land Use Policy*, 23(4): 511-520.
- Penker, M. 2009. Landscape governance for or by the local population? A property rights analysis in Austria. *Land Use Policy*, 26(4): 947-953
- Tom Tietenberg (2002). *The Tradable Permits Approach to Protecting the Commons: What Have We Learned?*. In National Research Council. *The Drama of the Commons*. Washington, DC: The National Academies Press.
- William Critchley , Sabina Di Prima and Mohamed F. Sessay (2016). *Stimulating Community Initiatives in Sustainable Land Management (SCI-SLM): An Introduction*. In William Critchley , Sabina Di Prima and Mohamed F. Sessay. *Community Innovations in Sustainable Land Management Lessons from the field in Africa* Edited by Maxwell Mudhara , Saa Dittoh.

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

La maîtrise du foncier, une problématique de taille dans le mise en réserve des zones humides à caractère rural, les plaines littorales d'El Habra, Sig et La Macta en Algérie

Tarik Ghodbani (1)

(1) *Maître de Conférences, Département de Géographie et d'Aménagement du Territoire, Laboratoire Espace Géographique Et Aménagement du Territoire (EGEAT), e-mail : ghodbani_tarik@yahoo.fr*

Mots clés: Zone humide, Algérie, Foncier, Gestion territoriale, Acteurs, Développement durable

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

En 2003, les marais de la Macta, sur le littoral ouest de l'Algérie, ont été classés comme zone humide à protéger par le Plan d'Aménagement Côtier dans le cadre de la loi "Littoral". Ces marais en contact avec la Mer Méditerranée représentent l'exutoire d'un réseau hydrographique à caractère semi-aride traversant trois plaines fertiles : Habra, Sig et Macta (Agence de Bassin, 2009). En 2004, des plans cadastraux ont été tracés pour délimiter le cadre juridique du foncier à l'intérieur de la réserve naturelle (JORA, n° 25, 1987). Ce travail, qui a mobilisé les Services du Cadastre des trois wilayas partageant les trois plaines (Oran, Mostaganem et Mascara), a permis de dégager à l'intérieur de la zone humide deux grands domaines : le premier public de l'État, englobe une partie des marais au nord, tandis que le second, privé de l'État, intègre la zone agricole au sud. La zone médiane de végétation naturelle se trouve à cheval entre les deux domaines (DGF, 2005). La partie de cette zone médiane qui appartient au domaine public d'État, a actuellement le statut de domaine forestier, tandis que l'autre partie, située un peu plus au sud, a le statut de terres excédentaires, ce qui la place sous la juridiction de la Direction de l'Agriculture. Ces terres excédentaires, issues

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

d'anciens domaines agricoles de colons, n'ont jamais été cultivées ; ce sont des espaces relais entre les marais au nord et les surfaces agricoles au sud. Ces dernières peuvent être inondées lors des débordements des marais durant les périodes de crue. Sur la base de cette identification foncière, une étude a été recommandée pour la mise en place d'une réserve naturelle. Le bureau d'étude oranais ÉCOVERT (2004) a distingué trois zones de protection : une zone intégrale qui correspond à la zone de marais, une zone intermédiaire couvrant la zone de végétation naturelle et une zone périphérique intégrant l'ensemble des exploitations agricoles. En 2005, la Direction des Forêts de Mascara, chargée de l'application des mesures de protection, a entamé un bornage physique de la première zone. L'opération, menée dans un climat de tension, s'est soldée par l'implantation de 14 bornes en ciment de 50 cm de hauteur (DGF, 2005). La délimitation devrait théoriquement faciliter le contrôle de la zone des marais considérée comme la plus fragile, pour la protéger du surpâturage, du défrichement et du braconnage. En réalité le balisage de la zone intégrale est une stratégie qui sert deux objectifs : le premier est de concentrer, face à la faiblesse des moyens, les efforts de contrôle sur la partie la plus fragile ; et le second d'éviter d'éventuels conflits avec les Services de l'Agriculture, responsables de la gestion des terrains privés de l'État un peu plus au sud.

Le bilan actuel de ces actions reste négatif (Écovert, 2004). Si le défrichement s'est arrêté dans la zone balisée et dite intégrale, l'intrusion des troupeaux dans cette même zone est de plus en plus fréquente, le braconnage continue et les opérations de défrichement s'intensifient dans la zone intermédiaire, là où se trouve la zone de végétation naturelle. L'opération de balisage est mal perçue par un grand nombre d'agriculteurs, qui accusent les Services des Forêts d'instrumentaliser les actions de protection de la zone humide, d'une part, en favorisant les bergers (connus sous le nom de gueblis) et, d'autre part, en les empêchant de défricher plus de terrain.

Le statut juridique de terre excédentaire, gérées par les services des domaines, entre la zone intégrale à protéger et les terres agricoles affectées sous formes d'Exploitation Agricoles Collectives (EAC) et Exploitation Agricoles Individuelle (EAI) durant les années 1980 puis dans le cadre des concessions en fin 2000 son sujet de toutes les convoitises (Direction de l'Agriculture, 2009). Des compromis entre gueblis et agriculteurs locaux et élus se sont développés face à la volonté de l'Etat représentée par l'administration pour la protection de cette zone humide. Des négociations entre agriculteurs et gueblis organisent le défrichement des terres excédentaires; Les gueblis nomades financent les labours et les semences de blé et, en contrepartie, ils peuvent installer tentes et enclos à l'intérieur des exploitations agricoles. Au début de l'été, après que l'agriculteur ait achevé la moisson, le guebli lâche son cheptel sur les chaumes. Ces terrains reposés, au sol très fertile, peuvent produire jusqu'à 60 quintaux de blé à l'hectare, alors qu'une même superficie de bonne qualité agronomique ne dépasse pas habituellement les 20 quintaux, ce qui explique les convoitises. Les services de l'agriculture, qui devraient normalement veiller à la non-exploitation de ces terres, ne réagissent pas contre ces pratiques. Au contraire, ils favorisent souvent l'exploitation de parcelles

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

par de jeunes agriculteurs en situation de chômage. Face à la forte pression des agriculteurs locaux, les élus sont forcés de maintenir les accords mis en place entre les locaux et les guebli. Les élus des communes rurales partageant cet espace sont par ailleurs convaincus que l'exploitation des ressources naturelles de la Macta favorisera à court terme le développement économique de leurs communes rurales.

Méthodologie et sources utilisées

La méthode de notre travail s'est basée essentiellement sur la lecture d'anciens travaux couvrant la région analysant les spécificités naturelles ; des rapports et articles publiés par les différents écologistes comme Simmoneau et Quézel(1948), Matzmacher(1979), Tafer(1996), Sitayeb et Benabdeli (2008) ou de géographe tels que Tinthoin (1948) et Ziad(2002)...ont constitué la base pour cette première étape de travail. Des statistiques et documents cartographiques disponibles sur les paramètres socioéconomiques (ONS, 2008) nous ont permis de mieux comprendre l'organisation spatiale de l'occupation du sol et la dynamique des activités rurales. Cette première étape de recherche a été complétée par des enquêtes semi-directives que nous avons menées avec les différents acteurs. L'objectif est de cerner les enjeux fonciers dans la mise en réserve de cet espace rural fragile pour instaurer un développement territoriale plus adapté aux conditions sociales.

Conclusion

Les espaces littoraux en Algérie à fortes potentialités naturelles sont souvent identifiés par les instruments d'aménagement et/ou de protection de l'environnement comme des zones à protéger (Ghodbani, 2009). Néanmoins dans ces milieux retirés des centres urbains l'activité rurale est dynamique et connaît une croissance soutenue. La faible maîtrise du foncier sur le plan de l'appartenance et la gestion rend fragile toute volonté de préservation intégrée. Ainsi des stratégies de contournement et de coalition entre usagers visent à exploiter au maximum les ressources naturelles sans prendre en considération les équilibres environnementaux du milieu.

Références bibliographiques

- Agence de Bassin., 2009. Cadastre hydraulique, Bassin Macta et bassin Tafna. Document technique, Agence de Bassin Oranie - Chott Chergui, 67 p.
- Conservation des Forêts., 2009, Fiches statistiques sur l'avifaune de la zone humide de la Macta. Document technique, daïra de Mohammadia, 9 p.
- DGF., 2005, Fiche descriptive sur les zones humides Ramsar. Édit. Direction Générale des Forêts, Alger, accessible en ligne : <http://www.dgf.org.dz>.
- Direction de l'Agriculture., 2009. Bilan annuel sur l'activité agricole et pastorale dans la plaine de Sig et d'El Habra. Document technique, wilaya de Mascara, 34 p.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

- Écovert., 2004. Rapport sur le projet de classement de la zone humide de la Macta. Rapport technique, Oran, 27 p.
- Ghodbani T., 2009. Environnement et littoralisation de l'Ouest algérien. Thèse de Doctorat, Universités d'Oran et de Paris 8-St Denis, 306 p.
- JORA., 1987. Décret n° 87-144 du 16 juin 1987 fixant les modalités de création et de fonctionnement des réserves naturelles. Journal officiel de la république algérienne, n° 25.
- Metzmacher, M., 1979. Les oiseaux de la Macta et de sa région (Algérie) : non passereaux. Aves, n° 34, p. 89-123.
- ONS., 2008, Fiches statistiques sur le nombre et la répartition de la population dans les communes des Daïrat de Sig, Mohammadia et Mactadouz. Données de l'Office national des statistiques, Édit RGPH, Document technique, Alger, 19 p.
- Simoneau, P., Quézel P., 1960. Quelques aspects de la végétation des terrains salés des plaines sublittorales de l'Oranie Orientale. Bulletin de l'Institut National d'Agriculture, d'Alger, n° 6, p. 15-30.
- Sitayeb, T., Benabedeli, K., 2008. Contribution à l'étude de l'occupation des sols de la plaine de la Macta (Algérie) à l'aide de la télédétection et des systèmes d'information géographique. Comptes rendus biologie, vol. 331, n° 6, p. 466-476.
- Tafer, B., 1996. Étude phyto-écologique et syndynamique des complexes de végétation halophile de la plaine de Mohammadia (Macta Oranie). Thèse de Doctorat, Université de Provence - Aix-Marseille I, 280 p.
- Tinthoin, R., 1948. Les aspects physiques du Tell oranais, essai de morphologie de pays semi-aride. Thèse de Doctorat d'État, Université d'Alger, 452 p.
- Ziad, M., 2002. La plaine de la Macta (Oranie Est), entre aménagement du territoire et protection de l'environnement. Mémoire de Magister, Université d'Oran, 438 p.

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Le remembrement rural au Maroc : D'un outil de promotion de la productivité agricole à une mesure de développement du territoire

Abdelrani Bouyad(1), Aissam Zine-Dine(2)

- (1) Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Moulay Ismail de Meknès- Maroc ; e-mail: doyen@fsjes.umi.ac.ma
- (2) Professeur habilité à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Moulay Ismail de Meknès-Maroc ; e-mail: aissamzinedine@hotmail.com

Mots clés: Regroupement des terrains, Sécurité foncière, Aménagement de l'espace agricole.

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

L'expérience marocaine a révélé que toutes les actions menées dans le sens de la réalisation des objectifs économiques de la politique agricole se heurtent inévitablement au problème résultant, d'une part, du régime juridique de la propriété non encore immatriculée et, d'autre part, de la dominance des terres très morcelées¹ et éparpillées qui n'offrent pas l'assiette foncière suffisante pour transformer l'agriculture traditionnelle en agriculture moderne productive.

¹Au Maroc, Le régime successoral du droit musulman contribue à ce morcellement et à cette dispersion croissante et continue de la propriété foncière agricole.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Ainsi, par la création d'un rapport constant entre l'apurement juridique de la propriété agricole à travers l'immatriculation foncière et l'amélioration des structures foncières tout en encourageant les agriculteurs d'opter pour des modes d'exploitation plus développées, la politique agricole marocaine a cherché, depuis l'indépendance, à travers diverses actions entreprises, à garantir au secteur agricole toutes les chances de décollage afin qu'il puisse remplir les fonctions économiques et sociales qui lui sont conférées.

Parmi ces actions impulsées par l'Etat figure l'opération de remembrement rural réglementée par le dahir² du 30 juin 1962 et son décret d'application du 25 juillet 1962.

Il s'agit d'une conception où la tâche de rationalisation repose toute entière sur l'intervention forte d'un Etat redistributeur et géomètre affichant l'ambition d'imposer le regroupement et la redistribution des parcelles agricoles éparpillées ou de formes irrégulières de manière à constituer des domaines d'un seul tenant et de bonne configuration³. En effet, si le remembrement est théoriquement considéré comme une réponse à cette forte inégalité de la répartition foncière, il est dans la pratique utilisé en tant que procédure spéciale d'immatriculation foncière dite obligatoire qui assure aux propriétaires la sécurité juridique nécessaire pour la promotion de la productivité agricole⁴ (§1). Toutefois, le remembrement doit normalement être mis en œuvre comme une démarche susceptible de corriger les distorsions, de lutter contre les dysfonctionnements qui affectent le territoire et de rétablir les dynamiques qui lui assurent croissance et développement (§2)

§1- La sécurité foncière au service de la productivité agricole

L'idée de sécurisation des droits immobiliers comme condition de la modernisation de l'agriculture et de la promotion de la production agricole est-elle fondée dans la plupart des cas. Mais au Maroc et dans de nombreux pays ayant connu la colonisation française, cette condition a été perçue sous l'aspect exclusif de l'immatriculation foncière.

Toutefois, il a été constaté que les délais prescrits pour l'exécution des opérations de remembrement ne sont pas toujours respectés, d'où le retard accusé dans l'aboutissement de certains projets de remembrement en souffrances. Ce retard a pour effet de geler l'activité immobilière dans le secteur,

²Dans la législation marocaine ce terme désigne le sceau du roi apposé sur les textes de lois votés au parlement. En 1975, Mohamed Lahbabi précise dans son ouvrage de référence «Le gouvernement marocain à l'aube du XXème siècle» (Editions Maghrébines, Casablanca, p.201) que le dahir est " un acte par lequel le Souverain donne force obligatoire à ses décisions. Il peut avoir un contenu législatif ou administratif ".

³Mabrouk, A., 2015. Introduction au foncier marocain. Dépôt légal 2015MO2038, p. 456.

⁴ Zine-Dine, A., 2014. La réforme apportée par la loi 14-07 face aux dysfonctionnements du régime de l'immatriculation foncière, éd. DarNajjahAljadida, Casablanca, p.8

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

d'engendrer des situations juridiques complexes, de bloquer la mise en valeur des terres agricoles et de compromettre la rentabilité des investissements engagés. Certes, ces difficultés sont inhérentes à la faible coordination des travaux effectués par les différentes entités administratives intervenant dans le projet, mais le handicap majeur se situe, à mon sens, au niveau de l'obligation faite aux propriétaires de produire l'origine de propriété lors de la souscription d'une réquisition d'immatriculation auprès du service de la conservation foncière.

Cette mesure s'est révélée inadaptable aussi bien à la réalité des agriculteurs dont la majorité est analphabète qu'à celle de la propriété rurale qui est souvent exploitée de père en fils sans aucun titre justifiant le droit de propriété.

Pour débloquer cette situation, l'administration a opté pour une procédure qui consiste à établir des attestations administratives constatant la longue et paisible possession du requérant. Cette attestation dite communément « acte de notoriété » est établie sur place au cours de l'enquête juridique en présence d'au moins douze témoins et d'un représentant de l'autorité locale.

Cette procédure bien qu'elle réponde aux besoins des requérants de l'immatriculation en termes de rapidité, elle laisse cependant beaucoup à désirer surtout avec la réforme apportée par la loi 39-08 formant code de droits réels qui impose l'authenticité des actes portant sur les opérations immobilières, d'où le risque de recevoir un grand nombre de demandes d'immatriculation aux noms de requérants présumés et de fausser ainsi les données sur lesquelles sera basé le projet de remembrement.

En effet, pour éviter ces contraintes liées à la procédure « d'immatriculation obligatoire », il est recommandé que toute opération de remembrement soit précédée par l'assainissement juridique des terrains à travers « l'immatriculation d'ensemble »⁵ ; mesure qui permet au remembrement d'atteindre ses objectifs en tant que modalité d'aménagement du territoire visant à donner une impulsion et une dynamique nouvelle au développement territorial.

§2- Le remembrement comme mesure de développement du territoire

L'aspect redistributeur qu'on prête encore au remembrement s'avère incompatible aux nouveaux impératifs fondés sur une conception vivante et dynamique du territoire comme espace de socialisation et de cohésion et comme un milieu de protection de l'environnement. Bref, le

⁵ L'immatriculation d'ensemble est une procédure spéciale gratuite d'immatriculation foncière réglementée par le dahir du 25 juillet 1969 formant code des investissements agricoles. Cette procédure bien qu'elle n'est pas obligatoire, elle favorise la généralisation du régime de l'immatriculation dans les zones situées à l'extérieur du périmètre urbain.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

renouveau de la politique du remembrement rural au Maroc doit être engagé sur la base de la préparation d'un schéma concerté du territoire visant son développement.

Force est de constater que les actions entreprises à ce jour ont été guidées essentiellement par les normes de productivité agricole ; alors que les expériences menées dans d'autres pays ont montré que le remembrement peut être érigé en « aménagement rural », ce qui permet de larges possibilités de son association aux opérations d'aménagement du territoire en intégrant des actions d'urbanisme, de voirie, d'électrification, d'eau potable et en créant des zones pour la réalisation de grands ouvrages d'intérêts publics (bornage, autoroute, aéroport..), et la réalisation de projet d'investissement (zones d'habitat, zone industrielle..)⁶. En France par exemple, la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a modifié sur de nombreux points la réglementation de l'aménagement foncier. Désormais, le mot « remembrement » est remplacé par l'expression « aménagement foncier agricole et forestier ».

Certes, le législateur marocain a bien précisé qu' « à l'occasion des opérations de remembrement de propriétés rurales...certaines parcelles pourront être affectées à un usage collectif qui, sans être en relation directe avec la mise en valeur agricole, concerne l'aménagement rationnel d'une zone comprenant le secteur remembré »⁷; toutefois, il ne pourra relever ce défi que dans la mesure où cet aménagement passera de l'invocation scripturaire de ses bonnes vertus aux préoccupations des agriculteurs pour la gestion de leur propre espace en prenant en charge concrètement le développement durable de leur ressources⁸. Ce qui nécessite deux choses :

- Le remembrement doit permettre d'intégrer l'élément environnemental comme facteur déterminant en matière d'aménagement. En France, l'émergence des préoccupations écologiques a permis de donner une base avouable, sinon pertinente et une audience à la critique de la procédure de remembrement⁹.
- Le rôle de l'Etat en tant qu'acteur principal et unique de remembrement doit prendre fin. Le moins d'Etat doit fonctionner au profit de la participation effective de la population dans toutes les phases de remembrement (de la préparation du projet jusqu'à sa réalisation).

⁶Ministère de l'agriculture (Maroc),2008. Le foncier agricole, Etude réalisée par la division de réforme des structures foncières, pp.12.

⁷ Article premier (al.1) du dahir du 30 juin 1962 sur le remembrement rural.

⁸ Sedjari,A., 1999. Aménagement du territoire et développement durable: quelles intermédiaires, Ed.L'HARMATIAN, p.6

⁹André Mori, G., 1999. Aménagement foncier et remembrement, Cahiers options méditerranéennes, vol36, CIHEAM, p.206.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7a - Nouvelles formes d'appropriation du foncier et ressources territoriales

Méthodologie et sources utilisées

La plupart des écrits portant sur l'opération de remembrement reposent sur son utilité en tant que procédure d'immatriculation obligatoire et gratuite permettant d'asseoir la propriété agricole sur des bases solides afin de favoriser l'utilisation adéquate des facteurs de production et stimuler l'investissement. En effet, sans nier que la situation du foncier constitue l'un des principaux obstacles qui entravent la réalisation des objectifs du développement territorial, notre approche vise à préciser le caractère multidimensionnel du remembrement. La question qui se pose dans ce cadre est de savoir quelle politique foncière permet-elle de faire du remembrement un moyen pour réaliser le développement rural.

Conclusion

En s'inspirant des expériences étrangères¹⁰, le Maroc aura intérêt à revoir son approche réductionniste du remembrement. En effet, à travers l'aménagement de l'espace agricole qu'il permet, le remembrement devra pouvoir favoriser la création de pôles de développement rural intégrant non seulement les dimensions économiques, mais davantage encore des objectifs de bien-être et d'épanouissement de la population : termes vagues, mais qui se réfèrent clairement à la dimension sociale, humaine et environnementale de l'opération d'aménagement du territoire.

Références bibliographiques

- Mabrouk, A., 2015. Introduction au foncier marocain. Dépôt légal 2015MO2038, pp. 456-473.
- Zine-Dine, A., 2014. La réforme apportée par la loi 14-07 face aux dysfonctionnements du régime de l'immatriculation foncière, éd. DarNajjahAljadida, Casablanca, pp.80-87.
- Ministère de l'agriculture(Maroc), 2008. Le foncier agricole, Etude réalisée par la division de réforme des structures foncières, pp.11-14.
- Ministère de l'agriculture(Maroc), 2000. L'aménagement et la protection de l'espace rural:diagnostic et propositions. Ateliersurlapolitiqueagricole,Rabat 29-30juin, pp.3-19.
- Sedjari,A.,1999. Aménagement du territoire et développement durable: quelles intermédiaires,Ed.L'HARMATIAN, pp.8-28
- André Mori, G., 1999. Aménagement foncier et remembrement, Cahiers options méditerranéennes, vol36, CIHEAM, pp.199-209.

¹⁰ En Turquie par exemple, l'article 678 du code civil stipule que l'assainissement juridique des terrains agricoles et des lits d'eau, le dessèchement des marécages, la reforestation, la construction des routes et l'association des parcelles ne peuvent se faire sans l'autorisation des 2/3 des propriétaires de terrains qui possèdent au moins 51% de la superficie du périmètre.

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

Les terres domaniales peuvent-elle constituer un outil de développement territorial? Le cas des oasis du Sud tunisien

Mustapha Jouili(1), Mohamed Elloumi(2)

(1) Maitre-Assistant en Economie, FSEG Nabeul- Laboratoire d'Economie Rurale, INRAT, Tunis, mjouili@yahoo.fr

(2) Professeur d'Economie Rurale, Laboratoire d'Economie Rurale, INRAT, Tunis, elloumimohamed@yahoo.fr

Mots clés: Foncier, terres domaniales, développement territorial, Jemna, Tunisie

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Lors de la consultation nationale en mai 2016 sur l'amélioration de l'exploitation des terres domaniales, l'une des voies proposée consistait à faire de ce patrimoine un outil de développement territorial dans les régions où cette forme de tenure foncière est importante et peut constituer à la fois un pôle de production, de création d'emploi et surtout un moteur d'entraînement pour le reste de l'économie du territoire en question. Toutefois dans les faits rien n'a été fait dans ce sens et les gouvernements successifs se sont acharnés à faire de ces terres un outil de développement de l'investissement, voire d'attraction des IDE comme se fit le cas lors de la grande messe qu'a constitué la conférence sur l'investissement Tunisia 2020.

C'est alors de la société civile et des acteurs locaux que va venir l'initiative, avec différentes expériences qui ont plus ou moins constitué des cas de réussite et qui peuvent permettre de voir les points forts et les limites d'une telle orientation.

La communication que nous proposons vise à partir de deux exemples d'occupation par les populations locales d'anciens domaines de l'Etat, de mettre en lumière la possibilité de faire de ces

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

anciens domaines des moteurs d'un développement territorial et de mettre en relief les conditions d'une telle dynamique.

L'histoire de la constitution du patrimoine des terres domaniales qui font partie du domaine privé de l'Etat, remonte à une période antérieure à la colonisation française avec l'introduction du droit éminent du souverain sur les terres du royaume et l'apparition du domaine privé de l'état ou de Beit El Mel. Mais c'est surtout sous la colonisation française que la domanialisation de terres a été le plus instrumentalisée pour permettre la mise à la disposition des colons de large propriété au détriment des paysans qui les exploitaient sous différentes formes souvent sur plusieurs générations. La colonisation va aussi instrumentaliser l'imprécision et l'empilement de plusieurs cadre juridique pour accaparer des terres que les usagers ont du mal à faire valoir leur titre de propriété face à des juridiction qui applique un cadre moderne de propriété introduit par la colonisation avec l'appui d'une batterie de cadre législatif et d'institutions juridiques (Yazidi, 2005).

A l'Indépendance le même cadre juridique va être utilisé contre les colons pour les expropriés des terres qu'ils exploitaient. Ainsi l'Etat va-t-il se trouver propriétaire d'un patrimoine de plus de 800 000 ha de terres agricoles (Gharbi, 2002). Depuis ce patrimoine va subir plusieurs amputations pour être réduit à environ 500 000 ha et connaître plusieurs modifications dans les formes de gestion, avec comme fil conducteur sa mobilisation pour l'appui à la politique agricole et à ses objectifs (Elloumi, 1992).

Mais, c'est avec la révolution que les remises en cause de cette forme d'accaparement par les pouvoirs publics va être remise en cause de manière violente dans certains cas (Jouili et Elloumi, 2013) et de manière plus constructive dans d'autres. Face à cette situation et reconnaissant le fait d'une mauvaise valorisation de ce patrimoine, le Gouvernement issu des élections législatives de 2014 a mis parmi ses priorités la mise en place d'une large consultation pour l'amélioration de la mise en valeur des terres domaniales agricoles.

Parmi les recommandations de cette large consultation, l'orientation de faire des terres domaniales, là où elles sont importantes, un pôle de développement territorial a été mise en avant. Malheureusement rien n'a été fait dans ce sens et on assiste à la poursuite des mêmes formes de gestion sans une vision claire du rôle que peuvent jouer les terres domaniales comme outil d'un développement territorial. L'idée qui a été avancée lors de la consultation est de faire des certaines fermes érigées sur les terres domaniale un pôle de développement territorial à travers non seulement la création d'emploi et donc de richesse au niveau local, mais surtout d'être à la base d'un développement territorial avec en plus de la création d'emploi, l'initiation d'une dynamique territoriale à travers l'innovation sociale, institutionnelle et économique.

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

Méthodologie et sources utilisées

Pour montrer la possibilité d'un tel processus, mais aussi ses limites nous allons nous appuyer sur le cas de la ferme érigée sur des terres domaniales à Jemna et qui a été occupée par la population locale pour en faire un outil de développement territorial de leur territoire. Pour ce faire nous nous sommes appuyés sur l'abondant matériel médiatique apparu dans la presse depuis que "l'affaire de Jemna" est devenue le symbole de deux formes de légitimité, celle de l'Etat selon les textes de lois et celle de la population locale qui fait valoir le droit ancestral de la population sur les terres en question. Mais nous nous appuyons aussi sur des interviews directes des personnes ressources : les responsables de l'association de l'Oasis de Jemna et ceux du Ministère de l'agriculture ayant en charge la gestion des terres domaniales, ainsi que de ceux du Ministère du domaine de l'Etat

Conclusions

Nos résultats, montre qu'au-delà des postures souvent empreint d'idéologie, il est possible de faire des terres domaniales un moteur du développement territorial, comme le montre bien l'exemple de l'oasis de Jemna. En effet l'expérience qui est maintenant vieille de près de 7ans a permis la mise en place d'une dynamique de développement territorial avec à la fois l'émergence et le renforcement d'une identité communautaire autour de l'oasis en question, la mise en place d'une forme d'économie sociale et solidaire et l'investissement dans le développement du territoire. Même si, l'expérience n'a pas pris une dimension qui lui permet d'entraîner l'ensemble de l'oasis, elle a permis de mettre en évidence le potentiel d'un modèle de développement basé sur de nouveaux rapports de production et avec un ancrage territorial et une solidarité locale.

Références bibliographiques

- Elloumi, M., 2013. « Les terres domaniales en Tunisie. Histoire d'une appropriation par les pouvoirs publics ». In *Revue Etudes Rurales*, juillet-décembre 2013, n° 192 : La gestion des ressources naturelles dans le Bassin Méditerranée : T. Dahou, M., Elloumi et F. Molle (édit).
- Gana, A., 2012. « Agriculteurs et paysans : nouveaux acteurs de la société civile et de la transition démocratique en Tunisie », in *Observatoire tunisien de la transition démocratique*, site web, visité le 18-10-2012.
- Gharbi, M., 2002. « Etude de cas : Tunisie », Communication à l'Atelier régional sur l'intégration de l'aspect foncier dans les stratégies de la réduction de la pauvreté et le développement durable. Avril. Rome.
- Hénia, A., 2012. *La Tunisie Ottomane : construction de l'Etat et du territoire* (en arabe). Tunis, Editions L'Or du Temps et DIRASET.
- Jouili, M., Elloumi, M., 2013. Les terres domaniales, objet de conflits sociaux (cas de gouvernorat de Siliana, Tunisie). Communication au Séminaire International du Réseau FONCIMED, IAMM, 1-4 juillet 2013 : « Configurations foncières contractuelles et actions publiques en Méditerranée »

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

Yazidi, B., 2005. *La politique coloniale et le domaine de l'Etat en Tunisie de 1881 jusqu'à la crise des années 30*, Tunis, Editions Sahar, Faculté des lettres, des arts et des humanités de La Manouba.

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

The impact of agriculture on forest fire occurrence and spread in Southern France

Francesco Guerra (1), Claude Napoléone (2), Jean-Christophe Paoli (3)

(1) INRA-LRDE, Quartier Grossetti, 20250, CORTE, Corse - France, Francescoguerra07@gmail.com

(2) INRA, Unité Ecodéveloppement, Site Agroparc - CS 40509 - 84914 Avignon, Cedex,
Claude.napoleone@inra.fr

(3) INRA-LRDE, Quartier Grossetti, 20250, CORTE, Corse - France, jean-christophe.paoli@inra.fr

Key words: Ecosystem service, agricultural landscape, wildfire risk, spatial analysis, zero inflated model

Contextualization of the problem and main objectives of the communication

One of the main issues regarding rural areas is the increasing concern about natural calamities. This tendency questions the impact of human activities and looks at agriculture as a factor of land use - land cover change.

The Mediterranean region is the part of Europe most affected by wildfires. With Spain, Portugal, Italy and Greece, France is among the European countries most affected by the phenomenon of forest fires, which represents a calamity of significant economic and environmental impact. Since the beginning of the eighties, French government has been engaged in the implementation of a more effective policy of fire prevention, with a focus on the regions most hit by forest fires, namely PACA, Languedoc-Roussillon and Corsica (Ganteaume and Jappiot, 2013). These three regions overlooking the Mediterranean Sea are characterised by a temperate climate, with hot and dry summers, and wet and mitigated winters. Wild land is dominated by Mediterranean vegetation, composed of bushes, shrubs known as "maquis", and pine forests. Agriculture is a significant activity in the area and, in large part, consists of vineyards, olive trees and different types of cereals, while breeding is practiced mainly in mountainous areas.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

As recent research suggest, many wildfire ignitions are human caused, mainly because of negligence (Ganteaume et al. 2013). For this reason, an increasing number of studies focus on the relationship between wildfire patterns and land use - land cover (Moreira et al. 2011; Moreno et al. 2013; Nunes et al. 2005). Especially in the Mediterranean area, shrubland is found to be more prone to fire risk than forests because of its lesser value as land cover and the speed of burning of its vegetation (Bajocco & Ricotta, 2008). Studies conducted on different European territories found that the majority of ignitions occur close to roads and peripheral urban areas (Catry et al. 2009; Moreno et al. 2011); as a consequence, elements such as density of population, elevation, ruggedness and interfaces between areas with intense human activities and wild lands are recognized as significant factors having an impact on wildfire risk (Lampin et al. 2011; Carrega, 2008; Moreira et al. 2009). For analysis conducted at a regional or departmental scale, there is a certain tendency towards the inclusion of some socio-economic variables (Mercer & Prestemon, 2005; Videma et al. 2017). In this context, the role that agriculture plays on forest fire risk is ambiguous and not univocally recognized. On the one hand, agriculture embodies an element of fire risk due to the impact of related human activities and for the fire prone character of dry land crops (Bajocco & Ricotta, 2008; de Vasconcelos et al. 2001). On the other hand, bare soil cover crops and irrigated crops are believed to be lands capable to prevent ignitions, and, as long as farms are located close to wild lands and forests, they can function as spaces which facilitate the detection of ignitions and the access of firemen to extinguish incipient wildfires (Nunes et al. 2005; Moreira et al. 2011).

The present study aims at valuating the environmental impact of agriculture on wildfire prevention and wildfire fight. The objective is not to verify whether agricultural land is a land-cover class preferred by fires with respect to other land-cover types but, instead, to estimate the impact of certain types of agriculture activities on the occurrence and the extent of fires which spread throughout wild land areas.

Methodology and sources used

We base our analysis on the Prométhée dataset, which include origin, surface burned and the ignition points of fires, on the Corine Land Cover dataset for data on land cover, and on the Land Parcel Identification System (Register Parcellaire Graphique) which provides detailed data on agricultural cover land registered at municipal scale.

The study is conducted on 2713 municipalities of southern France over a period of 8 years, from 2006 to 2013, and is implemented through an econometric modelling which aims at describing the causal effect of the surfaces used for agricultural purpose on the occurrence and spread of wildfires. The analysis examines wildfire risk from two perspectives. Firstly, we investigate the impact of land use for agricultural activities on fire occurrence through a zero inflated negative binomial regression for count variables. This model allows us to deal with a dataset which includes a high

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

number of municipalities which are not affected by forest fires and, simultaneously, to give weight to the municipalities that have been subject to more than one fire per year. At a second stage, we use a logit model to analyse the impact of agriculture in preventing that, once an ignition occurs, the fire becomes of large dimensions. Beside the covariates on land cover, we included in our analysis also weather factors such as rainfall, wind and temperature, and socio-economic factors such as population density and tourism.

Conclusion

As far as fire land cover preference, population density and climate factors are concerned, the results of the zero inflated model indicate that the interface vineyards-forest and have a preventing impact on the occurrence of fires, as well as the surface deployed for annual crops and arboriculture. On the opposite, it seems that the occurrence of wildfires is higher in the municipalities characterised by the presence of olive trees, intensive pastures and agro forestry activities. The results of the logit regression show that, as wind speed has an influence coherent with our expectations, specific crops seem to have almost no effect in the spread of medium-large wildfires. On the contrary, the presence agricultural surfaces interrupted by important natural spaces and agro-forestry territories reduce the probability that an incipient fire reaches the size of a large fire. While the results obtained with regard to the effects of land cover on the risk of wildfire occurrence are sound, a spatial analysis contemplating the position of the agricultural spaces in relation to burned areas is likely to provide a better understanding of the relationship between surface burned and agricultural activities.

References

- Bajocco, S., & Ricotta, C., 2008. Evidence of selective burning in Sardinia (Italy): which land-cover classes do wildfires prefer?. *Landscape Ecology*, 23(2), 241-248.
- Carrega, P., 2008. Le risque d'incendies de forêt en région méditerranéenne: compréhension et évolution. In *Le risque d'incendies de forêt en région méditerranéenne: compréhension et évolution*. (Vol. 21, pp. 11-23).
- Catry, F.X., Rego, F., Bacao, F., Moreira, F., 2009. Modeling and mapping the occurrence of wildfire ignitions in Portugal. *Int. J. Wildland Fire* 18, 921-931.
- Ganteaume, A., & Jappiot, M. (2013). What causes large fires in Southern France. *Forest Ecology and Management*, 294, 76-85.
- Ganteaume, A., Camia, A., Jappiot, M., San-Miguel-Ayanz, J., Long-Fournel, M., & Lampin, C., 2013. A review of the main driving factors of forest fire ignition over Europe. *Environmental management*, 51(3), 651-662.
- Lampin C., Jappiot M. and J.P. Ferrier, (2011). Modélisation du risque incendie de forêts dans les interfaces habitats forêts, *Revue Sciences, Eaux & Territoires*, Article sérié n°3, 3.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

- Mercer, D. E., & Prestemon, J. P., 2005. Comparing production function models for wildfire risk analysis in the wildland-urban interface. *Forest Policy and Economics*, 7(5), 782-795.
- Moreira, F., Vaz, P., Catry, F., & Silva, J. S., 2009. Regional variations in wildfire susceptibility of land-cover types in Portugal: implications for landscape management to minimize fire hazard. *International Journal of Wildland Fire*, 18(5), 563-574.
- Moreira, F., Viedma, O., Arianoutsou, M., Curt, T., Koutsias, N., Rigolot, E., Mouillot, F., 2011. Landscape-wildfire interactions in southern Europe: implications for landscape management. *Journal of environmental management*, 92(10), 2389-2402.
- Moreno, J. M., Viedma, O., Zavala, G., & Luna, B., 2011. Landscape variables influencing forest fires in central Spain. *International Journal of Wildland Fire*, 20(5), 678-689.
- Nunes, M. C., Vasconcelos, M. J., Pereira, J. M., Dasgupta, N., Alldredge, R. J., & Rego, F. C., 2005. Land cover type and fire in Portugal: do fires burn land cover selectively?. *Landscape Ecology*, 20(6), 661-673.
- Vasconcelos, M. P., Silva, S., Tome, M., Alvim, M., & Pereira, J. C., 2001. Spatial prediction of fire ignition probabilities: comparing logistic regression and neural networks. *Photogrammetric engineering and remote sensing*, 67(1), 73-81.
- Viedma, O., Moreno, J. M., Güngöroglu, C., Cosgun, U., & Kavgacı, A., 2017. Recent land-use and land-cover changes and its driving factors in a fire-prone area of southwestern Turkey. *Journal of environmental management*, 197, 719-731.

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

Diversité des status fonciers et dynamique de la population et des écosystèmes forestiers telliens : étude du cas des défrichements et des clairières au nord de Dyr et Kef (Tunisie du Nord)

Hamza Ayari (1)

(1) Agrégé et doctorant en géographie, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis & Unité de recherche BiCADE (Biogéographie, Climatologie Appliquée et Dynamique Érosive)-FLAH-Manouba, ayari.hamza@yahoo.fr

Mots clés: Haut Tell, céréaliculture, clairières, défrichement, absentéisme

Comme dans plusieurs espaces montagneux aux pays du Maghreb, la pression de la population déshéritée concentrée sur les versants depuis la période coloniale et les difficultés du développement ont prolongé les pratiques du défrichement aux décennies qui ont succédé l'indépendance de la Tunisie (Maurer 1992). Cette situation a abouti à une relation conflictuelle entre l'État, représenté par l'administration forestière, et la population constituée d'une paysannerie dominée par des microfundiaires et des sans-terres. Dans ce contexte de mutations socio-économiques profondes, les situations foncières se sont diversifiées et les propriétés se sont compliquées et elles ont connu une instabilité en relation avec les dynamiques spatiales de la population montagnarde. Dans cette communication on va démontrer les aspects de la complexité des statuts fonciers des terres au nord de Dyr El Kef, analyser les dynamiques spatiales de la population et leurs impacts sur les modes d'exploitation agricole et sur la dynamique des écosystèmes locaux.

Le nord de Dyr El Kef qui fait partie du Haut Tell tunisien nous paraît un terrain exemplaire pour l'étude de la diversité et la dynamique des statuts fonciers. Pour étudier profondément cette

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

question on a réalisé des enquêtes socio-économiques, des entretiens et des investigations auprès de la population concernée par cette dynamique dans différents secteurs et différents douars. Nos travaux ont concerné aussi la population déplacée vers les villes locales et les petits groupements de services créés dans les plaines. Cette population est encore concernée par la question foncière et les nouvelles relations d'exploitation (Mhidi 1998, Miossec 1985). On a entretenu et discuter les structures locales à savoir les maires et les actifs dans la société civile locale en but d'éclaircir les différents côtés de la question foncière. On a utilisé aussi des documents d'archives dans la bibliothèque de l'Institut du Mouvement National tunisien, en particulier les correspondances des pionniers de la colonisation française et les feuilles de la carte topographique d'État-Major. Ces documents nous permettent de connaître la situation initiale d'occupation du sol, de la répartition et de la densité de la population des espaces montagneux concernés par cette étude. La comparaison de ces documents avec les données des missions suivantes des documents cartographiques de base, en particulier celles des cartes topographiques et des couvertures aériennes et satellites nous permettent l'étude des dynamiques de l'occupation du sol et de l'installation de la population.

La complexité de la situation foncière remonte en réalité à la période coloniale durant laquelle les écosystèmes telliens ont subi une dégradation de leurs éléments, notamment les sols et les forêts, suite à la concentration de la population sur les versants (MONCHICOURT 1913, Bernard 1914). La colonisation agricole dans les plaines a créé une concurrence sur les terres chez les autochtones qui se sont trouvés obligés à pratiquer le défrichement aux dépens de la pinède à pin d'Alep (BOUDY 1948, MAKHLOUF 1968). La pratique du défrichement étendu par les colons français sur les terrains marneux a accentué le mouvement de défrichement et la concurrence sur les ressources naturelles au nord de Dyr El Kef.

Après l'indépendance de la Tunisie, les situations foncières de ces clairières et défrichements sont devenus complexes. Une partie des défrichements coloniaux est transférée à la propriété domaniale et plantée en olivier sur la route de Touiref-El Kef, d'autres sont vendus aux grands propriétaires locaux mais l'essentiel de ces défrichements situés à Nadhorest transféré aux habitants locaux installés sur ses marges pour l'exploitation mais sans droits de propriété. Un nombre de clairières, qui sont en majorité sans titre de propriété, se sont ensuite confisquées et plantées en pin d'Alep comme à J.Essif et ArgoubGhezal. D'autres se sont abandonnées définitivement à cause de la faiblesse des revenus (GAMMAR 1984). Une autre catégorie est confisquée et louée à des prix dérisoires aux exploitants par l'administration forestière. La majorité des clairières, y compris celles qui sont encore habitées, n'ont pas un statut de propriété privée.

En plus de l'enclavement, la faiblesse des revenus liée à la stagnation du système céréalier peu rentable malgré la mécanisation généralisée des travaux agricoles, a incité une masse importante des habitants des versants telliens à se déplacer vers les villes locales pour rejoindre les services de

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.

10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

base (AUCLAIR et al, 1995). Cette situation a abouti à l'apparition des modes d'exploitation absentéistes et à une emprise urbaine sur la paysannerie. À ce propos, les habitants de Nadhor, qui ont obtenu le droit d'exploitation des défrichements suite à la décolonisation agricole, louent à nos jours leurs terres aux propriétaires des engins agricoles à un montant équivalent à 30% de la récolte finale. Les propriétaires des petites clairières ont cédé leurs exploitations à leurs proches encore installé sur leurs terrains d'origine.

La vocation des surfaces agricoles diffère selon le niveau d'accessibilité des engins mécaniques agricoles. En effet, les exploitations inaccessibles aux engins agricoles se sont abandonnées et transformées en friches connu localement sous le nom de « jendel ». Celles qui sont accessibles aux moissonneuses-batteuses sont cultivées en céréales et celles qui sont accessibles aux tracteurs uniquement sont destinées aux jachères labourées ou aux cultures fourragères, en particulier à la culture de l'orge. À nos jours, plusieurs fermes ont apparus sur les moyennes et les grandes propriétés en marge de Nadhor et qui sont achetées par des originaires de la ville d'El Kef. En plus de la céréaliculture, plusieurs parmi ces nouveaux propriétaires ont planté des oliviers même sur les terrains marneux hostiles à ce type de plantations. La plantation d'olivier est en expansion croissante depuis 2006, année durant laquelle les cours se sont doublés d'un seul coup. En plus, l'atténuation des densités de la population des versants et des secteurs montagneux ont permis aux oliviers d'être moins broutés par le bétail.

Ces dynamiques de la population sous forme d'une translation vers les plaines à partir des versants et des modes d'exploitation en faveur des modes d'exploitation absentéistes, ont abouti à une dynamique des écosystèmes locaux qui s'exprime par une dynamique érosive accélérée et par une dynamique progressive des formations végétales. À ce propos, les petites clairières dispersées dans la forêt à pin d'Alep qui n'ont pas des titres de propriété sont abandonnées définitivement et ont connu une reprise de la végétation forestière. Les exploitations qui sont proches des nouveaux groupements de population ou des petites villes qui ont attiré les émigrés à partir des versants, sont encore exploitées directement par leurs propriétaires. Les exploitations distribuées aux habitants de Nadhor ont connu plusieurs aspects de dégradation, notamment le ravinement qui a touché les banquettes mécaniques suite à l'absence des travaux de maintenance par les exploitants locataires et l'appauvrissement des sols suite à l'exploitation consécutives et abusive par ces derniers.

L'originalité de ce terrain d'étude réside dans sa richesse en types des statuts fonciers dans un contexte de mutations accélérées dictées par la faiblesse des interventions pour le développement dans les espaces montagneux et forestiers, répulsifs pour une population déshéritée qui cherche l'amélioration de ses conditions et niveaux de vie. Ces mutations s'expriment notamment par la redistribution de la population qui trace le destin de la petite exploitation et de son statut foncier longtemps instable.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
10ème Séminaire Annuel "*Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?*", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
10th Annual Seminar "*Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?*", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

Références bibliographiques

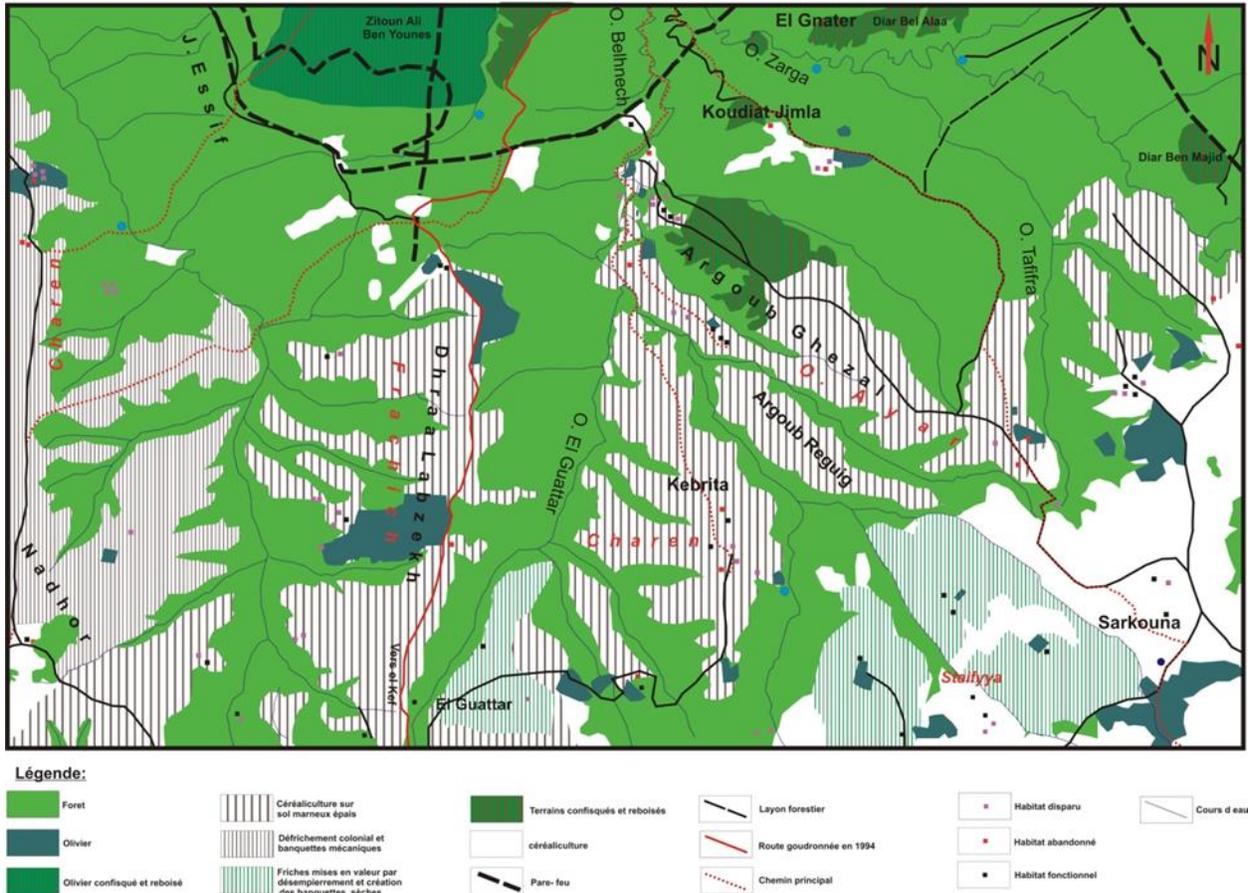
- Auclair, L., Ben Cheikh, K., Ghezal, L., & Pontanier R., 1995. Usage des ressources sylvopastorales et systèmes de production dans le Haut Tell tunisien. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, No 41.
- Ayari, H., Développement rural et dynamique de la végétation dans le Haut Tell Friguien Occidental. Thèse en géographie déposée à FSHST. Tunis
- Bernard, A., 1914. La région du Haut Tell tunisien. *Annales de Géographie*, t. 23, n°128 :172-175.
- Boudy, P., 1948. Économie forestière nord-africaine : tome 1: milieu physique et milieu humain, Paris, éditions la rose.
- Gammar, A.M., 1984. Défrichement et déprise rurale dans le Haut Tell Friguien, *Revue Tunisienne de Géographie*, no 13.
- Makhlouf, E., 1968. Structures agraires et modernisation de l'agriculture dans les plaines du Kef : les unités coopératives de production. *Cahiers du CERES*, no 1.
- Maurer, G., 1992. Montagnes et montagnards au Maghreb, *Les Cahiers d'Urbama*, no7.
- Mhidhi, N., (1998) Les nouvelles communes des montagnes du Nord Ouest et le développement local: le cas de Nebber, Menzel Salem et BniMtir, In "quelques aspects du développement régional et local en Tunisie" sous direction de Belhadi A. Tunis : FSHST.
- Miossec, J.M., 1985. Urbanisation des campagnes et ruralisation des villes en Tunisie, *Annales de Géographie*, no 521.
- Monchicourt, Ch., 1913. *La région du Haut Tell en Tunisie: Essai de monographie géographique*. Paris : LibrairieArmandColin.

FONCIMED. Réseau CIHEAM-INRA de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.
 10ème Séminaire Annuel "Le foncier, un actif du développement territorial et de la durabilité des communautés rurales?", Thessaloniki, 2-4 Novembre 2017

FONCIMED. Network CIHEAM-INRA for research and exchange on Mediterranean land tenure.
 10th Annual Seminar "Land tenure as an asset for territorial development and the sustainability of rural communities?", Thessaloniki, 2-4 November 2017

Séance 7b – Le foncier comme bien commun

Occupation du sol, infrastructure et dynamique de la population dans le secteur d'Argoub Ghezal et ses alentours



Carte 1 : Dynamique de la population et de l'occupation du sol dans le secteur d'ArgoubGhezal.
 Source : Ayari, H., Développement rural et dynamique de la végétation dans le Haut Tell Friguien Occidental. Thèse déposée à la FSHST, Université de Tunis